

Rapport annuel 2001

Analyse financière



La Banque Scotia est l'un des principaux établissements financiers d'Amérique du Nord et la plus internationale des banques canadiennes. Elle offre des produits et des services financiers à des particuliers, à la petite et moyenne entreprise, aux entreprises et aux administrations publiques partout au Canada et dans le monde entier.

- 1** Revue du rendement de 2001
- 2** Message aux actionnaires
- 5** Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation
- 42** Glossaire
- 43** États financiers consolidés
- 82** Régie interne
- 84** Conseil d'administration
- 86** Membres de la direction
- 87** Information à l'intention des actionnaires

Déclarations prospectives

Le présent rapport renferme des déclarations prospectives concernant les objectifs, les stratégies et les résultats financiers attendus. Ces déclarations prospectives sont, par définition, assujetties à des risques et à des incertitudes indépendants de la volonté de la Banque, dont la conjoncture économique et financière mondiale, les changements réglementaires au Canada et ailleurs, le progrès technologique et la concurrence. Ces facteurs – et d'autres encore – peuvent faire varier considérablement le rendement réel de la Banque par rapport à celui envisagé dans les déclarations prospectives; le lecteur est donc prié de ne pas se fier indûment à ces déclarations.

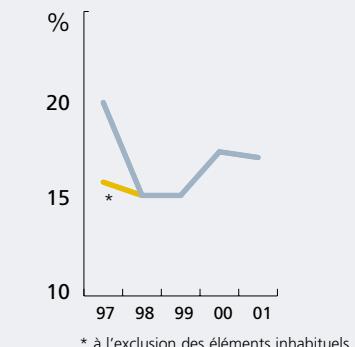
Revue du rendement de 2001

Rendement des capitaux propres

Objectif : Dégager un rendement de 16 % à 18 % des capitaux propres.

Réalisation : 17,3 %

Le rendement des capitaux propres constitue l'une des plus importantes mesures du rendement financier car il dénote l'efficacité avec laquelle la Banque utilise les fonds investis par les porteurs d'actions ordinaires. Ce ratio équivaut au quotient du revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires par l'avoir moyen des porteurs d'actions ordinaires.

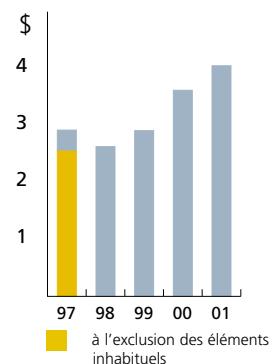


Bénéfice par action

Objectif : Générer une croissance annuelle de 12 % à 15 % du bénéfice par action.

Réalisation : Le bénéfice par action a été de 4,12 \$, en hausse de 12,3 % par rapport à celui de l'exercice précédent.

Le bénéfice par action représente également un indice important du rendement financier. Il équivaut au quotient du revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires par le nombre moyen des actions ordinaires en circulation.

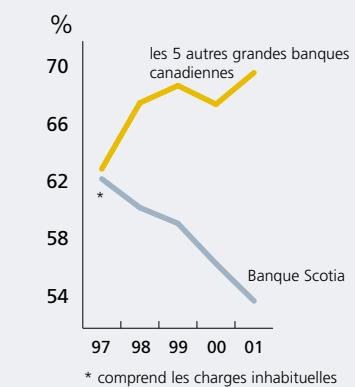


Productivité

Objectif : Maintenir un ratio de productivité inférieur à 60 %.

Réalisation : 53,9 %

Le ratio de productivité mesure l'efficacité globale de la Banque. Il indique, en pourcentage, le rapport entre les frais autres que d'intérêts et la somme du revenu d'intérêts net (sur une base de mise en équivalence fiscale) et des autres revenus. Une diminution de ce ratio indique une hausse de la productivité. Sur la foi de cette mesure, la Banque Scotia s'est toujours classée parmi les meilleures banques canadiennes.

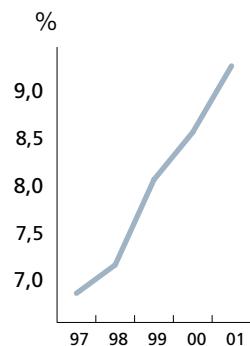


Capital de catégorie 1

Objectif : Maintenir le ratio du capital de catégorie 1 à plus de 8,0 %.

Réalisation : 9,3 %

Le coefficient du capital de catégorie 1 est une mesure de la solidité globale de la Banque. Il équivaut au quotient du capital de catégorie 1 (constitué essentiellement de l'avoir des porteurs d'actions ordinaires et des actions privilégiées à dividende non cumulatif) par les actifs à risques pondérés. Le coefficient du capital de catégorie 1 de la Banque Scotia est le plus fort des principales banques canadiennes.



Message aux actionnaires



Peter C. Godsoe
Président du conseil
et chef de la direction

«La principale raison de la pérennité de notre succès – et de notre confiance dans l'avenir – est la grande qualité de notre équipe. Nous pensons que notre capacité à satisfaire nos clients dépend directement de la manière dont nous satisfaisons les besoins de nos employés.»

Nous sommes heureux de vous annoncer que votre Banque a de nouveau atteint presque tous ses objectifs et obtenu des résultats records pour ses actionnaires, ses clients et ses employés.

Le revenu net a atteint 2 169 millions de dollars, ce qui a généré un rendement des capitaux propres de 17,3 % et un bénéfice par action de 4,12 \$. Les actionnaires ont obtenu un rendement des actions ordinaires, incluant les dividendes et la plus-value, de 3,7 % en 2001 et un rendement annuel composé de 20,4 % sur les dix dernières années. Malgré une conjoncture difficile, notamment le repli de l'économie mondiale et les événements tragiques du 11 septembre, il s'agit de résultats d'exploitation records pour une douzième année de suite.

Ces résultats découlent directement de notre stratégie globale, laquelle repose sur nos lignes de force et s'oriente sur des principes sûrs, tels que l'exécution rigoureuse de nos plans, la gestion attentive du risque et des dépenses, et l'engagement immuable de satisfaire notre clientèle grâce au dévouement et à la compétence de nos 51 000 employés.

Croissance canadienne

La pierre angulaire de notre réussite globale demeure notre réseau canadien de succursales clientèles privée et commerciale. En tenant compte de nos opérations de gestion de patrimoine, le Réseau canadien a réalisé un revenu net de 960 millions de dollars, soit 45 % du bénéfice total en 2001.

Dans le sondage de Market Facts sur l'indice de qualité du service clientèle, nos clients ont classé nos services comme étant les meilleurs du secteur financier, ce qui constitue une hausse par rapport aux notes déjà excellentes que nous avions obtenues au cours des années précédentes. Ce sondage annuel à l'échelle nationale mesure la qualité du service clientèle offert dans les succursales, aux GAB, par téléphone et par Internet.

Bien que le marché canadien approche de la saturation, nous croyons qu'il existe encore beaucoup de potentiel pour que nous puissions croître à titre de fournisseur de services et de conseils financiers complets pour les foyers canadiens et les petites et moyennes entreprises. Au cours des deux dernières années, nous avons rationalisé nos structures et nos procédés, lancé de nouvelles structures technologiques, de gestion et de soutien,

consolidé notre réseau de succursales, réorganisé notre effectif et axé les efforts de notre personnel sur l'établissement de liens solides avec la clientèle. Ces initiatives étant pour la plupart achevées, nous estimons avoir jeté les fondations qui nous permettront, à l'avenir, d'accroître notre rentabilité.

Répondre aux besoins des clients

Parce que nos services ne permettaient pas de répondre aux besoins de nos clients en matière de placements et afin de diriger ceux-ci vers notre vaste gamme de services de gestion de patrimoine, nous avons créé une nouvelle équipe de vente composée de planificateurs financiers dont le nombre devrait atteindre 400 d'ici la fin de 2002. Cet automne, nous avons également ouvert cinq Centres Groupe Gestion privée Scotia dans le but de réunir les équipes d'experts de Trust Scotia, de Scotia Cassels et de Gestion de patrimoine afin de rehausser les services offerts à nos clients fortunés du Canada. Sept autres centres ouvriront leurs portes au début de 2002.

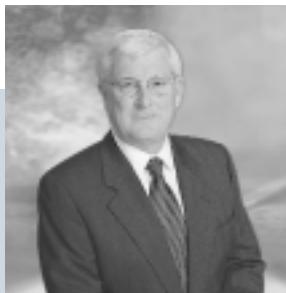
Suivre de près l'évolution technologique

Suivre de près l'évolution de la technologie afin de satisfaire aux besoins de nos clients demeure pour nous une priorité. Les canaux de distribution parallèles, particulièrement les opérations bancaires en ligne, poursuivent leur croissance quant à la diversité des services offerts et au nombre d'utilisateurs. Nous continuerons à adapter nos opérations à Internet et à promouvoir l'utilisation d'autres canaux de distribution dans chacun de nos secteurs d'activité afin d'accentuer la fidélisation de la clientèle et d'accroître encore plus la productivité.

Pour le bénéfice des consommateurs, nous utilisons tout un arsenal de technologies intégrées dans le but de transformer les canaux de distribution, les produits et les services aux particuliers du Groupe Banque Scotia. Au cours de l'année, nous avons réalisé un objectif clé, lequel consistait à regrouper les services bancaires et de courtage dans le même réseau de distribution, y compris les services en succursales, aux GAB, par téléphone et par Internet. De plus, nous avons été le chef de file du monde bancaire canadien en ce qui a trait à plusieurs initiatives, telles que la constitution d'une Alliance GAB mondiale et la prestation de services bancaires et de courtage réduit par webtélé. Enfin, nous tablons sur nos partenariats avec

«Notre gestion continue et minutieuse des frais explique notre longue réputation de banque canadienne la plus productive – réputation que nous avons encore confortée cette année avec un excellent taux de productivité de 53,9 %..»

Bruce R. Birmingham
Président



des sociétés de génie logiciel et de télécommunication afin de concevoir pour les entreprises des solutions intégrées de commerce électronique et de produits bancaires.

Marchés de gros investisseurs

Scotia Capitaux, notre groupe Clientèle grandes entreprises et services de banque d'investissement, a réalisé un revenu net de 686 millions de dollars, soit 32 % du revenu net total de la Banque. Notre objectif n'est pas de détenir la plus grande part de ce marché, mais d'être les meilleurs dans le domaine. À cet égard, Scotia Capitaux a quelques réussites majeures à son actif: première banque canadienne selon le magazine *Euromoney*, et seule banque canadienne retenue parmi les 25 premières banques dans le monde pour le financement global; premier courtier en valeurs mobilières au Canada relativement à la part du marché des titres à revenu fixe canadiens selon une firme de conseil réputée, spécialisée en recherches; premier rang pour sa réputation globale selon Brendan Wood International. De plus, dix des meilleurs analystes du marché, selon le classement de Brendan Wood International, sont au service de Scotia Capitaux. Nous avons également dirigé plusieurs opérations innovatrices importantes au Canada et dans le monde, ou y avons participé – par exemple, une opération de swap de devises de un milliard de dollars US pour couvrir une émission de titres de Quebecor Media à rendement élevé.

L'amélioration et la maximisation du rendement demeurent le point de mire de Scotia Capitaux. Nous atteindrons cet objectif en accentuant la vente croisée de produits à haut rendement, en augmentant de manière sélective la performance de nos produits sur les marchés clés et en continuant de faire croître notre volume d'opérations sur titres. Nous nous appliquerons également à améliorer le rendement en procédant à une gestion du risque de niveau supérieur, en mettant au point nos techniques d'évaluation du crédit et du risque, et en dynamisant la gestion de notre portefeuille de prêts. De plus, la réorganisation de nos opérations américaines et européennes selon un modèle qui s'inspire plus des tendances du marché, comme nous l'avons déjà fait avec succès au Canada, permettra à Scotia Capitaux d'intensifier ses relations et de mieux répondre aux besoins des clients.

Opportunités internationales

Notre stratégie internationale est de poursuivre nos investissements et notre croissance dans trois régions clés présentant un fort potentiel à long terme – les Antilles, l'Asie et l'Amérique latine. Dans chacun de ces marchés, nous nous efforçons de développer la croissance et la rentabilité par la diversification des risques, le contrôle rigoureux des coûts et le développement de produits et de services innovateurs. De plus, nous nous appuyons sur nos forces et sur nos plateformes opérationnelles que nous appliquons à nos divers marchés pour réaliser des économies d'échelle. Les résultats de cette stratégie font que le revenu net généré par les Opérations internationales a atteint 489 millions de dollars en 2001, soit 23 % du bénéfice total.

Dans les Antilles et en Amérique centrale, nous continuons de mettre à profit notre position dominante. Parmi nos initiatives, citons de nouvelles plateformes de ventes et d'opérations, intégrant des ressources en information de gestion, des produits et des canaux de distribution parallèles élargis. Toutes ces initiatives sont conçues dans le but d'améliorer les relations et la satisfaction du client et elles s'appuient sur des programmes améliorés de formation des employés.

En Asie, nous sommes en bonne position pour développer nos opérations bancaires de gros avec l'amélioration des conditions économiques que connaît actuellement cette partie du monde. En outre, nous ciblons particulièrement l'expansion de nos services de financement du commerce international dans cette région.

L'Amérique latine demeure pour nous un marché de croissance clé, en particulier le Mexique où Scotiabank Inverlat a généré de solides résultats. Il s'agit pour nous de développer notre part de ce marché et de réaliser des gains sur les investissements que nous y avons effectués. Nous avons amélioré notre performance grâce à la restructuration majeure de nos opérations, en réitérant notre priorité au service clientèle et en devançant le marché avec des produits et services innovateurs.

Nous suivons de près la suite des événements en Argentine, en raison de l'incertitude économique et politique qui y prévaut et de l'impact que cela pourrait avoir sur nos bénéfices.

Gestion du risque et des frais

Nous continuons à appliquer une gestion rigoureuse du risque de crédit dans tous nos secteurs d'activité. L'affaiblissement de l'économie a entraîné une certaine détérioration de notre portefeuille américain de prêts aux grandes entreprises, mais nous avons pris dès le début de l'exercice de vigoureuses mesures correctives. Grâce à notre gestion proactive du risque, nous avons réduit de beaucoup le montant net des prêts douteux au cours de l'exercice et renforcé notre provision générale pour pertes sur prêts.

Notre gestion continue et minutieuse des frais explique notre longue réputation de banque canadienne la plus productive – réputation que nous avons encore confortée cette année avec un excellent taux de productivité de 53,9 %. Nous pensons être en mesure de maintenir ou d'améliorer ces résultats en trouvant de nouvelles manières de regrouper et de rationaliser nos processus et nos structures, en éliminant le double emploi et en généralisant les meilleures pratiques à l'échelle de notre réseau international.

Une équipe remarquable

La principale raison de la pérennité de notre succès – et de notre confiance dans l'avenir – est la grande qualité de notre équipe. Nous pensons que notre capacité à satisfaire nos clients dépend directement de la manière dont nous satisfaisons les besoins de nos employés. Nous nous efforçons de leur offrir des programmes de rémunération et d'avantages sociaux intéressants, des programmes de formation et de développement pour les aider à répondre aux besoins de leurs clients et à réaliser leurs propres ambitions et du soutien lors des changements auxquels nous sommes confrontés.

Nous voudrions ici exprimer particulièrement notre reconnaissance aux quelque 400 employés du Groupe Banque Scotia qui ont été directement affectés par les événements du 11 septembre à New York. Nos bureaux de One Liberty Plaza étaient situés en face du complexe World Trade Center et, même si tous nos collaborateurs sont heureusement sains et saufs, beaucoup d'entre eux ont été témoins de la tragédie. C'est grâce à leur engagement et à leur esprit d'initiative que nous avons pu presque immédiatement reprendre nos activités à partir de nos sites de secours, bien que ce fut dans des circonstances très éprouvantes. Nous sommes extrêmement fiers d'eux.

Réforme du secteur financier

La réforme du secteur financier adoptée en juin 2001 contient plusieurs points positifs pour la Banque : plus grande souplesse organisationnelle grâce à la possibilité de réorganisation structurelle en holding, élargissement des possibilités de coentreprises et d'alliances stratégiques avec l'assouplissement des règles de propriété et un plus large éventail d'investissements autorisés, en particulier dans le secteur du commerce électronique. La nouvelle législation a également ouvert la porte aux fusions entre banques canadiennes, en reconnaissant explicitement la validité de la fusion comme stratégie d'entreprise.

Nous continuons d'évaluer avec le plus grand soin un large éventail d'options de croissance. Le potentiel de création d'une solide valeur à long terme pour nos actionnaires, nos clients et nos employés sera toujours au cœur de toutes nos stratégies d'entreprise.

Perspectives

En résumé, bien que cette année ait été ponctuée de défis, nos résultats parlent d'eux-mêmes. En ce qui concerne l'avenir, nous nous attendons à ce que le ralentissement de la croissance se poursuive au cours des deux premiers trimestres de 2002, la reprise devant s'amorcer au printemps ou en été. Malgré les défis que pose la conjoncture à court terme, de solides opportunités à long terme s'offrent à nous.

Nous sommes convaincus qu'avec notre focalisation constante sur les principes fondamentaux de notre métier – croissance, risque, gestion des coûts et nos collaborateurs – le Groupe Banque Scotia est bien placé pour relever les défis de l'avenir et qu'il saura maintenir son dossier de croissance et de succès pour toutes les parties intéressées.



Peter C. Godsoe
Président du conseil et
chef de la direction



Bruce R. Birmingham
Président

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

6	Chiffres clés
8	Résultats financiers du groupe
	Revenu total
	Revenu d'intérêts net
	Actif et passif
	Autres revenus
	Frais autres que d'intérêts et productivité
	Impôts et taxes
	Qualité du crédit
	Gestion du capital
18	Secteurs d'activité
19	Réseau canadien – Clientèles privée et commerciale
22	Réseau canadien – Gestion de patrimoine
24	Opérations internationales
26	Scotia Capitaux
28	Gestion du risque
	Survol de la gestion du risque
	Risque de crédit
	Risque de marché
	Risque de liquidité
	Risque d'exploitation
35	Données supplémentaires
41	Informations choisies par trimestre
42	Glossaire
43	États financiers consolidés

Chiffres clés

(pour les exercices terminés les 31 octobre)	2001	2000	1999 ¹⁾	1998	1997
Résultats d'exploitation (en millions de dollars)					
Revenu total (BMEF) ²⁾	10 501	9 058	8 018	7 364	6 503
Provision pour pertes sur prêts	1 425	765	635	595	35
Frais autres que d'intérêts	5 662	5 119	4 756	4 446	4 059
Impôts sur le revenu (BMEF)	1 106	1 184	1 030	891	861
Revenu net	2 169	1 926	1 551	1 394	1 514
Dividendes versés sur actions privilégiées	108	108	108	97	99
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires	2 061	1 818	1 443	1 297	1 415
Mesures d'exploitation (en pourcentage)					
Rendement des capitaux propres	17,3	17,6	15,3	15,3	20,2
Ratio de productivité	53,9	56,5	59,3	60,4	62,4
Marge nette sur intérêts (BMEF)	2,37	2,26	2,11	2,11	2,13
Données du bilan et hors bilan (en millions de dollars)					
Liquidités et valeurs mobilières	73 444	60 130	51 084	52 400	46 173
Prêts et acceptations	184 733	175 710	155 022	159 370	133 314
Total de l'actif	284 425	253 171	222 691	233 588	195 153
Dépôts	186 195	173 900	156 618	166 360	138 975
Débentures subordonnées	5 344	5 370	5 374	5 482	5 167
Actions privilégiées	1 775	1 775	1 775	1 775	1 468
Avoir des porteurs d'actions ordinaires	12 833	11 200	9 631	9 039	7 930
Biens sous administration (en milliards de dollars)	141,8	154,9	141,4	117,4	112,4
Biens sous gestion (en milliards de dollars)	19,1	18,8	16,2	13,5	14,1
Mesures du bilan (en pourcentage)					
Coefficient du capital de catégorie 1	9,3	8,6	8,1	7,2	6,9
Coefficient du capital total	13,0	12,2	11,9	10,6	10,4
Coefficient du capital-actions ordinaire par rapport à l'actif rajusté en fonction du risque	8,1	7,3	6,9	6,0	5,8
Montant net des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations	0,14	(0,03)	(0,10)	0,26	0,44
Provision spécifique pour pertes sur prêts en pourcentage de l'encours moyen des prêts et acceptations	0,68	0,46	0,31	0,34	0,30
Données sur les actions ordinaires					
Par action (en dollars)					
- Bénéfice de base	4,12	3,67	2,93	2,64	2,95
- Bénéfice dilué ³⁾	4,05	3,63	2,90	2,61	2,93
- Dividendes	1,24	1,00	0,87	0,80	0,74
- Valeur comptable	25,47	22,49	19,49	18,37	16,19
Cours de l'action (en dollars)					
- Haut	50,50	45,65	36,90	44,70	34,10
- Bas	37,30	26,05	28,60	22,80	20,55
- Clôture	43,85	43,50	33,60	32,20	31,08
Actions en circulation (en milliers)					
- Moyenne - de base	500 619	495 472	493 136	490 914	478 972
- Moyenne - diluée ³⁾	508 995	501 253	498 090	496 697	482 981
- Fin de l'exercice	503 795	497 965	494 252	492 089	489 812
Valeur boursière (en millions de dollars)	22 091	21 661	16 607	15 845	15 220
Mesures d'évaluation					
Taux de rendement des actions (en pourcentage)	2,8	2,8	2,7	2,4	2,7
Ratio de distribution (en pourcentage)	30,1	27,3	29,7	30,3	25,1
Ratio de la valeur marchande à la valeur comptable	1,7	1,9	1,7	1,8	1,9
Ratio cours-bénéfice	10,6	11,9	11,5	12,2	10,5

1) Ces résultats financiers ont été préparés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR), y compris les exigences comptables du Surintendant des institutions financières du Canada, sauf la comptabilisation de l'augmentation de la provision générale pour pertes sur prêts imputée directement aux bénéfices non répartis au quatrième trimestre de 1999, ce qui était conforme aux exigences comptables prescrites par le Surintendant des institutions financières du Canada aux termes de la Loi sur les banques. Si l'augmentation exceptionnelle de la provision générale avait été comptabilisée comme une charge à l'état consolidé des revenus, les présents résultats financiers auraient été comme suit : provision pour pertes sur prêts : 1 185 \$; revenu net : 1 237 \$; rendement des capitaux propres : 12,0%; revenu de base par action : 2,29 \$; revenu dilué par action : 2,26 \$; ratio de distribution : 38,0 % et ratio cours-bénéfice : 14,3.

2) Base de mise en équivalence fiscale

3) Tient compte de l'effet de dilution des options d'achat d'actions octroyées suivant les modalités de la méthode du rachat d'actions.

Le dossier record de la Banque Scotia au chapitre de la croissance continue de son revenu et de son dividende ne s'est pas démenti en 2001.

Une autre année record au chapitre du revenu net

En 2001, la Banque Scotia a ajouté un nouveau fleuron au dossier de croissance de son revenu net, celui-ci ayant atteint 2,169 millions de dollars, en hausse de 13 %. La forte croissance des revenus a été en partie neutralisée par une augmentation des provisions pour pertes sur prêts. Les frais autres que d'intérêts ont continué de faire l'objet d'un contrôle rigoureux, affichant le meilleur ratio de productivité de l'industrie. Sur une base annuelle, le revenu net par action (RNPA) a grimpé de 12 % pour atteindre 4,12 \$, conformément à l'objectif de croissance annuelle de 12 % à 15 % que la Banque s'était fixé.

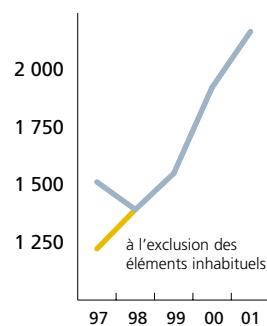
La progression du revenu net a été le principal facteur qui a contribué à l'accroissement du capital de base de la Banque. Celle-ci a généré en 2001 un capital de base de 1,5 milliard de dollars après le versement des dividendes.

La Banque a démontré qu'elle savait utiliser ce capital à bon escient, obtenant un rendement des capitaux propres confortable de 17,3 % au cours de l'exercice écoulé, compte tenu de l'objectif de 16 % à 18 % qu'elle s'était fixé.

Progression soutenue des dividendes

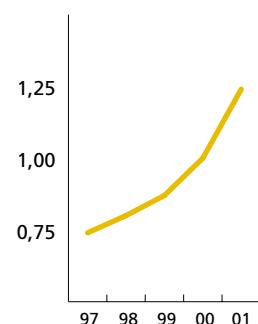
Les actionnaires de la Banque se sont vus accorder, pour une dixième année de suite, une majoration de leurs dividendes qui sont passés à 1,24 \$ en 2001, en hausse de 24 %. En fait, le dividende s'est accru deux fois au cours de l'exercice. Il y a près de quarante ans que nous continuons indéfectiblement à accroître nos dividendes annuels, ce qui atteste de la progression et de la vigueur de notre revenu net.

Revenu net¹⁾
en millions de dollars



1) Voir la note 1) au bas de la page 6.

Dividendes par action



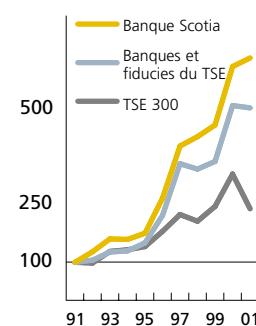
Excellent rendements à long terme aux actionnaires

Le rendement revenant aux porteurs d'actions ordinaires – qui comprend à la fois le dividende et la plus-value du cours des actions ordinaires de la Banque – s'est établi à 3,7 % en 2001.

Les actionnaires de la Banque ont continué de bénéficier de rendements exceptionnels à long terme. Le rendement annualisé composé des actions de la Banque a atteint 18,9 % au cours des cinq derniers exercices, et 20,4 % au cours de la dernière décennie. Ces rendements sont de loin supérieurs à ceux de l'indice des banques et des fiducies de la Bourse de Toronto (TSE) et de l'indice TSE 300.

Solide rendement à long terme revenant aux porteurs d'actions ordinaires

Plus-value du cours des actions majorée des dividendes réinvestis, 1991 = 100



Exercice	2001	2000	1999	1998	1997
Rendement annuel (en pourcentage)	3,7	33,3	7,1	6,1	51,1
Rendement quinquennal (annualisé) (en pourcentage)	18,9	28,4	23,6	21,7	26,0

Résultats financiers du groupe

Revenu total

Le revenu total de la Banque – revenu d'intérêts net plus les autres revenus – a augmenté de 16 % en 2001 et a ainsi dépassé le remarquable taux de croissance annuel de 12 % qui avait été réalisé au cours de la dernière décennie.

Revenu d'intérêts net

Un accroissement de 1,0 milliard de dollars du revenu d'intérêts net a contribué à la progression du revenu.

Sur une base de mise en équivalence fiscale, le revenu d'intérêts net s'est établi à 6,4 milliards de dollars en 2001, en hausse de 19 % par rapport à celui de l'exercice précédent, par suite d'une progression de 14 % de l'actif moyen et d'une marge plus importante.

La marge nette d'intérêts de la Banque (revenu d'intérêts net en pourcentage de l'actif moyen) s'est fixée à 2,37 % en 2001, en hausse de 11 points de base par rapport à la marge de l'exercice précédent, par suite de l'élargissement des marges en monnaies canadiennes et étrangères.

Le revenu d'intérêts en monnaie canadienne s'est accru de 9 % par rapport à celui de l'exercice précédent en raison de l'accroissement des volumes et d'une hausse de dix points de base de la marge. Cette dernière hausse provient de l'écart qui s'est creusé durant l'exercice entre les prêts hypothécaires à l'habitation et les dépôts à taux fixes, et aussi de l'amélioration des résultats obtenus dans les activités de négociation.

Le revenu d'intérêts en monnaie étrangère a augmenté de 33 % par rapport à celui de l'exercice précédent. Plus de la moitié de cette augmentation provient de l'ajout de Scotiabank Inverlat. Tous les autres secteurs d'activité importants ont également contribué à cette croissance, puisqu'ils ont connu un accroissement du volume de leurs activités et une baisse des frais de financement, les taux d'intérêt ayant chuté au cours de l'exercice.

Perspectives

La croissance du revenu d'intérêts net devrait se poursuivre en 2002, épaulée par un accroissement du portefeuille diversifié d'éléments d'actif et une stabilité relative de la marge.

Actif et passif

La base d'actif de la Banque a presque atteint les 300 milliards de dollars en 2001.

Actif

Les soldes moyens des prêts et acceptations de la Banque (à l'exception des conventions de revente) se sont élevés au total à 154,3 milliards de dollars, en hausse de 5 % par rapport à ceux de l'exercice précédent. La croissance de l'actif découlant de la consolidation de Scotiabank Inverlat en 2001 a été en partie neutralisée par l'incidence de la vente de 43 succursales au Québec.

Redressée pour tenir compte des titrisations et de la vente des succursales québécoises, la croissance sous-jacente des prêts consentis aux particuliers au Canada a atteint 4 %. Pour le deuxième exercice consécutif, les volumes d'activité de la Ligne de crédit VISA Scotia ont augmenté considérablement. En conséquence, la part du marché des cartes de crédit de la Banque a atteint un niveau record en 2001, s'étant accru de plus de 100 points de base cette année et de 350 points de base depuis le lancement de ce produit. La progression des prêts hypothécaires à l'habitation a été relativement forte au cours du second semestre de l'exercice.

Sur le plan international, le volume des prêts a augmenté considérablement d'un exercice à l'autre, la consolidation de Scotiabank Inverlat ayant contribué pour 5 milliards de dollars à cette hausse. Le volume des prêts affichait également une forte croissance sous-jacente, s'établissant à 4 milliards de dollars, soit une augmentation de 20 %.

Le volume des prêts aux grandes entreprises est demeuré relativement stable en 2001. Alors que les prêts aux grandes entreprises américaines ont fléchi par suite d'importantes ventes d'actif et de l'orientation donnée à l'octroi plus sélectif de prêts, il y a eu une forte croissance en Europe.

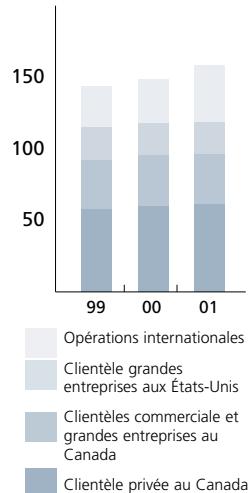
Mis à part les prêts consentis par la Banque, les autres éléments d'actif productifs, en moyenne, ont augmenté de 21 milliards de dollars ou de 29 %, dont une tranche de 9 milliards de dollars est attribuable à Scotiabank Inverlat. Ces éléments d'actif comprennent les valeurs mobilières, les sommes déposées à d'autres banques, qui servent principalement à maintenir les liquidités, et les conventions de revente. La majeure partie de cette augmentation est due aux conventions de revente dont la valeur a augmenté de 9 milliards de dollars.

Passif

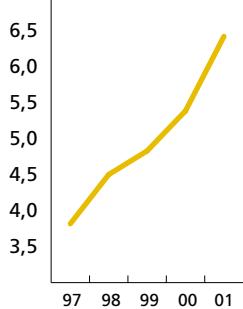
Les dépôts moyens de la Banque se sont élevés au total à 180 milliards de dollars en 2001, soit une hausse de 14,2 milliards de dollars ou 9 % par rapport à ceux de l'exercice précédent. De cette hausse, une tranche de 6 milliards de dollars revient à Scotiabank Inverlat.

Épaulés par une forte croissance de 14 % des soldes des fonds communs de placement, les dépôts de particuliers

Forte diversification du portefeuille de prêts
en milliards de dollars, soldes moyens des prêts et acceptations



Croissance continue du revenu d'intérêts net
base de mise en équivalence fiscale en milliards de dollars



Revenu d'intérêts net selon la monnaie en milliards de dollars

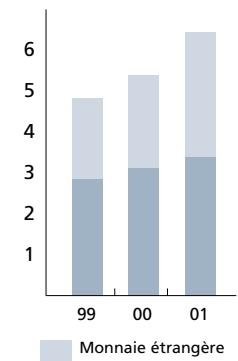


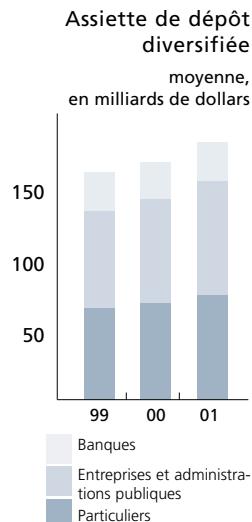
Tableau 1 Soldes moyens des éléments d'actif et de passif et marge sur intérêts

	2001		2000	
	Soldes moyens	Taux moyens	Soldes moyens	Taux moyens
<i>Base de mise en équivalence fiscale Pour les exercices (en milliards de dollars)</i>				
Actif				
Dépôts portant intérêt à des banques	16,9 \$	5,16 %	16,6 \$	5,52 %
Valeurs mobilières	49,7	6,63	37,9	6,54
Prêts				
Prêts hypothécaires à l'habitation	50,7	6,97	49,0	6,76
Prêts aux particuliers et sur cartes de crédit	18,4	10,05	16,8	10,04
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	74,9	8,20	70,4	8,58
Actifs acquis aux termes d'ententes de revente	27,6	5,51	18,7	5,81
	171,6	7,60	154,9	7,83
Total de l'actif productif	238,2	7,23	209,4	7,41
Engagements de clients aux termes d'acceptations	10,3	—	10,3	—
Autres éléments d'actif	23,3	—	19,0	—
Total de l'actif	271,8 \$	6,33 %	238,7 \$	6,51 %
Passif				
Dépôts				
Particuliers	72,7 \$	4,54 %	67,5 \$	4,48 %
Entreprises et administrations publiques	79,7	4,55	72,2	5,12
Banques	27,4	4,77	25,9	5,71
	179,8	4,58	165,6	4,95
Obligations relatives aux actifs vendus aux termes d'ententes de rachat	29,7	5,62	19,4	5,76
Débentures subordonnées	5,3	5,68	5,3	6,06
Autres engagements portant intérêt	11,8	4,91	9,6	5,19
Total des engagements portant intérêt	226,6	4,76	199,9	5,07
Autres engagements, y compris les acceptations	31,5	—	26,7	—
Avoir des actionnaires	13,7	—	12,1	—
Total du passif et de l'avoir	271,8 \$	3,96 %	238,7 \$	4,25 %
Marge nette sur intérêts		2,37 %		2,26 %

Tableau 2 Analyse de l'évolution du revenu d'intérêts net selon le volume et le taux

<i>Base de mise en équivalence fiscale Pour les exercices (en millions de dollars)</i>	2001 par rapport à 2000			2000 par rapport à 1999		
	Augmentation (diminution) : due à la variation du :			Augmentation (diminution) : due à la variation du :		
	Volume moyen	Taux moyen	Variation nette	Volume moyen	Taux moyen	Variation nette
Revenu d'intérêts net						
Actif	2 101 \$	(413)\$	1 688 \$	573 \$	1 318 \$	1 891 \$
Passif	(1 316)	665	(651)	(370)	(963)	(1 333)
Total	785 \$	252 \$	1 037 \$	203 \$	355 \$	558 \$

effectués en monnaie canadienne se sont accrus de 3 % par rapport à ceux de l'exercice précédent, compte non tenu de la perte des dépôts des succursales au Québec qui ont été vendues. En conséquence, la Banque a augmenté sa part de marché de 45 points de base sur une base combinée, enregistrant pour le troisième exercice consécutif des gains au chapitre des dépôts. Avec la volatilité qui a prévalu cette année sur les marchés boursiers, la gamme de CPG IndiBourse de la Banque a, encore une fois, remporté un vif succès auprès des clients, la Banque enregistrant des ventes d'environ 2 milliards de dollars au cours de l'exercice. Du côté de la Clientèle commerciale, les dépôts dans les comptes courants ont continué leur ascension à deux chiffres pour la septième année consécutive, le solde ayant grimpé de 15 %.



Perspectives

En dépit du ralentissement de l'économie mondiale, une croissance modérée de l'actif et des dépôts devrait se poursuivre en 2002.

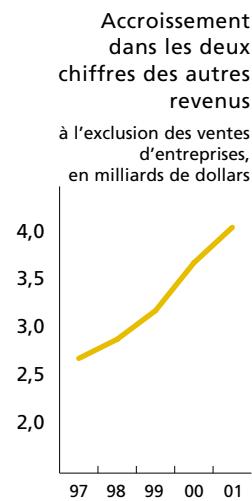
Autres revenus

Les autres revenus ont enregistré une forte progression annuelle de 17 % depuis la dernière décennie.

Les autres revenus ont atteint 4,1 milliards de dollars en 2001, en hausse de 406 millions de dollars ou 11 % par rapport à ceux de l'exercice précédent. Cette hausse s'explique par les gains obtenus dans la plupart des catégories.

Les revenus tirés des services de dépôt et de paiement ont augmenté de 24 %, près de la moitié de cette augmentation provenant de Scotiabank Inverlat. Au Canada, dans les Antilles et en Amérique latine, la progression des revenus découle de l'augmentation des volumes d'opérations et du lancement de nouveaux produits, en particulier des canaux de distribution électroniques, de même que de l'accroissement des revenus tirés des cartes de crédit.

Les revenus tirés des services de placement, de courtage et de fiduciaires ont accusé un recul de 13 % par rapport à ceux de l'exercice précédent, par suite de la vente des entreprises de transfert d'actions et de services fiduciaires aux entreprises. Si l'on ne tient pas compte des revenus tirés de ces entreprises, le repli de ces revenus n'a été que de 3 %. Ce repli était entièrement dû à une baisse de 19 % des revenus tirés du courtage de détail de plein exercice et du courtage réduit, reflétant ainsi un ralentissement des activités de négociation des clients.



Les revenus tirés des fonds communs de placement ont augmenté de 23 % par rapport à ceux de l'exercice précédent, la majeure partie provenant de Scotiabank Inverlat. Les revenus sous-jacents provenant des fonds communs de placement ont augmenté plus faiblement car l'effet de la hausse des volumes a été atténué par la préférence des clients pour les fonds du marché monétaire, dont les commissions sont moins élevées.

Les commissions de crédit, qui se sont élevées à 640 millions de dollars, ont affiché une croissance modérée par rapport à ceux de l'exercice précédent, en dépit d'une baisse des activités par suite de la mise en oeuvre d'une méthode plus sélective à l'égard de l'octroi de crédit.

Dans l'ensemble, la plus forte contribution à la croissance des autres revenus provient des revenus tirés des activités de banque d'investissement, qui ont fait un bond prodigieux de 289 millions de dollars ou de 38 % par rapport à ceux de l'exercice précédent. De nombreuses activités, comme les produits dérivés, les titres à revenu fixe, les conventions de prise ferme et les opérations de change ont obtenu des résultats sans précédent.

Les gains sur la vente de valeurs mobilières détenues à des fins de placement ont reculé en 2001 par rapport aux montants de l'exercice précédent, qui avaient presque atteint un record.

Les autres catégories ont enregistré une augmentation de 265 millions de dollars par rapport aux résultats de l'exercice précédent, avec cependant des revenus uniques en provenance de plusieurs éléments se rapportant à la fois à l'exercice écoulé et à l'exercice précédent. Les revenus de 2001 comprenaient une somme de 82 millions de dollars d'intérêts reçus sur un remboursement d'impôt à la suite du règlement d'une créance impayée de longue date, un gain de 65 millions de dollars provenant de la vente des activités de services fiduciaires aux entreprises, un gain de 27 millions de dollars sur la vente des succursales québécoises, une hausse des revenus d'assurances et la consolidation de Scotiabank Inverlat.

Perspectives

Il est vrai que les autres revenus comprenaient des sommes exceptionnelles dont la perception n'est pas susceptible de se reproduire en 2002, mais la Banque s'attend cependant à une progression soutenue des autres catégories de revenus.

Frais autres que d'intérêts et productivité

Le contrôle des dépenses est une priorité constante de la Banque.

Le meilleur point de repère pour mesurer l'efficacité d'une banque, c'est le ratio de productivité, qui dénote l'efficacité avec laquelle la Banque engage des frais pour produire des revenus. L'efficacité est d'autant plus grande que le ratio est moins élevé. Avec un ratio de productivité de 53,9 % en 2001, la Banque domine encore une fois le secteur bancaire.

Grande diversification des autres revenus

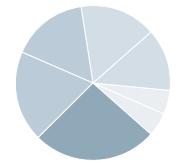


Tableau 3 Autres revenus

<i>Pour les exercices (en millions de dollars)</i>	2001	2000	1999	1998	1997	2001 par rapport à 2000
Services de dépôt et de paiement						
Services de dépôt	456 \$	433 \$	402 \$	372 \$	317 \$	5 %
Revenus sur cartes de crédit	211	116	133	184	153	82
Autres services de paiement	105	75	67	63	61	38
	772	624	602	619	531	24
Services de placement, de courtage et fiduciaires						
Courtage au détail	317	389	273	286	289	(19)
Fonds communs de placement	161	131	115	117	82	23
Gestion et garde de placements	33	85	97	86	72	(61)
Services fiduciaires aux particuliers et aux entreprises	127	128	119	107	96	—
	638	733	604	596	539	(13)
Commissions sur prêts						
Commissions sur engagements et autres crédits	504	512	438	397	329	(2)
Commissions sur acceptations	136	120	105	75	66	13
	640	632	543	472	395	1
Services de banque d'investissement						
Commissions de placement et autres	352	278	268	287	308	27
Revenus tirés des activités de négociation	447	326	291	100	141	37
Revenus de change et autres revenus	246	152	147	125	109	61
	1 045	756	706	512	558	38
Gain net sur valeurs détenues aux fins de placement						
Revenu de titrisation						
Autres						
Total des montants précédents	3 979	3 583	3 183	2 833	2 539	11
Gain sur la vente d'entreprises	92	82 ¹⁾	—	25	144	12
Total des autres revenus	4 071 \$	3 665 \$	3 183 \$	2 858 \$	2 683 \$	11 %
Pourcentage d'augmentation par rapport à l'exercice précédent	11 %	15 %	11 %	7 %	34 %	

1) Le gain avant impôts de 21 millions de dollars réalisé par la Banque à la cession de sa participation dans Solidbank a été comptabilisé dans les gains sur la vente d'entreprises; dans l'état consolidé des revenus, ce gain a par ailleurs été comptabilisé dans les gains nets sur valeurs détenues aux fins de placement.

Tableau 4 Revenus tirés des activités de négociation

<i>Base de mise en équivalence fiscale</i>	2001	2000	1999	1998	1997
<i>Pour les exercices (en millions de dollars)</i>					
Déclarés dans les autres revenus					
Opérations sur valeurs	92 \$	108 \$	67 \$	(48)\$	52 \$
Opérations de change et sur métaux précieux	216	148	150	77	45
Opérations sur produits dérivés et autres	139	70	74	71	44
	447	326	291	100	141
Déclarés dans le revenu d'intérêts net					
Total des revenus tirés des activités de négociation	190	126	85	58	48
Pourcentage du total des revenus (revenu d'intérêts net plus les autres revenus)	637 \$	452 \$	376 \$	158 \$	189 \$
	6,1 %	5,0 %	4,7 %	2,1 %	2,9 %

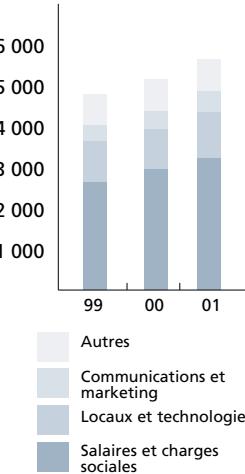
Par rapport à l'exercice précédent, les frais d'exploitation ont augmenté de 543 millions de dollars ou de 11 %. De ce montant, une tranche de 541 millions de dollars se rapportait à la consolidation de Scotiabank Inverlat. La hausse des frais a été en partie neutralisée par la vente de certaines succursales non essentielles et d'autres activités. Si l'on tient compte de ce qui précède et d'autres éléments ponctuels, les frais ont augmenté de moins de 3 % en 2001.

La rémunération et les charges sociales ont grimpé de 9 % pour atteindre 3,2 milliards de dollars en 2001, surtout en raison de la consolidation de Scotiabank Inverlat, et de la hausse de la rémunération fondée sur le rendement. La hausse de la rémunération variable chez Scotia Capitaux a été le principal facteur ayant contribué à cette augmentation, faisant écho aux résultats appréciables enregistrés dans les services bancaires d'investissement. Ces résultats ont été cependant neutralisés en quelque sorte par une baisse des commissions sur les opérations de courtage de plein exercice et par un recul de la rémunération à base d'actions par suite, en 2001, d'une baisse de la plus-value des actions. La Banque a continué de contrôler la croissance de la rémunération grâce à une gamme de programmes d'automatisation et d'impartition visant à gérer la croissance du personnel en dépit d'un accroissement du volume des affaires. Si l'on ne tient pas compte de l'incidence de Scotiabank Inverlat, le nombre des employés a diminué en 2001.

Si l'on ne tient pas compte de Scotiabank Inverlat, les frais relatifs aux locaux et à la technologie ont augmenté de 53 millions de dollars ou de 5 % par rapport à ceux de l'exercice précédent, la majeure partie de cette augmentation étant imputable à des dépenses afférentes à la technologie. Le 1^{er} mai 2001, la Banque a confié en sous-traitance à IBM le traitement de ses activités informatiques. Par conséquent, le montant déclaré au titre des dépenses de technologie a été supérieur, mais il a été compensé cependant par une diminution des frais dans d'autres catégories telles que la rémunération. Et il y a eu aussi des dépenses continues consacrées aux améliorations de nos réseaux tant au pays qu'à l'étranger.

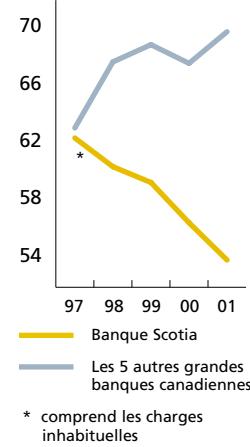
La majeure partie de la hausse des frais de communication et de marketing, ainsi que d'autres dépenses, provenait des consolidations et des cessions effectuées en 2001 et en 2000. Le

Faible hausse des frais en millions de dollars, au 31 octobre



Gain soutenu de productivité

frais autres que d'intérêts en pourcentage des revenus
(source : données financières publiées)



* comprend les charges inhabituelles

reliquat de la hausse est imputable aux frais engagés pour épauler la croissance des revenus, les activités de prospection et les projets relatifs aux produits.

Perspectives

Même si la Banque Scotia continue d'investir dans de nouveaux projets d'affaires, elle prendra néanmoins des mesures très rigoureuses pour comprimer les frais, compte tenu des perspectives économiques actuelles.

Impôts et taxes

Les impôts et taxes ont reculé en 2001, après cinq années consécutives d'augmentation.

La Banque Scotia est assujettie à toute une variété d'impôts et de taxes, y compris des impôts directs sur le revenu exigés par les administrations fédérale et provinciales du Canada de même que par des administrations publiques de territoires étrangers où la Banque exerce ses activités, ainsi qu'à divers impôts indirects. Les impôts et taxes auxquels la Banque est assujettie ont totalisé 1,6 milliard de dollars en 2001 (sur une base de mise en équivalence fiscale), en baisse de 40 millions de dollars par rapport à ceux de l'exercice précédent.

En 2001, la baisse des impôts est surtout attribuable aux impôts sur le revenu. Le taux d'imposition réel est passé de 33,2 % en l'an 2000 à 27,5 % en 2001, en raison d'une chute des taux d'imposition tant au palier fédéral que provincial. Nous avons également dégagé des revenus plus élevés dans nos filiales étrangères dont les taux d'imposition sont inférieurs à ceux du Canada, et les gains en capital découlant de la vente d'entreprises ont été imposés à des taux également inférieurs. Ces facteurs positifs ont cependant été en partie neutralisés par les coûts engagés en vue de réduire les actifs d'impôts futurs pour tenir compte de l'effet des réductions d'impôts des sociétés entrées en vigueur en 2001.

Les impôts indirects se sont élevés au total à 467 millions de dollars en 2001, en hausse de 38 millions de dollars par rapport à ceux de l'exercice précédent. Les primes d'assurance-dépôts ont augmenté de 29 millions de dollars, à cause surtout de la consolidation de Scotiabank Inverlat. Les charges sociales, les impôts fonciers et les taxes d'affaires ont également continué d'augmenter.

Les impôts directs et indirects de 1,6 milliard de dollars perçus par les divers paliers de gouvernements ont représenté environ 40 % du revenu net de la Banque avant impôts.

Perspectives

Nous prévoyons que le taux d'imposition réel de la Banque sera à peu près le même pour l'exercice à venir.

Impôts directs et indirects en millions de dollars

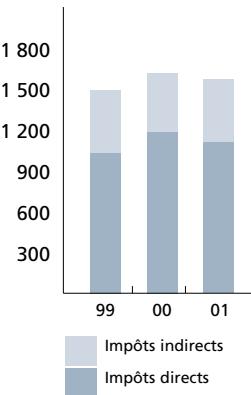


Tableau 5 Frais autres que d'intérêts

						2001 par rapport à 2000
<i>Pour les exercices (en millions de dollars)</i>	2001	2000	1999	1998	1997	
Salaires et charges sociales						
Salaires	2 856 \$	2 594 \$	2 297 \$	2 193 \$	1 973 \$	10 %
Prestation de retraite et autres charges sociales	364	350	330	308	229	4
	3 220	2 944	2 627	2 501	2 202	9
Locaux et technologie						
Loyers nets des locaux	200	179	187	172	157	12
Frais de réparation et d'entretien des locaux	49	39	39	40	29	28
Impôts fonciers	59	55	61	55	33	8
Matériel informatique, logiciels et traitement des données	404	309	328	329	259	30
Amortissement	243	267	254	225	185	(9)
Autres frais liés aux locaux	178	146	138	137	115	21
	1 133	995	1 007	958	778	14
Communications et marketing						
Publicité et activités promotionnelles	118	90	87	72	67	31
Télécommunications	75	62	66	57	47	20
Frais de déplacement et de développement des affaires	99	86	79	81	70	15
Frais d'imprimerie, de poste et de messagerie	210	190	175	156	136	11
	502	428	407	366	320	17
Autres frais						
Taxes d'affaires et impôts sur le capital	145	143	137	140	117	2
Assurance-dépôts	63	33	69	98	75	89
Formation du personnel	43	34	28	31	33	25
Amortissement de l'écart d'acquisition et des autres éléments d'actif incorporels	52	28	23	23	32	86
Frais divers	504	548	478	329	226	(8)
	807	786	735	621	483	3
Total des montants précédents	5 662	5 153	4 776	4 446	3 783	10
Provision pour frais de restructuration – acquisitions	–	(34)	(20)	–	250	(100)
Radiation de l'écart d'acquisition	–	–	–	–	26	s.o.
Total des frais autres que d'intérêts	5 662 \$	5 119 \$	4 756 \$	4 446 \$	4 059 \$	11 %
Ratio de productivité	53,9 %	56,5 %	59,3 %	60,4 %	62,4 %	

Tableau 6 Impôts sur le revenu et autres taxes et impôts

						2001 par rapport à 2000
<i>Pour les exercices (en millions de dollars)</i>	2001	2000	1999	1998	1997	
Impôts sur le revenu						
Provision pour impôts sur le revenu	876 \$	990 \$	867 \$	762 \$	758 \$	(12) %
Redressement pour mise en équivalence fiscale	230	194	163	129	103	19
Provision pour mise en équivalence fiscale	1 106	1 184	1 030	891	861	(7)
Autres taxes et impôts						
Charges sociales	149	146	143	133	107	2
Impôts fonciers	59	55	61	55	33	8
Impôts sur le capital	87	93	91	97	81	(7)
Taxes d'affaires	58	50	46	43	36	17
Taxe sur les produits et services	51	52	52	54	48	(3)
Primes d'assurance-dépôts	63	33	69	98	75	89
Total des impôts indirects	467	429	462	480	380	9
Total des impôts et taxes	1 573¹⁾\$	1 613 ¹⁾ \$	1 492 ¹⁾ \$	1 371 ¹⁾ \$	1 241 \$	(2) %

1) Ce montant se compose d'une tranche de 1 043 millions de dollars en impôts et taxes canadiens (1 175 millions de dollars en 2000; 1 017 millions de dollars en 1999; 940 millions de dollars en 1998) et d'une tranche de 530 millions de dollars en impôts étrangers (438 millions de dollars en 2000; 475 millions de dollars en 1999; 431 millions de dollars en 1998).

Qualité du crédit

Prêts douteux

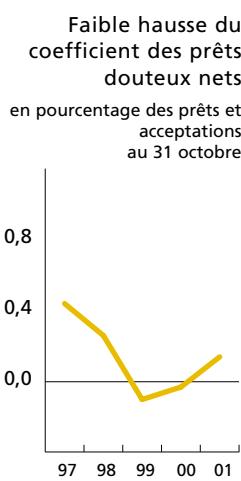
Le montant net des prêts douteux s'est élevé à 259 millions de dollars au 31 octobre 2001. Au cours du premier trimestre de 2001, nous avons classé des prêts de 1,6 milliard de dollars comme douteux, surtout dans notre portefeuille de prêts aux États-Unis pour tenir compte de la dégradation des conditions de crédit sur le marché américain. Par la suite, nous avons institué, en vue de réduire le nombre des prêts douteux, un programme vigoureux mettant de l'avant des ventes d'éléments d'actif, des arrangements de prêts et d'importantes provisions pour pertes sur prêts. C'est ce qui explique que nous ayons réussi à ramener à la fin de l'exercice le montant net des prêts douteux au niveau prévu.

Comme l'indique le graphique ci-contre, le montant net des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations bancaires s'établissait à 0,14 % au 31 octobre 2001, contre -0,03 % il y a un an. Le ratio actuel demeure encore proche du plus bas niveau enregistré au cours de la dernière décennie.

Au Canada, le portefeuille des prêts aux particuliers est demeuré actif tout au long de l'année. Le montant brut des prêts douteux a reculé de 12 millions de dollars durant l'exercice pour s'établir à 258 millions de dollars. L'état du portefeuille des prêts commerciaux est demeuré relativement stable. Même si le montant brut des prêts douteux dans le portefeuille canadien de Scotia Capitaux s'est accru de 92 millions de dollars durant l'exercice, le solde résiduel à la fin de l'exercice était plutôt bas, s'établissant à 203 millions de dollars.

Aux États-Unis, les conditions de crédit sont demeurées anémiques durant toute l'année, les événements du 11 septembre ayant contribué à aggraver le ralentissement de l'économie. Au cours du premier trimestre de 2001, le montant brut des prêts douteux a augmenté de 1 027 millions de dollars pour s'établir à 1 892 millions de dollars. Compte tenu des mesures dynamiques que la Banque avait prises par la suite, ce montant a été considérablement réduit pour se chiffrer à 1 280 millions de dollars au 31 octobre 2001.

Du côté des Opérations internationales, le montant brut des prêts douteux s'est élevé à 2 235 millions de dollars au 31 octobre 2001, en hausse de 1 135 millions de dollars par rapport au montant de l'exercice précédent. Cependant, une tranche de 906 millions de dollars de ce montant provenait de la consolidation de Scotiabank Inverlat. Le reste de la hausse se rapporte essentiellement aux autres filiales de l'Amérique latine, le portefeuille des prêts douteux de l'Asie et des Antilles étant demeuré relativement stable.



Provisions spécifiques pour pertes sur prêts

Au cours de l'exercice 2001, les provisions spécifiques pour pertes sur prêts se sont établies à 1 250 millions de dollars, contre 765 millions de dollars l'exercice précédent.

La qualité du crédit sur les prêts aux particuliers est demeurée excellente. En 2001, les provisions spécifiques dans ce portefeuille étaient de 140 millions de dollars, soit le même montant que celui de l'exercice précédent. Les provisions spécifiques pour pertes sur les prêts commerciaux se sont accrues pour atteindre le niveau plus normal de 106 millions de dollars, alors que le faible niveau de l'exercice précédent était de 28 millions de dollars.

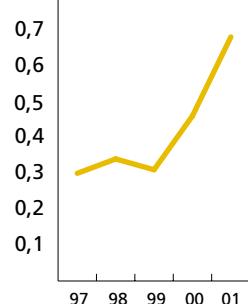
Les provisions spécifiques dans le portefeuille des Opérations internationales ont augmenté de 65 millions de dollars pour se chiffrer à 250 millions de dollars. La majeure partie de cette augmentation provient des réserves de 50 millions de dollars constituées contre le risque de la Banque en Argentine, étant donné les conditions économiques difficiles qui sévissent dans ce pays. Le montant des provisions constituées pour les Antilles et l'Asie est demeuré stable.

Du côté de Scotia Capitaux, les provisions spécifiques se sont accrues de 342 millions de dollars par rapport à celles de l'exercice précédent, pour s'établir à 754 millions de dollars en 2001. Cet accroissement des provisions est entièrement imputable au portefeuille américain qui s'est ressenti de l'affaiblissement du marché du crédit pendant toute l'année. Les provisions spécifiques sont demeurées relativement stables au Canada et en Europe.

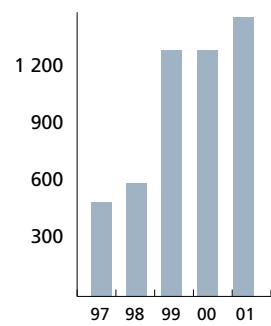
Provision générale

Au cours de l'exercice 2001, la provision générale pour pertes sur prêts s'est accrue de 175 millions de dollars pour s'établir à 1 475 millions de dollars, consécutivement à la dégradation des conditions économiques aux États-Unis. Ce montant représente 0,90 % des actifs à risques pondérés.

Accroissement des pertes sur prêts provisions spécifiques en pourcentage de l'encours moyen des prêts et acceptations



Provision générale appréciable en millions de dollars au 31 octobre



Perspectives

Compte tenu des perspectives économiques peu favorables pour la majeure partie de 2002, les provisions spécifiques pour pertes sur prêts devraient demeurer à peu de choses près au même niveau que celles du présent exercice. Toutefois, l'instabilité de la conjoncture économique en Argentine suscite de l'incertitude quant au montant connexe des pertes sur prêts dans ce pays.

Tableau 7 Prêts douteux par secteur d'activité¹⁾²⁾

Au 31 octobre (en millions de dollars)	2001			2000	1999	1998	1997				
	Montant net	Provision pour créances irrécouvrables¹⁾									
		2001	2000								
Opérations canadiennes											
Clientèle privée	82 \$	(176)\$	258 \$	270 \$	332 \$	356 \$	436 \$				
Clientèle commerciale	112	(220)	332	343	396	534	493				
	194	(396)	590	613	728	890	929				
Opérations internationales²⁾											
Amérique latine	284	(1 303)	1 587	432	248	239	12				
Antilles	173	(110)	283	261	229	215	260				
Asie	89	(213)	302	341	285	287	202				
Europe	29	(34)	63	66	55	35	60				
	575	(1 660)	2 235	1 100	817	776	534				
Scotia Capitaux											
Canada	140	(63)	203	111	127	247	270				
États-Unis et autres pays	825	(611)	1 436	941	733	403	460				
	965	(674)	1 639	1 052	860	650	730				
Montant brut des prêts douteux			4 464	2 765	2 405	2 316	2 193				
Provision pour créances irrécouvrables											
– provisions spécifiques et pour risque-pays ¹⁾		(2 730)		(1 526)	(1 261)	(1 295)	(1 100)				
– provision générale	(1 475)	(1 475)		(1 300)	(1 300)	(600)	(500)				
	(1 475)	(4 205)		(2 826)	(2 561)	(1 895)	(1 600)				
Total du montant net des prêts douteux			259 \$	(61) \$	(156)\$	421 \$	593 \$				
Total du montant net des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations		0,14 %		(0,03) %	(0,10)%	0,26 %	0,44 %				
Provision pour créances irrécouvrables en pourcentage du montant brut des prêts douteux		94 %		102 %	107 %	82 %	73 %				

1) Comprend le montant brut des prêts douteux consentis à des pays désignés à marché naissant ainsi que la provision pour risques pays correspondante qui se chiffrait à 25 millions de dollars au 31 octobre 2001 (24 millions de dollars en 2000; 25 millions de dollars en 1999; 25 millions de dollars en 1998; 56 millions de dollars en 1997).

2) Les intérêts comptabilisés à titre de revenu sur prêts douteux ont totalisé 55 millions de dollars (62 millions de dollars en 2000; 28 millions de dollars en 1999; 29 millions de dollars en 1998; 27 millions de dollars en 1997). Ce montant a trait aux portefeuilles étrangers.

Tableau 8 Provisions pour pertes sur prêts

Pour les exercices (en millions de dollars)	2001	2000	1999	1998	1997
Provisions spécifiques pour pertes sur prêts					
Provisions spécifiques nettes	1 373 \$	878 \$	623 \$	552 \$	430 \$
Recouvrements	(123)	(113)	(138)	(57)	(70)
Provisions spécifiques nettes pour pertes sur prêts	1 250	765	485	495	360
Autres provisions					
Provision générale	175	–	150 ¹⁾	100	175
Provision pour risque-pays	–	–	–	–	(500)
Provisions nettes pour pertes sur prêts	1 425 \$	765 \$	635 \$	595 \$	35 \$

1) Voir la note de bas de page 1) à la page 6.

Gestion du capital

Les coefficients de capital de la Banque n'ont pas cessé d'augmenter tout au long de l'exercice et, au 31 octobre 2001, ils étaient les plus forts parmi les principales banques canadiennes.

Le capital est l'une des ressources essentielles de la Banque Scotia. En maintenant un capital de base solide, la Banque s'assure d'entretenir la confiance de sa clientèle, de conserver une cote de solvabilité élevée et de pouvoir saisir les occasions de croissance à mesure qu'elles se présentent à elle. C'est tout en soupesant ces facteurs que la Banque veille également à continuer de procurer à ses actionnaires un excellent rendement.

S'il est vrai que l'on doive, dans la gestion du capital de base, tenir compte des changements prévus dans les éléments d'actif du bilan et à risques pondérés, dans la composition et de l'effet de levier du capital, dans les plans d'investissement et dans le rendement revenant aux actionnaires, il convient également de répondre aux exigences de divers autres intervenants tels que les organismes de réglementation, les agences d'évaluation du crédit, les déposants et les marchés de capitaux.

Les composantes du capital

Les normes en matière de suffisance du capital des banques canadiennes sont fixées par le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF). Ces normes ont été établies conformément aux normes internationales de la Banque des règlements internationaux (BRI), aux termes desquelles le capital réglementaire de la banque est constitué de deux catégories :

- Le capital de catégorie 1, qui est considéré comme le plus permanent, se compose essentiellement de l'avoir des porteurs d'actions ordinaires et des actions privilégiées à dividende non cumulatif.
- Le capital de catégorie 2 se compose surtout de débentures subordonnées ou d'actions privilégiées à dividende cumulatif et de la provision générale.

Il est vrai que les deux catégories de capital ci-dessus fournissent un soutien important aux opérations bancaires ainsi qu'une protection aux déposants. Toutefois le capital de catégorie 1 est le point de mire des marchés et des organismes de réglementation.

En 2001, notre capital réglementaire total s'est accru de plus de 2,3 milliards de dollars pour s'établir à 21,3 milliards de dollars. La croissance du capital de catégorie 1 a compté pour 82 % ou 1,9 milliard de dollars de cet accroissement. De cette somme, une tranche de 1,5 milliard de dollars provient de la hausse des bénéfices non répartis, ce qui s'explique par la forte progression du revenu net de la Banque. Au cours des cinq derniers exercices, une tranche de 5,7 milliards de dollars du capital a été générée à l'interne par suite des montants records enregistrés au chapitre du revenu net. Ce rendement au chapitre des capitaux autogénérés n'est surpassé par celui d'aucun autre régime bancaire canadien.

Le capital de catégorie 2 a augmenté légèrement, compte tenu de la hausse de la provision générale pouvant être incluse dans le capital de catégorie 2, qui est passée de 0,75 % des actifs à risques pondérés à 0,875 %, selon ce qui est permis par le

BSIF. De même, les déductions du capital au titre des protections de premier niveau contre les pertes relatives aux titrisations étaient bien plus basses en fin d'exercice.

Coefficients de capital

On a recours aux coefficients de capital pour surveiller le niveau de la suffisance de capital. On obtient ces ratios en divisant les composantes du capital réglementaire par les éléments d'actif à risques pondérés. Une gestion efficace du capital de la Banque exige une attention particulière des actifs à risques pondérés et du capital de base.

Le coefficient de capital de catégorie 1 de la Banque Scotia a connu une hausse notable pour s'établir à 9,3 % au 31 octobre 2001, soit une augmentation de 70 points de base par rapport au coefficient de l'exercice précédent. Le coefficient du capital total a augmenté de 80 points de base pour atteindre 13,0 %. Ces deux coefficients sont nettement supérieurs aux seuils que le BSIF a définis pour être ceux d'une banque «bien capitalisée», soit 10 % pour le capital total et 7 % pour le capital de catégorie 1. Ces deux coefficients sont également les plus élevés des principales banques canadiennes.

La hausse des coefficients du capital de la Banque Scotia découle à la fois du niveau plus élevé du capital et d'une gestion rigoureuse de la croissance des actifs à risques pondérés. Cette gestion s'est exercée tout au long de l'année grâce à des mesures telles que la vente d'actifs et les titrisations.

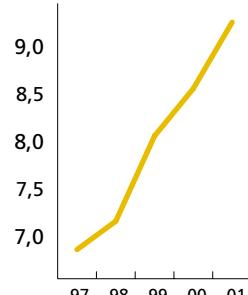
Modifications à venir à des règlements

Après la proposition qui avait été faite en 1999 pour l'établissement d'un nouveau cadre de suffisance du capital, le Comité de Bâle a publié un document de consultation plus complet en janvier 2001 et a invité les milieux bancaires internationaux ainsi que les organismes de réglementation nationaux à soumettre leurs observations. Les nouvelles propositions visaient à établir une meilleure corrélation entre le capital réglementaire et les besoins en capital économique fixés par les banques. Par le truchement de l'Association des banquiers canadiens, les banques canadiennes ont soumis une réponse au BSIF et au Comité de Bâle. Compte tenu du fait que les questions que se pose la communauté financière sont généralisées à l'échelle internationale, le Comité de Bâle prévoit apporter d'importantes révisions et publier un nouveau document de consultation au début de 2002, la date de la mise en vigueur étant fixée en 2005.

Perspectives

Nous nous attendons à maintenir les coefficients de capital à peu près aux mêmes niveaux élevés où ils se situent actuellement.

Raffermissement continu du capital de catégorie 1 en pourcentage au 31 octobre



Accroissement des actions ordinaires en milliards de dollars au 31 octobre

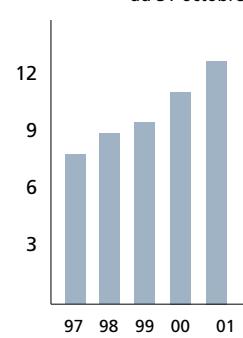


Tableau 9 Capital réglementaire

<i>Au 31 octobre (en millions de dollars)</i>	2001	2000	1999	1998	1997
Capital de catégorie 1					
Avoir des porteurs d'actions ordinaires	12 833 \$	11 200 \$	9 631 \$	9 039 \$	7 930 \$
Actions privilégiées à dividende non cumulatif	1 775	1 775	1 775	1 775	1 468
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales ¹⁾	1 086	729	198	173	137
Moins : Écart d'acquisition	(400)	(297)	(138)	(148)	(123)
	15 294	13 407	11 466	10 839	9 412
Capital de catégorie 2					
Débentures subordonnées (après l'amortissement)	4 933	4 990	5 114	5 139	4 616
Montant admissible de la provision générale ²⁾	1 442	1 171	1 067	600	500
	6 375	6 161	6 181	5 739	5 116
Moins : Participations dans des sociétés associées et autres éléments	(329)	(539)	(742)	(575)	(323)
Total du capital	21 340 \$	19 029 \$	16 905 \$	16 003 \$	14 205 \$
Total de l'actif rajusté en fonction du risque (en milliards de dollars)	164,8 \$	156,1 \$	142,3 \$	150,8 \$	136,4 \$
Coefficients du capital					
Coefficient du capital de catégorie 1	9,3 %	8,6 %	8,1 %	7,2 %	6,9 %
Coefficient du capital total	13,0 %	12,2 %	11,9 %	10,6 %	10,4 %

1) Comprend les Titres fiduciaires de la Banque Scotia (TFB), un instrument innovateur du capital.

2) Selon les directives du BSIF, la provision générale était incluse dans le capital de catégorie 2 jusqu'à concurrence de 0,75 % de l'actif rajusté en fonction du risque. À compter d'octobre 2001, cette limite a été portée à 0,875 %.

Tableau 10 Capital généré

<i>Pour les exercices (en millions de dollars)</i>	2001	2000	1999	1998	1997
Capital autogénéré					
Revenu net	2 169 \$	1 926 \$	1 551 ¹⁾ \$	1 394 \$	1 514 \$
Autres montants crédités (imputés) aux bénéfices non répartis	38	160	(475) ¹⁾	147	40
Liquidités provenant de l'exploitation	2 207	2 086	1 076	1 541	1 554
Dividendes	(729)	(604)	(537)	(490)	(454)
	1 478	1 482	539	1 051	1 100
Financement externe					
Dettes subordonnées	(57)	(124)	(25)	523	1 765
Actions privilégiées	-	-	-	307	(107)
Instruments innovateurs du capital de catégorie 1 ²⁾	-	500	-	-	250
Actions ordinaires	155	87	53	58	406
	98	463	28	888	2 314
Autres ³⁾	735	179	335	(141)	419
Total du capital généré	2 311	2 124	902	1 798	3 833
Total du capital au début de l'exercice	19 029	16 905	16 003	14 205	10 372
Total du capital à la fin de l'exercice	21 340 \$	19 029 \$	16 905 \$	16 003 \$	14 205 \$

1) Voir la note de bas de page 1 à la page 6.

2) Instruments innovateurs du capital de catégorie 1 émis par Fiducie de Capital Scotia (TFB Scotia) et la Société de placement hypothécaire Scotia.

3) Représente les provisions générales admissibles et les ajustements au capital réglementaire tels que l'inclusion de la part des actionnaires sans contrôle dans des filiales, déduction faite de l'écart d'acquisition, des montants afférents aux titrisations et aux placements dans des sociétés associées.

Secteurs d'activité

Réseau canadien

Clientèles privée et commerciale

Les divisions responsables des clientèles privée et commerciale, ainsi que des petites entreprises, fournissent un vaste éventail de services financiers à plus de six millions de clients par l'entremise d'un vaste réseau composé de :

- plus de 1 000 succursales
- plus de 2 150 guichets automatiques bancaires (GAB)
- quatre centres d'appel à la fine pointe de la technologie
- TéléScotia et Scotia en direct, soit respectivement nos services bancaires téléphoniques et électroniques

Gestion de patrimoine

Le groupe Gestion de patrimoine exerce ses activités dans trois secteurs : le courtage au détail, les fonds communs de placement et les services aux clients privés (notamment les fiducies personnelles, la gestion de fonds et la gestion de patrimoine privé). Le groupe dispose de :

- 94 milliards de dollars de biens sous administration
- 720 000 clients de courtage et de clients fortunés
- un personnel de vente dynamique composé de 1 000 professionnels accrédités et hautement qualifiés
- plus de 130 points de livraison de services et de produits en plus des services en ligne.

En 2001, le revenu net du Réseau canadien s'est accru de 9 %, pour atteindre 960 millions de dollars, grâce à des marges d'intérêts plus élevées et un contrôle rigoureux des frais. Les revenus de courtage ont diminué par suite d'un ralentissement des activités de négociation, alors que les revenus tirés des fonds communs de placement, des services fiduciaires et de gestion de placements ont augmenté légèrement.

Opérations internationales

Le réseau multinational de la Banque Scotia mise sur une expérience de plus de 100 ans à l'échelle internationale pour offrir une gamme complète de services financiers à ses clients canadiens et étrangers, dans le monde entier. Avec ses filiales et sociétés affiliées, cette division :

- exerce ses activités dans plus de 40 pays
- dispose d'un réseau de plus de 1 000 succursales et de 1 700 GAB
- emploie 22 000 personnes

Le revenu net s'est élevé à 489 millions de dollars, en hausse de 34 % consécutivement à la consolidation de Scotiabank Inverlat, notre filiale mexicaine et grâce à un autre exercice caractérisé par des revenus nets records dans les Antilles et en Amérique centrale.

Scotia Capitaux

Les services intégrés de banque d'affaires et d'investissement à l'échelle mondiale de Scotia Capitaux proposent des solutions spécialisées à sa clientèle des grandes sociétés, des institutions financières et des administrations publiques. La force de Scotia Capitaux dans les domaines ci-dessous est particulièrement reconnue :

- Structuration et syndication de prêts
- Placement de titres (obligations et actions) pour des sociétés
- Fusions et acquisitions
- Produits dérivés, titres à revenu fixe, opérations de change et métaux précieux.

En 2001, le revenu net a augmenté de 6 % pour s'établir à 686 millions de dollars. La croissance qu'avait connue la division Négociation internationale a été érodée en majeure partie par une majoration des provisions pour pertes sur prêts dans les portefeuilles américains.

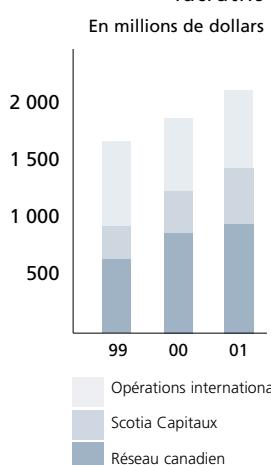
Sommaire des secteurs d'activité

Revenu net (en millions de dollars)	2001	2000	1999 ²⁾
Réseau canadien	960 \$	882 \$	649 \$
Opérations internationales	489	364	296
Scotia Capitaux	686	650	745
Autres ¹⁾	34	30	(139)
Revenu net total	2 169	1 926	1 551

1) Voir la note 18 à la page 65 pour une description des postes compris dans Autres.

2) Voir la note 1) au bas de la page 6.

Secteurs d'activité lucratifs
En millions de dollars



Réseau canadien – Clientèles privée et commerciale

OBJECTIFS PRIORITAIRES

Progression des revenus – grâce à un accroissement de la capacité et de l'efficacité de nos circuits de ventes et de services ainsi qu'à l'intégration efficace des capacités uniques des agences de vente directes, des succursales, des centres d'appels et d'Internet.

Excellence du service clientèle – afin d'accroître les relations bancaires avec nos clients en leur offrant à la fois des solutions financières et des services-conseils qui répondent à leurs besoins à chaque étape de leur vie.

Libre-service bancaire – en simplifiant l'accès aux services pour notre clientèle par l'augmentation du nombre et du type de points d'accès et, en particulier, en faisant en sorte que l'ensemble de nos produits et services deviennent accessibles par Internet.

Gestion des coûts – en continuant de cibler la réduction des coûts grâce à une gestion efficace des circuits de prestation des services, et grâce aussi aux programmes d'amélioration continue.

Clientèle privée et petites entreprises

La division Clientèle privée a connu un autre exercice caractérisé par des résultats records, démontrant ainsi le succès de notre méthode axée sur la clientèle et notre capacité supérieure à mettre en application des principes fondamentaux dans nos activités quotidiennes.

Orientation clientèle

Au cours de l'exercice, nous avons procédé à une profonde réorganisation de notre réseau de succursales ainsi que de notre administration régionale de manière à mettre l'accent uniquement sur les ventes et le service à la clientèle. Ainsi, les fonctions administratives et de soutien ont été centralisées en une unité nationale unique et nous avons lancé une nouvelle technologie desktop en vue d'accroître les ventes aux clients, le service et la productivité. En outre, nous avons continué à intégrer à Internet tous les procédés des succursales. Cette orientation optimisera davantage les capacités d'accès à Internet haute vitesse que nous avons commencé à implanter dans notre réseau de succursales au cours de l'exercice précédent, pour permettre à nos employés de succursales de mieux servir nos clients et de communiquer avec eux.

Chefs de file en matière de satisfaction de la clientèle

En raison de ces initiatives et de l'engagement indéfectible de nos employés dans tout le Canada, la Banque Scotia a, pour la deuxième année consécutive, dominé le secteur bancaire au chapitre de l'excellence de la prestation de services à ses clients et ce, selon le dernier sondage indiciel de Market Facts – importante société indépendante de recherche. Aussi, en examinant divers indicateurs de loyauté, nous constatons des gains importants relativement aux intentions de nos clients de continuer à faire affaire avec nous, qu'il s'agisse de services bancaires courants, ou de solutions liées au crédit ou aux placements.

Selon une étude indépendante, nos quatre centres d'appel ont été classés parmi les cinq premiers des 180 centres d'appel au Canada pour ce qui est de la satisfaction des clients.

Prestation de services intégrée

Ces réussites sont liées à notre stratégie à l'égard des modes de distribution, stratégie qui est fondée sur le fait d'offrir à nos clients une expérience intégrée, de qualité, sans égard au fait qu'ils désirent faire affaire avec la Banque Scotia par Internet, par téléphone ou en personne.

Ainsi, nous avons pris d'importantes mesures en vue d'améliorer notre site Internet et nos services bancaires en direct, en apportant des améliorations substantielles au chapitre de la navigation et de la conception du site. De ce fait, une étude indépendante a classé notre site parmi les meilleurs de l'industrie. Par ailleurs, le recours à nos services bancaires par Internet a plus que doublé au cours de l'exercice écoulé.

Solutions financières

Nous avons continué à nous pencher sur les moyens d'offrir des solutions financières novatrices à nos clients. Notre programme Crédit intégré Scotia^{MC} a continué d'afficher une forte croissance et le succès qu'a connu notre Ligne de crédit VISA Scotia a porté notre part de marché des cartes de crédit à son plus haut niveau. En outre, nous avons été les premiers à commercialiser plusieurs nouveaux produits tels que le prêt hypothécaire sans mise de fonds initiale et le guide d'achat et de vente de maisons disponible sur CD-ROM.

Parallèlement, notre famille de CPG boursiers, à l'avant-garde de l'industrie, a permis à un grand nombre de clients investisseurs de se prémunir contre les corrections majeures du marché qui se sont produites en 2001. Ce produit demeure populaire auprès des investisseurs et des études récentes démontrent que la Banque Scotia détient 36 % du marché canadien pour les CPG boursiers.

Libre service bancaire à la fine pointe de la technologie

En 2001, nous avons dominé le marché dans les domaines de l'accès sans fil et de la télévision interactive à accès Internet, et, en collaboration avec l'Institut national canadien pour les aveugles, nous avons mis au point un service bancaire par téléphone à l'intention de nos clients qui ont une déficience visuelle.

La Banque Scotia a également conclu une alliance mondiale avec cinq des plus importantes institutions financières du globe



Nous conservons notre position de chef de file pour ce qui est de l'excellence du service clientèle.

dans le but de fournir des services financiers novateurs aux clients qui voyagent à l'étranger. L'un des principaux volets de cette alliance consistera à assurer un accès gratuit à plus de 24 000 guichets automatiques répartis sur trois continents. Cette alliance est une première mondiale, qui atteste de l'engagement de la Banque Scotia à l'égard du service clientèle et de sa force en tant que banque la plus internationale qui soit au Canada.

Petites entreprises

Pour ce qui est des clients du secteur des petites entreprises, nous avons mis l'accent, au cours du dernier exercice, sur la création de deux groupes de ventes qui serviront séparément nos comptes commerciaux importants et nos clients du secteur des petites entreprises. Les petites entreprises, soit les entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur à 1 million de dollars et les emprunts inférieurs à 250 000 \$, sont desservies exclusivement par notre réseau de prestation de services aux particuliers. Les responsables de la clientèle des petites entreprises peuvent maintenant utiliser notre système avant-gardiste de gestion des contacts pour resserrer les liens avec les clients.

Nous avons démontré notre engagement à offrir des solutions financières totales à nos clients en travaillant de concert avec United Grain Growers (UGG) pour répondre aux besoins financiers de plus de 20 000 fermiers dans l'Ouest canadien.

Nous avons lancé également à l'intention des petites entreprises notre nouveau service Scotia 1, qui assure aux propriétaires de petites entreprises un point de contact unique pour leurs besoins bancaires personnels et commerciaux courants. En outre, nous avons lancé Scotia 1 – Crédits pour entreprise, un programme de financement central et novateur, qui donne accès à des prêts auprès de tiers et à des services de crédit-bail par l'entremise de partenariats avec des sociétés telles que National Leasing et Business Custom Capital, une division de Wells Fargo Bank.

Grâce à une technologie de pointe, nous permettons à nos clients du secteur des petites entreprises d'avoir un aperçu en ligne de leurs comptes bancaires et de courtage. Ainsi, les utilisateurs peuvent personnaliser leur page avec des liens vers les sites d'accès aux secteurs industriels, aux ressources gouvernementales, aux associations, ainsi qu'aux sources d'information et de recherche.

Gestion des coûts

En maintenant nos antécédents de maîtrise réussie des coûts, nous évaluons constamment notre réseau de distribution et gérons soigneusement notre ensemble de canaux au gré de l'évolution des besoins de notre clientèle. Les efforts que nous avons consacrés au cours des trois dernières années pour rationaliser notre réseau de succursales, centraliser notre administration et accroître notre efficacité ont permis de faire des économies notables de coûts. Cela nous a permis de faire des réinvestissements importants dans nos centres d'appel et dans les services bancaires par Internet, et d'accroître substantiellement notre effectif de vente directe dans les secteurs des prêts hypothécaires et de la planification financière.

Clientèle commerciale

Pour créer une structure simplifiée et davantage axée sur le marché, le groupe Clientèle commerciale a été réorganisé au cours du dernier exercice d'après des secteurs géographiques. Dirigé par un vice-président principal et cinq vice-présidents de

divisions et appuyé par nos centres clientèle commerciale, nous sommes mieux placés pour répondre plus rapidement et de manière plus efficace aux besoins de nos clients.

Croissance axée sur la progression des revenus et solutions orientées vers la clientèle

Nous tentons d'accroître la solidité et la diversité de nos relations avec nos clients en développant une approche de vente plus concentrée, qui comprend de nouvelles responsabilités de gestion et une structure de vente centralisée. Au moyen de nouveaux outils pour cerner les priorités des clients, nous développons des solutions personnalisées pour répondre aux besoins particuliers des clients, en profitant des compétences de tous les secteurs du Groupe Banque Scotia. Par exemple, nous avons aidé Albchem Industries à relever plusieurs défis commerciaux, en assurant un financement complet pour un rachat de l'entreprise par les cadres, l'expansion de l'usine et la construction de nouvelles installations de production.

Gestion dynamique des coûts et accroissement des rendements

En 2001, dans un marché mûr et très concurrentiel, la division Clientèle commerciale a cherché des moyens de limiter les coûts et de tarifer à nouveau et sélectivement les comptes qui ne satisfaisaient pas aux objectifs globaux de rendement. Les activités de soutien telles que l'administration des prêts ont été réaffectées et nous avons centralisé une plus grande partie de la gestion de comptes. Ainsi, plus de 90 % de nos comptes sont maintenant gérés par des centres clientèle commerciale désignés.

Importance des marchés à créneaux

Notre filiale RoyNat Capital, la plus importante banque commerciale canadienne sur le marché des petites et moyennes entreprises, a accru considérablement ses capacités en inaugurant un bureau à Cleveland, en Ohio, et en offrant un service consultatif aux entreprises. Ce bureau américain facilitera l'accès aux capitaux des sociétés canadiennes qui visent à accroître leurs activités ou à acquérir des biens aux États-Unis.

Services bancaires électroniques et de gestion de l'encaisse

La division Services bancaires électroniques offre des services de gestion de trésorerie, des services bancaires aux entreprises, des services de commerce électronique et son savoir-faire à la clientèle commerciale et aux grandes entreprises. Nous avons poursuivi l'expansion de nos services de terminaux points de vente pour les commerçants et nous avons introduit un nouveau système de gestion de trésorerie par Internet, qui complète les autres services en ligne. Aussi, nous avons utilisé notre compétence dans le domaine de la technologie de la carte à puce pour développer ScotiaTransmart, une solution de perception électronique pour les réseaux de transport publics.

Résultats financiers

Le Réseau canadien (y compris le groupe Gestion de patrimoine) a contribué pour 960 millions de dollars aux résultats de la Banque en 2001, en hausse de 78 millions de dollars, ou 9 %, par rapport au rendement solide de l'exercice précédent. Ces chiffres ont représenté 45 % du revenu net total de la Banque. Le rendement des capitaux propres a été aussi élevé, soit de 28,1 %.

Les revenus ont augmenté légèrement de 2 % par rapport à ceux de l'exercice précédent, par suite d'un accroissement de la marge d'intérêts et de l'actif; cette augmentation des revenus a été cependant réduite par une diminution des revenus de commissions.

L'actif de la clientèle privée du réseau canadien a augmenté de 2 %, malgré la vente de 43 succursales au Québec. Tous les produits et des canaux de vente ont contribué à la progression sous-jacente de 4 %, avec les succès les plus marquants dans le domaine des prêts hypothécaires et de la Ligne de crédit VISA Scotia, où nous avons accru considérablement notre part de marché. Les comptes de dépôts de la clientèle privée ont aussi affiché une hausse raisonnable, notamment à la faveur d'une forte croissance de l'actif des fonds communs de placement. Les comptes de dépôts commerciaux ont affiché une forte croissance, à hauteur de 15 % cette année.

Les autres revenus ont accusé un repli de 124 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. Ce repli est dû, en majeure partie, à deux facteurs : en premier lieu, la vente du secteur voué au transfert des actions et des services fiduciaires aux entreprises a donné lieu à une baisse des revenus continus de 77 millions de dollars, de même qu'à des revenus ponctuels de 61 millions de dollars en 2000 et de 65 millions de dollars en 2001. En second lieu, les commissions de courtage au détail ont chuté de 83 millions de dollars, à la suite de la forte baisse des activités de négociation des clients. Abstraction faite de ces éléments, les revenus tirés des commissions ont augmenté de 3 %, plusieurs catégories affichant une forte croissance, notamment les commissions établies selon les opérations, les

revenus tirés des cartes de crédit et les revenus des services bancaires électroniques.

La qualité du crédit est demeurée solide, en particulier dans le portefeuille de la clientèle privée.

Le contrôle rigoureux des dépenses a continué d'être un facteur positif en 2001. La réduction de 1 % des dépenses s'explique surtout par la vente de certaines activités et par la baisse de la rémunération à la commission. Si l'on ne tient pas compte de ces facteurs ni de la contrepassation de la provision de 34 millions de dollars pour la restructuration du Trust National, les dépenses n'ont affiché qu'une faible augmentation sous-jacente de 3 %, conséquence d'une gestion rigoureuse de nos ressources humaines.

Perspectives

En 2002, les perspectives pour nos secteurs Clientèle privée, petite entreprise et clientèle commerciale demeurent assez favorables. Nous misons sur les mesures qui ont été prises et les modifications qui ont été apportées récemment, de même que sur les réussites qui en ont découlé. Nous continuerons notamment de conjuguer nos efforts pour offrir à nos clients un service de haute qualité, à cibler nos efforts de vente, à raffiner les produits offerts et à recourir à de nouvelles technologies. Nous continuerons de surcroît à nous concentrer inlassablement sur la gestion de nos coûts.

Orientation des ventes

Nos sept millions de clients représentent une prodigieuse occasion de croissance pour notre Banque. C'est auprès de nous qu'ils ont contracté aujourd'hui environ la moitié de leurs emprunts et qu'ils ont effectué près de 30 % de leurs placements. Il importe donc de faire fructifier notre part de marché à partir de notre clientèle actuelle.

Nous avons complètement réorganisé notre effectif de vente constitué de 5 000 agents de services bancaires personnels, spécialistes, du crédit hypothécaire, conseillers financiers, planificateurs financiers, pour faciliter la transition vers une équipe proactive résolument tournée vers la vente et le service. L'élément clé de ce processus tenait au réalignement de notre groupe de gestion, ce qui nous a valu de doubler le nombre de nos vice-présidents de districts – soit nos responsables principaux des ventes. Aussi, les fonctions administratives ont été réaffectées à un groupe de soutien centralisé.

De plus, nous avons continué d'améliorer le Gestionnaire des ventes, notre système sophistiqué de gestion des contacts avec le client. Nous y avons intégré un vaste système de mesures qui permet au personnel et au gestionnaire de vente de faire le suivi du rendement par rapport aux prévisions, leur procurant ainsi un formidable outil pour

gérer de vastes ressources au chapitre des ventes et ce, à l'échelle du pays. Vers la fin de l'exercice, toutes les succursales tiraient partie de l'utilisation du Gestionnaire des ventes.

Pour nous assurer que nous visons les bons clients avec les bons produits et services tout en respectant les principes de confidentialité, nous avons investi massivement dans nos systèmes analytiques de clients. Nous disposons actuellement d'une vision d'ensemble de notre clientèle, ce qui nous permet de saisir aussi bien les principaux aspects de la nature de celle-ci que la solidité et la rentabilité des relations que nous entretenons avec elle, de même que les occasions optimales de vente et de service.

Sur une période de douze mois, nous avons plus que doublé le nombre de clients éventuels, ce qui s'est traduit par plus de 9 millions de contacts avec les clients. Ces relations que nous établissons avec la clientèle sont planifiées et coordonnées dans tous les canaux de distribution, et nous constatons une hausse continue des taux de réponses. Nos campagnes de recherche de clients sont très ciblées, avec plus de 800 offres uniques. Notre objectif clé consiste à procurer des solutions et des produits financiers qui correspondent aux étapes de la vie de nos clients.

Réseau canadien	2001	2000	1999
Résultats financiers (en millions de dollars)			
Revenu d'intérêts net	3 135 \$	2 932 \$	2 778 \$
Autres revenus	1 582	1 706	1 472
Provision pour pertes sur prêts	(283)	(210)	(269)
Frais autres que d'intérêts	(2 947)	(2 972)	(2 903)
Impôts sur le revenu	(527)	(574)	(429)
Revenu net	960 \$	882 \$	649 \$
Rendement des capitaux propres (en pourcentage)	28,1	28,2	–
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	90	89	86
Ratio de productivité (en pourcentage)	62,5	64,1	68,3
Renseignements divers			
Nombre d'employés	22 407	23 299	24 886
Nombre de succursales pour la clientèle privée	1 021	1 131	1 178
Nombre de guichets automatiques	2 237	2 136	2 021
Nombre d'utilisateurs de Scotia en direct	619 766	294 757	152 453
Nombre d'opérations par Scotia en direct	38 618 060	19 182 468	9 589 350
Nombre d'opérations par Télécash	35 506 549	34 627 751	26 134 393

Réseau canadien – Gestion de patrimoine

OBJECTIFS PRIORITAIRES

Courtage au détail – Viser l'amélioration de l'interaction avec les clients, au moyen d'une tarification simplifiée, d'une optimisation des capacités de recherche informatisée et d'accès aux services bancaires, ainsi que la rationalisation des opérations.

Fonds communs de placement – Continuer d'accroître notre part de marché au moyen d'une coordination uniforme avec la Clientèle privée et d'améliorer les fonctions de vente et de service clientèle dans les succursales ainsi que l'infrastructure de soutien aux ventes.

Groupe Gestion privée Scotia – Intégrer les services de fiducie, de gestion de placements, de courtage de plein exercice et de gestion de patrimoine privé pour mieux servir les clients fortunés.

Courtage au détail

Cette année, la volatilité des marchés financiers a eu un effet marqué sur le secteur des services de courtage de valeurs mobilières. Néanmoins, nous avons continué d'investir dans ce domaine. Ainsi, nous avons amélioré notre service de courtage de plein exercice, ScotiaMcLeod. Nous avons augmenté les capacités de recherche et d'informations liées au marketing, nous avons rehaussé la présentation visuelle des relevés de comptes et nous avons assuré une connectivité entre les comptes bancaires et de courtage afin de permettre aux clients d'accéder à leurs lignes de crédit, leurs comptes bancaires courants et à leurs comptes de courtage et ce, sur un seul site.

Dans le cadre de l'orientation de la division Gestion de patrimoine, qui vise l'harmonisation de nos stratégies à celles de la Clientèle privée, ScotiaMcLeod a constitué un nouveau groupe de planificateurs financiers, lesquels travailleront de concert avec des succursales Scotia désignées pour offrir un large éventail de solutions financières aux clients (placements, produits de crédit et services bancaires courants).

Nous avons continué à privilégier les activités à honoraires forfaitaires. Ainsi, le programme *i:PARTENAIRE* de ScotiaMcLeod a connu un franc succès, avec un actif sous administration de plus de 120 millions de dollars jusqu'à maintenant et, avec l'ajout du programme Sovereign, qui complète les programmes Sommet, Apogée et Partenairesplus, ScotiaMcLeod offre maintenant la plus vaste gamme de produits à honoraires forfaitaires au Canada.

À la suite des résultats d'un nouveau sondage portant sur le degré de satisfaction de la clientèle, Courtage Réduit Scotia Inc. (CRSI) a introduit un procédé informatisé d'ouverture de comptes (avec un délai d'exécution de 24 heures) et a simplifié la tarification des opérations, en plus d'améliorer les capacités de recherche et la connectivité aux services bancaires, comme nous l'avons mentionné précédemment. Ces améliorations, combinées à une formation plus poussée du personnel, ont permis d'améliorer substantiellement les résultats de CRSI en ce

qui a trait au service clientèle et à la compétitivité des produits offerts.

Outre ces initiatives pour l'amélioration du service clientèle, nous avons examiné minutieusement notre structure de coûts, à la Direction générale et dans le réseau de succursales, et nous avons évalué et mis en place plusieurs programmes de réduction des coûts tout au long de l'exercice.

Fonds communs de placement

Nous continuons à établir de solides relations avec nos clients en privilégiant des produits qui reflètent les valeurs fondamentales de la Banque Scotia en matière de placements : commencer tôt, garder le rythme et rester accroché. Un nouveau système a été mis en place dans les succursales, pour l'informatisation complète du processus de saisie d'ordres d'opérations sur des fonds communs de placement, et des améliorations apportées en matière de service clientèle et de connaissance des fonds communs de placement, notamment l'introduction de conseillers pour former le personnel en succursale, ont contribué à l'amélioration de notre interaction avec les clients.

Suite à l'introduction de nouveaux fonds l'an dernier et à une alliance stratégique avec Capital International Asset Management, nous avons réalisé une forte croissance des ventes de fonds communs de placement en 2001 par rapport au reste du secteur. Nous avons également augmenté notre part de marché. Bien que dans l'industrie, nous soyons au treizième rang en importance, nous avons occupé le premier rang en juin pour ce qui est des ventes (ce qui constitue une première pour la Banque Scotia) et nous nous sommes classés dans les cinq premières places pour le reste de l'exercice.

En termes de rendement, 18 des 28 fonds communs de placement ont atteint le premier ou le deuxième quartile, selon les rendements sur un an. En outre, nos fonds d'obligations et de titres d'Amérique latine ont été considérés parmi les meilleurs de leurs catégories au Canada.

Le Groupe Gestion privée Scotia, nouvellement constitué, offre une vaste gamme de services fiduciaires, bancaires et de placement à nos clients fortunés.

 Groupe Gestion privée Scotia

Groupe Gestion privée Scotia

L'intégration et la réintroduction de Trust Scotia, de Scotia Cassels et de la Gestion de patrimoine privé, en tant qu'entité unique, soit le Groupe Gestion privée Scotia, a constitué un projet-clé de l'exercice 2001.

Sous cette nouvelle bannière, cinq centres Groupe Gestion privée Scotia ont été ouverts au Canada, soit à Vancouver, à Edmonton, à Calgary, à Toronto et à Ottawa, et sept autres centres sont prévus pour le début de 2002. Ces centres sont équipés pour la prestation de services complets et personnalisés, notamment des services de crédit, des services fiduciaires et une vaste gamme de services de placement. Cette stratégie intégrée positionne le Groupe Gestion privée Scotia comme un chef de file sur le marché des clients fortunés.

De plus, au cours du dernier exercice, nous avons utilisé une nouvelle technologie pour le soutien de nos activités de gestion de portefeuilles. Cette initiative nous a permis d'améliorer la production des relevés destinés aux clients, qui présentent maintenant les rendements complets des placements, l'analyse du portefeuille et la liste des opérations effectuées. Cette initiative a aussi amélioré les activités d'exploitation et la présentation aux fins de conformité.

Résultats financiers

En 2001, la Gestion de patrimoine a généré des revenus de 774 millions de dollars, soit une diminution de 10 % par rapport au résultat record de l'exercice précédent. (Les revenus du groupe Gestion de patrimoine sont inclus dans les résultats financiers du Réseau canadien.) Néanmoins, l'exercice 2001 constitue le deuxième meilleur exercice pour le groupe Gestion de patrimoine, et exception faite du secteur du courtage au détail, les autres secteurs d'activité ont dégagé d'excellents résultats.

Le secteur du courtage au détail a subi les effets négatifs de la forte diminution des opérations de négociation des clients, qui résulte des conditions généralement défavorables des marchés financiers qui ont marqué l'exercice. Les revenus ont diminué de 15 % par rapport à ceux de l'exercice 2000, suivant en cela une baisse de 20 % du volume d'opérations de négociation et ce, pour l'ensemble des filiales de courtage. De ce fait, diverses

mesures ont été prises durant l'exercice pour réduire les coûts dans ces domaines.

Les ventes de fonds communs de placement ont été très fortes en 2001 et l'actif de ceux-ci a augmenté de 14 %. Les commissions tirées des fonds communs de placement n'ont augmenté que de 2 % par rapport à celles de l'exercice précédent, en raison de la préférence des clients pour les fonds du marché monétaire, qui sont moins risqués et dont les frais de gestion sont moins élevés. Le total des revenus tirés des fonds communs de placement a diminué par rapport à celui de l'exercice précédent, en raison d'une baisse de la valeur des fonds nouvellement constitués.

Les revenus tirés des services fiduciaires, des services de gestion de placements et de la gestion de patrimoine privé ont tous augmenté, en raison de l'amélioration du volume d'activités, de la nouvelle tarification des produits et services fondamentaux et de l'importance des efforts pour mieux servir les besoins des clients fortunés.

Le montant des biens sous administration a diminué légèrement pour s'établir à 95 milliards de dollars à la fin de l'exercice, suite aux reculs de nos activités de courtage causés par les turbulences des marchés financiers.

Chez Scotia Cassels, deuxième fournisseur en importance au Canada de services de gestion de placements privés, les biens sous gestion se sont établis à 19 milliards de dollars, soit une progression de 2 %.

Perspectives

Nous avons accompli des progrès considérables au cours des exercices précédents pour ce qui est de la restructuration, de l'intégration et de la mise en place de fondations solides pour nos activités de gestion de patrimoine. Ces initiatives nous ont permis d'obtenir de bons résultats dans plusieurs domaines en 2001 et nous prévoyons que cette tendance se maintiendra pendant les prochains exercices dans tous les domaines, soit le courtage de plein exercice et le courtage réduit, les fonds communs de placement et les services offerts aux clients fortunés, par l'entremise du tout nouveau Groupe Gestion privée Scotia.

Gestion de patrimoine	2001	2000	1999
Résultats financiers (en millions de dollars)			
Total des revenus	\$	\$	\$
Courtage au détail	457	538	377
Fonds communs de placement	103	116	105
Services fiduciaires et bancaires aux particuliers	127	119	101
Gestion de placements/autres	87	85	84
	774 \$	858 \$	667 \$
Renseignements divers			
Biens sous administration ¹⁾	94 442	96 647	81 627
Biens sous gestion ¹⁾	18 846	18 539	16 232
Nombre d'employés	2 957	2 833	2 526
Nombre de directeurs de placement (DP)	906	791	789
Biens gérés par DP (en millions de dollars)	38,9	42,4	34,3
Biens nouveaux – ScotiaMcLeod (en millions de dollars)	10 540	11 403	8 053
Augmentation (en %) des comptes actifs de courtage réduit	13	24	–
Ventes nettes de fonds communs de placement (en millions de dollars)	2 647,2	309,5	228,7
Fonds dans les quartiles supérieurs (en %) – Rendement sur un an	64	74	60

1) Au 30 septembre.

Opérations internationales

OBJECTIFS PRIORITAIRES

Antilles et Amérique centrale – Nous désirons créer des occasions de générer des revenus par l'entremise de projets d'amélioration des ventes, et rehausser les procédures d'octroi de crédit et de recouvrement au moyen de la formation du personnel et de l'utilisation de nouvelles technologies tout en poursuivant l'expansion du réseau de distribution.

Amérique latine – Nous voulons optimiser notre important réseau de distribution pour les clientèles commerciale et privée au Mexique et gérer nos activités de façon prudente en Argentine et au Chili.

Asie – Nous miserons sur notre présence régionale en développant des créneaux d'activités tels que le financement commercial et les opérations de change dans certains marchés sélectionnés d'Asie, tout en optimisant notre expérience dans le domaine de la syndication de prêts.

Antilles et Amérique centrale

Nos activités dans la région des Antilles et de l'Amérique centrale ont généré un bénéfice record pour la onzième année consécutive.

Un important programme d'amélioration des ventes et du service clientèle, conçu pour améliorer la croissance des revenus, a été mis en place dans 58 succursales réparties dans huit pays. Nous avons créé un nouveau poste en succursale pour assurer une gestion efficace des relations avec nos meilleurs clients, et nous avons introduit des programmes de formation pour aider le personnel à mieux gérer les activités de vente et du service, telles que les appels téléphoniques proactifs de vente aux clients. Aussi, nous utilisons de nouveaux systèmes d'information de gestion pour créer des contacts avec les clients et pour en mesurer la performance. Le programme sera implanté dans la majeure partie de la région d'ici la fin de 2002.

Nous accordons beaucoup d'importance à la technologie pour nos activités dans les Antilles. Un nouveau système d'analyse d'habitudes de crédit a été introduit avec succès dans quatorze pays et un système novateur de recouvrement informatisé a aussi été introduit, avec des résultats positifs, dans six pays. Des plans sont en cours pour mettre en place ces deux systèmes dans la région au début de 2002.

Plusieurs nouveaux produits ont été introduits, notamment la carte Magna MasterCard et un nouveau produit d'épargne-retraite à la Barbade. De plus, les produits CD tels que Switch Mortgage, Stock Market Investment et Rate Booster ont été distribués à plus grande échelle dans la région. Un programme de renouvellement de prêts automobiles non garantis a aussi été mis en place avec succès dans plusieurs pays.

Nous investissons massivement dans les canaux de distribution parallèles, tout en poursuivant le développement de notre réseau de succursales pour en accroître la commodité et la flexibilité. Nous avons ouvert des succursales dans sept nouveaux marchés et nous avons augmenté notre réseau de GAB de 32 %, avec 317 appareils maintenant installés dans la

région. Les services bancaires par téléphone sont maintenant disponibles 24 heures sur 24 et sept jours sur sept en Jamaïque et à Trinidad, et nous avons établi des plans pour offrir ces services dans d'autres pays, y compris une version en langue espagnole pour la République Dominicaine et Porto Rico.

Un programme de services aux commerçants a été lancé pour offrir des terminaux points de vente pour les opérations par cartes de débit et de crédit effectuées dans la région. La Banque Scotia a aussi été la première institution financière à Trinidad et Tobago à offrir des services de commerce électronique à la clientèle commerciale.

Amérique latine

Les activités de la Banque Scotia en Amérique latine sont concentrées au Mexique, avec des activités plus réduites au Chili et en Argentine. Aussi, nous avons des participations minoritaires dans des institutions bancaires au Venezuela et au Pérou, ainsi qu'un bureau de représentation au Brésil.

En novembre 2000, la Banque Scotia a acquis une participation majoritaire de 55 % dans le Grupo Financiera Inverlat. Cette banque a été renommée Scotiabank Inverlat en janvier 2001 grâce à une campagne publicitaire couronnée de succès.

Scotiabank Inverlat est une institution financière bien capitalisée et dont la qualité du crédit est excellente. Notre objectif principal maintenant consiste à accroître notre part de marché en optimisant notre réseau de distribution, qui comprend 434 succursales, 999 GAB et un centre d'appels d'avant-garde. En 2001, nos efforts pour accroître la taille de l'actif et des dépôts ont été couronnés de succès. Nous avons pris les devants sur le marché dans les domaines du financement automobile et hypothécaire, nous avons introduit de nouveaux produits et nous avons montré la voie en matière de réductions de taux d'intérêt lorsque ceux-ci reculaient au Mexique.

Nous avons réorganisé notre famille de produits de dépôt pour mieux répondre aux besoins des divers segments de la clientèle, grâce à une fructueuse campagne publicitaire. De ce fait, notre portefeuille de dépôts à faibles coûts a affiché une



Nos activités dans les Antilles ont connu une forte croissance au cours de l'exercice écoulé. Aussi, nous avons acquis une participation majoritaire dans le Grupo Financiero Inverlat au Mexique.

progression de 20 %. Notre pénétration du marché commercial a aussi été excellente au cours de l'exercice écoulé, étant donné la forte augmentation de l'actif, des dépôts et des services à honoraires forfaïtaires.

Nous continuons à progresser dans le domaine des canaux de distribution parallèles. Inverweb, notre service bancaire en ligne a fait l'objet d'une mise à niveau durant l'exercice pour en améliorer la navigation et introduire les services bancaires mobiles. Le nombre de visites de notre site Web a fortement augmenté au cours des six derniers mois de l'exercice, avec plus de 545 000 visites en octobre 2001. Pour les dix premiers mois de l'exercice, le centre d'appels de Inverlat a établi un record en traitant plus de 5,5 millions d'appels, soit une augmentation de 30 % par rapport au nombre de l'exercice précédent.

En Argentine et au Chili, nous avons rehaussé nos capacités dans plusieurs domaines. Une nouvelle plate-forme informatisée de vente a été introduite dans toutes les succursales Scotiabank Quilmes en Argentine pour aider le personnel dans les activités de marketing pour la clientèle. Au Chili, notre banque a été renommée Scotiabank Sud Americano vers la fin de l'exercice.

Afin d'améliorer la productivité, Scotiabank Quilmes et Scotiabank Sud Americano ont regroupé certaines de leurs fonctions de soutien, y compris celles s'appliquant à la gestion du risque et à la vérification. Cette fusion éliminera les dédoublements, fera diminuer les coûts et améliorera la cohérence de ces fonctions pour les deux institutions.

Pendant que les activités et la rentabilité de Scotiabank Quilmes continuaient de s'améliorer, la situation politique et économique de l'Argentine a provoqué une volatilité et une incertitude considérables sur les marchés financiers. Nous suivons de près la situation ainsi que ses effets sur nos activités en Argentine.

Asie

En 2001, le taux de croissance économique de plusieurs pays asiatiques a diminué car ces pays dépendants des exportations ont été confrontés à une baisse de la demande mondiale. Face à un tel contexte, nous avons concentré nos activités en Asie sur des projets de qualité élevée sur les marchés des titres de créance et de syndication des prêts. Nous avons accordé une grande importance à l'amélioration de la coordination régionale du financement commercial, des relations avec les correspondants, ainsi que des opérations de change et sur métaux précieux, et nous avons obtenu de meilleurs résultats dans ces domaines.

Nous continuons à établir stratégiquement nos capacités et nos activités sur des marchés dont la croissance est plus forte. Nous avons ouvert notre cinquième succursale en Inde.

Résultats financiers

La division Opérations internationales a rapporté 489 millions de dollars aux revenus de la Banque pour l'exercice à l'étude, soit une hausse de 34 % par rapport aux chiffres de 2000, ce qui représente 23 % du revenu net de la Banque. Le rendement des capitaux propres a été de 18,0 %.

Les Antilles et l'Amérique centrale continuent à dominer en termes d'apport à la division, avec un revenu net de 252 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 14 % par rapport à 2000. Cette forte performance reflète la croissance de 11 % de l'actif et des dépôts de la clientèle privée. La croissance des revenus a été entraînée par des augmentations de plus de 20 % des cartes bancaires et des honoraires en fonction des opérations. De plus, de nouveaux produits et l'expansion du réseau de distribution ont contribué à cette croissance.

En Amérique latine, le revenu a pratiquement été le double de celui de l'exercice précédent. La croissance a résulté principalement d'une amélioration du revenu tiré des investissements et de la consolidation de Scotiabank Inverlat. La provision de 100 millions de dollars constituée en 2001 pour nous prémunir contre notre risque en Argentine a partiellement contrebalancé ce résultat.

En Asie, le bénéfice a augmenté de 11 % sur 12 mois, malgré le gain réalisé sur la vente de Solidbank au cours de l'exercice précédent. Ce résultat a été influencé par la croissance de 13 % de l'actif et de la progression correspondante des revenus. L'Inde et la Malaysia ont fait partie des zones à croissance élevée. Les revenus tirés du financement commercial ont encore contribué fortement à la rentabilité de cette région.

Perspectives

Nous prévoyons que la croissance des bénéfices des Opérations internationales se poursuivra en 2002, dans la plupart de nos secteurs d'activité dans les Antilles et en Amérique centrale, en Asie et en Amérique latine, mais à un rythme plus lent que celui des récents exercices. Parallèlement, l'instabilité économique en Argentine crée un certain degré d'incertitude quant à nos perspectives de bénéfices pour nos activités.

Opérations internationales	2001	2000	1999
Résultats financiers (en millions de dollars)			
Revenu d'intérêts net	2 020 \$	1 371 \$	1 083 \$
Autres revenus	691	451	402
Provision pour pertes sur prêts	(250)	(185)	(115)
Frais autres que d'intérêts	(1 670)	(1 057)	(870)
Impôts sur le revenu/Part des actionnaires sans contrôle	(302)	(216)	(204)
Revenu net	489 \$	364 \$	296 \$
Rendement des capitaux propres (%)	18,0	16,4	—
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	47	31	26
Ratio de productivité (%)	61,6	58,0	58,6
Renseignements divers			
Nombre d'employés ¹⁾	17 628	10 596	8 622
Nombre de succursales ¹⁾	855	430	345
Nombre de GAB ¹⁾	1 591	533	370

1) Filiales exclues

Scotia Capitaux

OBJECTIFS PRIORITAIRES

Scotia Capitaux – Nous voulons porter au maximum le rendement des capitaux propres, étant donné la nature capitaliste des activités.

Canada – Nous voulons consolider les relations avec nos meilleurs clients afin d'optimiser la vente croisée de nos produits.

États-Unis et Europe – Nous souhaitons augmenter la diversité de nos produits, nous spécialiser dans certains secteurs et gérer de façon dynamique la qualité du crédit.

Négociation internationale – Nous comptons optimiser les succès obtenus par notre approche intégrée en accroissant les activités portant sur les produits dérivés, les opérations de change et les titres à revenu fixe. Nous utiliserons aussi davantage les canaux de distribution électronique.

Canada

Au Canada, toutes les relations d'affaires avec les clients sont réparties entre neuf secteurs spécialisés qui sont soutenus par deux groupes spécialisés dans les produits financiers : Structuration des capitaux – Canada et Négociation internationale. Lorsqu'il existe des occasions de vente de plusieurs produits, les professionnels du groupe Direction relationnelle – Canada offrent des solutions pour répondre aux besoins de leurs clients.

Au cours de l'exercice, la consolidation des relations avec nos meilleurs clients a constitué une priorité clé. Parmi les opérations les plus marquantes qui illustrent cet engagement, mentionnons celles-ci :

- Osprey Media Group Inc. : Scotia Capitaux a agi comme conseiller financier exclusif pour l'acquisition de certains éléments d'actif de journaux. Scotia Capitaux a fourni un prêt à terme de 140 millions de dollars et une facilité de crédit renouvelable de 50 millions de dollars; elle a aussi arrangé un placement privé de titres de 94 millions de dollars.
- Financière Sun Life : Pour faciliter l'acquisition de deux unités de la société américaine Liberty Financial, Scotia Capitaux a pu réunir 950 millions de dollars pour Financière Sun Life et elle a utilisé son savoir-faire et sa créativité pour lancer une émission unique d'actions privilégiées qui est admise en déduction fiscale.

Nos succès comprennent notre nomination à titre de meilleure société canadienne pour les opérations de fusion-acquisition, par le *M&A Review*, et de meilleure banque canadienne pour les opérations effectuées par mandataire unique, par le *Loan Pricing Corporation*. Scotia Capitaux a aussi été nommée meilleure société canadienne par *Euromoney* pour des arrangements relatifs aux dettes et elle s'est hissée au premier rang pour ce qui est de sa réputation professionnelle dans l'édition 2001 du *Brendan Woods International Equity Research, Sales and Trading Performance in Canada report*.

États-Unis

La capitalisation, la taille et l'envergure de ses institutions financières font des États-Unis le marché financier le plus concurrentiel du monde. Scotia Capitaux a réussi à devenir la première banque canadienne sur le marché américain de la syndication de prêts bancaires.

Nos directeurs relationnels américains se spécialisent habituellement dans un des secteurs suivants : industrie automobile, énergie, soins de santé, médias et communications, immobilier, institutions financières, pétrole et gaz et technologie et électronique. Ces directeurs relationnels sont au service d'un large éventail de clients et répondent principalement à leurs besoins en matière de syndication de prêts, de financement d'acquisitions, de titrisation, de crédit-bail à effet de levier, d'opérations de change, de produits dérivés et d'émission de titres de créance à taux fixe.

Au cours de l'exercice, Scotia Capitaux a renforcé sa spécialisation sectorielle et les attributs de ses produits. Parmi les opérations les plus intéressantes, mentionnons les suivantes :

- Marriott International : Scotia Capitaux a effectué plusieurs opérations importantes pour le géant hôtelier, y compris une facilité de syndication de crédit de 1,5 milliard de dollars.
- Kroger Co. : Nous avons joué un rôle majeur dans l'émission obligataire de 1 milliard de dollars de cette société, après avoir participé à son financement de 1,6 milliard de dollars.
- Calpine Corporation : Scotia Capitaux a été le conseiller financier de Calpine dans l'acquisition de Encal Energy Ltd., pour un montant de 1,75 milliard de dollars.

En raison du ralentissement de l'économie américaine, une priorité clé de Scotia Capitaux a été et demeure la gestion serrée de la qualité du crédit. Nous avons apporté plusieurs ajustements à nos procédés, tels que l'amélioration de l'examen trimestriel des prêts et la mise en place d'un système de prévision des prêts problèmes. De ce fait, nous avons réagi rapidement à la détérioration des conditions de crédit et nous avons été



Les activités du groupe Négociation internationale de Scotia Capitaux ont maintenu leur forte croissance, reflétant ainsi le succès de notre approche intégrée en matière de financement et de gestion du risque.

proactifs en matière de mesures correctives, y compris la décision de vendre plus de 700 millions de dollars de prêts douteux.

Europe

Scotia Capitaux Europe agit principalement comme prêteur syndiqué en Europe de l'Ouest et se spécialise dans les secteurs suivants : médias et télécommunications, transport et expédition, produits forestiers, énergie, divertissement et loisirs.

L'engagement de Scotia Capitaux Europe en matière de spécialisation sectorielle s'est concrétisé par notre travail dans le secteur du transport. Nous avons offert plusieurs solutions de financement et conseils au fabricant DONCASTERS plc. et à la société de crédit-bail Oasis International. Après l'opération avec Oasis, notre travail a été reconnu dans la section des opérations célèbres de l'année du *Aircraft Finance Journal*.

Négociation internationale

Le groupe Négociation internationale englobe nos activités liées aux titres à revenu fixe, aux produits dérivés, aux opérations de change, aux métaux communs et aux métaux précieux, ainsi qu'au marché monétaire.

Notre approche intégrée envers le financement et la gestion du risque a produit des résultats très favorables au cours du dernier exercice. Ainsi, un important cabinet de consultants nous a placés au premier rang des maisons de courtage sur le marché canadien des titres à revenu fixe et *Euromoney* nous a classés comme étant la meilleure société canadienne pour les opérations de change.

Notre engagement continu à utiliser la technologie de façon novatrice pour mieux servir nos clients et améliorer notre efficacité a aussi contribué au succès du groupe Négociation internationale :

- Scotia Capitaux a participé au lancement de CANIssue.ca et de CanDeal, deux systèmes qui offrent aux investisseurs un moyen commode d'obtenir des renseignements cruciaux sur les nouvelles émissions de titres de créance, ainsi qu'un système de prix en temps réel qui donne les meilleurs cours acheteur et vendeur, le prix et le rendement et ce, de tous les négociateurs de chaque titre.
- Nous avons aussi joint Atriax, un marché mondial électronique de premier plan pour les produits de change et les services connexes. Atriax complètera ScotiaFX, notre

système de négociation en ligne d'opérations de change, et assurera un meilleur accès à la tarification et aux liquidités pour un large éventail de monnaies, ainsi qu'à la recherche et aux informations liées au marché.

Résultats financiers

Le revenu net de Scotia Capitaux a été de 686 millions de dollars en 2001, soit une augmentation de 6 % par rapport à celui de l'exercice précédent. Le total des revenus a augmenté de 17 %, et presque tous les secteurs d'activité affichent une progression de leurs résultats. Toutefois, le rendement des capitaux propres a été plus faible que le résultat normal, à 12,5 %, en raison des résultats décevants obtenus aux États-Unis.

Le groupe Négociation internationale a encore dégagé des résultats records, avec une hausse de 45 % des revenus et une progression de plus de 90 % du revenu net. Le groupe Marchés des capitaux, qui comprend les produits dérivés et les titres à revenu fixe, a montré la voie, avec des gains qui équivalent à plus du double de ceux de l'exercice précédent. Le secteur des opérations de change a aussi connu un exercice record. Cette croissance du volume des activités a aussi entraîné une augmentation de 25 % de la moyenne de l'actif.

Au Canada, les revenus tirés de la souscription ont atteint un niveau record. Toutefois, une approche plus sélective envers le crédit s'est traduite par une diminution de la moyenne des soldes de prêts et des revenus d'intérêts, abstraction faite d'une augmentation des écarts de taux de crédit. Les pertes sur prêts ont aussi augmenté quelque peu.

Aux États-Unis, les gains ont représenté près du tiers de ce qu'ils étaient pour l'exercice précédent, à la suite de l'accroissement des prêts douteux et des provisions pour pertes sur prêts beaucoup plus élevées en 2001. De même, une attention particulière pour les rendements et la qualité du crédit a entraîné des niveaux d'actif moins élevés.

Perspectives

Le ralentissement de l'économie nord-américaine, particulièrement aux États-Unis, devrait se poursuivre au cours de 2002. Toutefois, plusieurs projets sont en cours afin de mieux gérer notre risque de crédit, d'utiliser notre capital de façon plus proactive et d'accroître nos activités.

Scotia Capitaux	2001	2000	1999
Résultats financiers (en millions de dollars)			
Revenu d'intérêts net	1 598 \$	1 385 \$	1 200 \$
Autres revenus	1 196	1 001	974
Provision pour pertes sur prêts	(754)	(412)	(136)
Frais autres que d'intérêts	(984)	(909)	(796)
Impôts sur le revenu	(370)	(415)	(497)
Revenu net	686 \$	650 \$	745 \$
Rendement des capitaux propres (%)	12,5	13,6	—
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	115	101	97
Ratio de productivité (%)	35,2	38,1	36,6
Renseignements divers			
Nombre d'employés	1 488	1 526	1 577
Nombre d'appels	11 440	11 810	12 910

Gestion du risque

Survol de la gestion du risque

Objectifs en matière de gestion du risque

La Banque Scotia a comme objectif de gérer les risques liés à ses activités de façon à créer et à protéger la valeur revenant à l'actionnaire. Dans l'exercice de ses diverses activités, la Banque se trouve exposée à quatre types de risques importants : le risque de crédit, de marché, de liquidité et d'exploitation.

Approche en matière de gestion du risque

L'approche que préconise la Banque à l'égard de la gestion du risque tient dans les sept principes suivants :

- Approbation par le conseil d'administration des stratégies en matière de risque, des politiques et des plafonds
- Vaste diversification du risque accepté dans les portefeuilles de la Banque
- Systèmes éprouvés de cotation du risque pour chaque client et chaque ligne of crédit
- Examen continu du profil de risque de chaque dossier client et chaque portefeuille
- Processus indépendants d'examen, d'analyse et d'évaluation de tous les secteurs d'activité dans lesquels ces risques sont assumés
- Établissement d'un équilibre entre le risque et le rendement, notamment l'allocation du capital aux secteurs d'activité et aux portefeuilles, compte tenu des profils de risque
- Examen complet par des vérificateurs internes de chaque risque et portefeuille qui soumettent un rapport indépendant au Comité de vérification du conseil d'administration

Les procédés de gestion du risque de la Banque sont structurés de manière à simplifier la reconnaissance et la mesure des risques dans ses diverses activités commerciales, à énoncer les stratégies, les lignes directrices et les mécanismes de contrôle en matière de gestion du risque et, à maintenir ces risques en deçà des plafonds établis par le conseil d'administration et mis en oeuvre par les comités de la haute direction décrits ci-dessous.

Risque de crédit

Le risque de crédit désigne le risque de perte qui découle des activités de prêt de la Banque du fait que l'un de ses clients omette d'honorer ses engagements en matière de remboursement. Ce risque se retrouve également dans les portefeuilles de financement, d'investissement et de négociation de la Banque, là où, en somme celle-ci s'expose à des manquements de la part des contreparties qui doivent respecter à son égard, soit des engagements de remboursement, soit d'autres obligations.

Processus d'octroi de crédit

La gestion du risque de crédit obéit aux politiques et aux normes que le Conseil d'administration a définies, et qu'il passe en revue au moins une fois l'an. De surcroît, le conseil d'administration examine régulièrement la qualité des principaux portefeuilles, fixe tous les plafonds importants et revoit tous les crédits de plus grande envergure.

Il appartient au Comité des politiques en matière de crédit d'examiner les politiques, les normes et les plafonds en vertu desquels se fait la gestion du risque et de soumettre à l'approbation du Conseil tous les changements qu'il juge bon d'apporter à l'occasion. Ce Comité procède également à un examen détaillé du risque assumé dans chaque portefeuille individuel.

L'octroi de prêts aux grandes entreprises et au secteur commercial est hautement centralisé. Chaque fois qu'il est question d'accorder un prêt à un client donné, la proposition est soumise à une analyse visant à établir la cote de solvabilité du client en question. Avant l'octroi d'un prêt, un service de crédit indépendant du secteur d'activité du client procède à une analyse de la demande de prêt et soumet ensuite ses recommandations. Toutes les décisions importantes en matière de prêt sont référencées à l'un ou l'autre des quatre comités de la haute direction. Les demandes de prêt de plus grande importance sont soumises au Comité des politiques en matière de crédit et, dans certains cas, au Conseil d'administration. Les décisions, dans chacun des cas, sont prises de manière à respecter en tout temps les politiques et les plafonds de crédit que la Banque a établis.

Conseil d'administration

Examine et approuve les stratégies, les politiques, les normes et les principaux plafonds en matière de gestion du risque

Comités de la haute direction

Le **Comité des politiques en matière de crédit** examine les principaux risques ainsi que les politiques adoptées pour les atténuer, puis règle les problèmes relatifs aux risques que lui présentent les Comités de crédit principaux et le Comité de gestion du risque de marché.

Les **Comités de crédit principaux** sont responsables de l'octroi de prêts autres qu'aux particuliers à l'intérieur des limites prescrites et de l'élaboration de règles de fonctionnement ainsi que des lignes directrices touchant la mise en application des politiques de crédit. Des comités distincts couvrent les contreparties relatives aux secteurs d'activité suivants : crédit commercial, opérations internationales, clientèles grandes entreprises et banque d'investissement.

Le **Comité de gestion du risque de marché et d'application des politiques** supervise et fixe les normes des procédés de gestion du risque de marché et du risque de liquidité au sein de la Banque, notamment en ce qui concerne l'examen et l'approbation des nouveautés au chapitre des produits, les plafonds, les pratiques et les politiques se rattachant aux activités principales de négociation et de trésorerie de la Banque.

Le **Comité de gestion du passif** fournit une orientation stratégique en ce qui concerne la gestion du risque global de taux d'intérêt, du risque de change, du risque de liquidité et des décisions liées aux portefeuilles détenus à des fins de négociation et de placement.

Le **Comité du risque de négociation de Scotia Capitaux** évalue et surveille de façon continue le risque de marché global et les mécanismes de contrôle du risque, de même que les questions de risque de crédit et de conformité liées aux activités de négociation.

Les décisions touchant les crédits aux particuliers et aux petites entreprises sont prises à l'aide de modèles perfectionnés de cotation auxquels les succursales et les centres de service à la clientèle ont recours pour prendre leurs décisions. Ces modèles font continuellement l'objet d'un examen complet pour assurer la validité de leurs paramètres. Tout projet de changement, soit à ces modèles soit à leurs paramètres, doit être soumis à un service de crédit indépendant du secteur d'activité en cause, qui en fait l'analyse et soumet ses recommandations au comité approprié de la haute direction pour approbation.

La Banque utilise des techniques avancées de modélisation qui lui permettent d'évaluer les risques assumés dans les divers portefeuilles, de même que les covariances éventuelles des risques de tous les portefeuilles. Ces techniques d'analyse qui font appel à des sources de données indépendantes, concourent à l'évaluation des risques globaux assumés dans les portefeuilles de crédit de la Banque. Ces techniques d'analyse permettent aussi de déterminer s'il y a lieu de modifier les politiques ou les plafonds de crédit.

Dans le cas des grandes entreprises et des comptes commerciaux, une fois le prêt accordé, les membres du personnel du secteur d'activité et du service de crédit suivent de près la situation financière de l'entreprise, à la recherche de signes de détérioration précurseurs de l'inaptitude de l'emprunteur à respecter ses engagements à l'endroit de la Banque. De plus, on procède, au moins une fois l'an, à un examen complet de chaque dossier client ainsi qu'à une analyse du risque qu'il comporte. Cet examen porte sur le risque de crédit global, notamment sur les swaps, les lettres de crédit et les autres instruments hors bilan. Les examens sont plus fréquents lorsque le prêt comporte un niveau de risque supérieur.

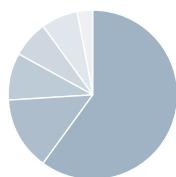
Diversification des risques

Les politiques et les plafonds de crédit de la Banque sont structurés de façon à donner une vaste diversification aux divers types de risques de crédit. Des plafonds sont fixés pour réduire les risques liés à chaque emprunteur, à des secteurs d'activité particuliers et à des pays donnés ainsi qu'à des types particuliers de prêts. Des plafonds sont fixés pour l'ensemble des risques par catégorie de cotation des risques au sein de chaque secteur d'activité.

La Banque continue de faire des examens périodiques de chacun des secteurs qui entrent dans la diversification de ses types de prêt, que ce soit des industries ou des pays, afin de s'assurer

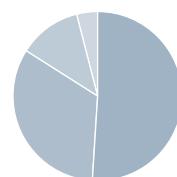
Diversification équilibrée au Canada et à l'échelle internationale

Prêts et acceptations, à l'exclusion des conventions de revente, septembre 2001



... ainsi que dans les prêts aux ménages et les prêts aux entreprises

Prêts et acceptations, à l'exclusion des conventions de revente, septembre 2001



de bien repérer les difficultés éventuelles que ces prêts peuvent poser et de prendre les mesures qui s'imposent à leur égard.

Les portefeuilles de crédit de la clientèle privée font l'objet d'examens mensuels qui servent à mieux circonscrire toute nouvelle tendance dans la qualité du crédit. La cote de solvabilité des emprunteurs individuels est évaluée à l'aide des modèles de cotation et grâce à une analyse interne des caractéristiques prédictives. Ces procédés concourent à établir dans quelle mesure l'engagement de crédit doit ou non être rajusté.

La Banque procède à des examens continus des portefeuilles de prêts aux grandes entreprises et de prêts commerciaux afin de déceler les secteurs d'activité à risques. Les risques auxquels s'expose la Banque par catégorie d'emprunteur sont indiqués au tableau 16 de la page 37.

Un des secteurs d'activité qui a éprouvé une certaine tension au cours de l'exercice 2001, a été celui des télécommunications et de la câblodistribution. Le risque de la Banque dans ce secteur s'est élevé au total à 4,8 milliards de dollars au 31 octobre 2001, dont une tranche de 1,7 milliard de dollars provenait des clients ayant une cote élevée de solvabilité. Une autre tranche de 1,4 milliard de dollars des prêts émanait des exploitants réglementés de la câblodistribution ayant des flux de trésorerie stables. Le risque auquel sont exposées les sociétés de téléphonie cellulaire et autres sociétés de communication sans fil s'est élevé à 0,8 milliard de dollars. Le montant net des prêts douteux dans ce portefeuille était peu élevé, s'établissant à 95 millions de dollars à la fin de l'exercice.

De même, les événements du 11 septembre 2001 ont eu des conséquences néfastes sur les secteurs d'activité touchant les assurances, le transport aérien, les hôtels et les loisirs. Le risque total de la Banque dans ces secteurs n'était que 2,3 % du total des prêts et des acceptations. Notre portefeuille se compose principalement de sociétés de plus grande envergure qui disposent d'excellentes rentrées de fonds et qui ont accès aux marchés financiers, ce qui, par voie de conséquence, leur permet de contrer les effets du ralentissement économique actuel. Nous ne prévoyons donc pas subir une perte importante du fait des risques que nous assumons dans ces secteurs.

Les risques que court la Banque dans certains pays font l'objet d'examens réguliers qui visent également à détecter des régions vulnérables.

L'Argentine qui est aux prises avec une récession amorcée en 1998 s'est vu accorder une attention toute particulière au cours de l'exercice. Dans ce contexte, les marchés financiers de l'Argentine ont connu des périodes d'extrême volatilité avec des taux d'intérêt se hissant à des niveaux exceptionnellement élevés. Vers la fin de l'année, le gouvernement argentin a annoncé le lancement d'une initiative volontaire d'échange de dette dans le but d'alléger le fardeau qui pèse sur ses flux de trésorerie. Ce programme d'échange vient s'ajouter aux mesures s'inscrivant dans le cadre d'une politique globale qui, collectivement, vise à réduire les taux d'intérêt, restaurer la cote de solvabilité du pays et jeter les bases nécessaires à une croissance économique. Cependant, il y a une profonde incertitude qui plane sur la réalisation de ces événements, et la Banque risquant de ce fait d'y subir une perte, surveille attentivement leur évolution.

Les résultats des examens effectués dans ces secteurs et ces pays font l'objet de rapports périodiques qui sont soumis au Conseil d'administration. Les recommandations sont faites dans le but de restreindre les activités dans des secteurs susceptibles

de poser des problèmes et de hausser les plafonds dans les domaines où le rapport risque-avantage indique des occasions d'affaires intéressantes.

Risque de marché

Le risque de marché désigne le risque de perte qui découle de l'évolution des taux d'intérêt et des taux de change, ainsi que des cours du marché et de leur degré de volatilité; il est attribuable aux activités de financement, de placement et de négociation de la Banque.

Financement	Placement	Négociation
- risque de taux d'intérêt	- risque de taux d'intérêt	- risque de taux d'intérêt
- risque de change	- risque de change	- risque lié aux actions - risque lié aux marchandises

Le risque de taux d'intérêt survient lorsqu'il n'y a pas de concordance entre des positions susceptibles d'être touchées par un redressement des taux d'intérêt au cours d'une période donnée. Le risque de taux d'intérêt comprend également des variations dans les écarts de crédit, qui représentent la prime que le marché fait payer pour les différences dans la qualité générale ou particulière de crédit et dans les liquidités. Le risque de change de la Banque découle des activités de négociation ainsi que des revenus provenant des filiales étrangères et des placements dans celles-ci. Le risque de marché survient également lorsque la Banque est exposée aux variations des cours pratiqués pour des biens tels que les métaux précieux et communs, les titres à revenus fixes et les actions.

Le conseil d'administration fixe les politiques et les normes en vertu desquelles le risque de marché est régi, et les passe en revue au moins une fois l'an. C'est également le conseil qui approuve les plafonds clés relatifs au risque et qui examine régulièrement les risques ainsi que le rendement des divers secteurs d'activité.

À la lumière des politiques et plafonds établis par le conseil d'administration, le Comité de gestion du passif (CGP) et le Comité de gestion du risque de marché et d'application des politiques (CGRMAP) assurent la surveillance des diverses activités qui exposent la Banque au risque de marché. Le CGP s'intéresse surtout au processus de gestion de l'actif et du passif, qui porte sur les activités de financement et de placement. Il revient au CGRMAP d'approuver les nouveaux produits et plafonds ainsi que les nouvelles pratiques en matière de négociation, de financement et de placement. Tous les plafonds relatifs au risque de marché sont passés en revue au moins une fois l'an.

Mesure des risques

Étant donné qu'aucune statistique de risque ne peut, à elle seule, donner la pleine mesure de tous les aspects du risque de marché, la Banque a recours à diverses techniques pour cerner, mesurer et contrôler les risques qu'elle assume dans ses différentes activités. Les principales mesures du risque de marché sont exposées sommairement ci-dessous.

Valeur à risque

La Valeur à risque (VAR) est une estimation de la perte éventuelle qui pourrait, à un seuil de confiance donné, découler du maintien d'une position pendant une période déterminée. Pour la comptabilisation des activités de négociation, la VAR est

calculée chaque jour à un seuil de confiance de 99 % pour des périodes de détention de un jour et de dix jours, à l'aide de simulations historiques fondées sur 300 jours de données du marché. La VAR sert également à évaluer les risques découlant de certains portefeuilles de financement et de placement. La Banque procède régulièrement à des analyses structurées en vue de garantir l'exactitude et la qualité de la VAR.

Tests de résistance au stress

La VAR mesure les pertes éventuelles sur des marchés normalement animés. Les tests de résistance au stress servent, quant à eux, à évaluer l'incidence sur les portefeuilles de valeurs détenues à des fins de négociation, de mouvements anormalement amples sur le marché et de périodes d'inactivité prolongées. Le programme de tests de résistance au stress est conçu de manière à désigner les principaux risques et à faire en sorte que le capital de la Banque puisse aisément absorber les pertes éventuelles résultant d'un stress donné. La Banque soumet chaque mois ses portefeuilles de négociation à plus de 200 scénarios de stress. Elle procède également à certains tests de résistance au stress sur une base quotidienne. À l'occasion, elle recourt à des scénarios de résistance au stress pour évaluer l'intégrité de son portefeuille de placements en utilisant des tests de résistance fondés sur des cas précis du marché.

Analyse de sensibilité et modèle de simulation

L'analyse de sensibilité permet d'évaluer l'effet de l'évolution des taux d'intérêt sur le revenu courant et sur la valeur économique de l'actif et du passif. Cette analyse s'applique à l'échelle mondiale aux activités d'exploitation que la Banque mène dans les principales monnaies. Les modèles de simulation permettent à la Banque d'évaluer le risque de taux d'intérêt à la lumière de divers scénarios échelonnés dans le temps. Les modèles tiennent compte d'hypothèses relatives à la croissance, à la composition des affaires nouvelles, à l'évolution des taux d'intérêt, à la courbe de rendement, aux options rattachées aux produits, aux échéances et à d'autres facteurs. Les modèles de simulation sous différents scénarios sont particulièrement importants pour gérer le risque inhérent aux produits de dépôt, de prêt et de placement que la Banque offre à sa clientèle privée.

Analyse des écarts

On a recours à l'analyse des écarts surtout pour mesurer la sensibilité aux taux d'intérêt. Il existe un écart sensible au passif lorsque davantage d'éléments de passif que d'éléments d'actif sont soumis à des fluctuations de taux dans une période donnée.

Activités de financement et de placement

Les procédés de gestion de l'actif et du passif de la Banque portent essentiellement sur la mesure, la gestion et le contrôle du risque de marché découlant des activités de financement et de placement de la Banque. Le Comité de gestion du passif se réunit chaque semaine pour passer les risques en revue, tirer profit des occasions d'affaires et évaluer le rendement.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt découlant des activités de financement et de placement de la Banque est contrôlé par les plafonds de sensibilité globaux que le conseil d'administration autorise chaque année. Ces plafonds servent à contrôler le risque auquel sont assujettis le revenu et la valeur économique. La Banque utilise des plafonds d'écart pour gérer le risque de taux d'intérêt

lié aux diverses devises. Elle a recours par ailleurs à l'évaluation des écarts, à des modèles de simulation, à l'analyse de sensibilité et à la VAR pour évaluer les risques et à des fins de planification.

Au cours de l'exercice 2001, les banques centrales ont continué de réduire les taux d'intérêt pour contrer la détérioration de l'économie mondiale. En prévision des mesures des banques centrales, la Banque Scotia a décidé d'accroître ses écarts sensibles au passif. Le graphique ci-contre atteste que l'écart sensible au passif sur un an de la Banque (en dollars canadiens) s'est accru constamment durant l'exercice. La Banque a également profité des augmentations des écarts sensibles au passif de la plupart des devises et en particulier du dollar américain. La position de la Banque a donné lieu à un accroissement de la marge sectorielle tant en dollars canadiens qu'en dollars américains.

Compte tenu des positions de la Banque en matière de taux d'intérêt à la fin de l'exercice 2001, une hausse immédiate et soutenue de 100 points de base des taux d'intérêt, pour toutes les devises et toutes les échéances, aurait pour effet de faire baisser le revenu net après impôts d'environ 63 millions de dollars au cours des 12 prochains mois. Pendant l'exercice écoulé, ce chiffre a varié entre 51 millions de dollars et 107 millions de dollars. Le même choc réduirait la valeur actuelle de l'actif net de la Banque d'environ 549 millions de dollars (contre 371 millions de dollars en 2000).

Risque de change

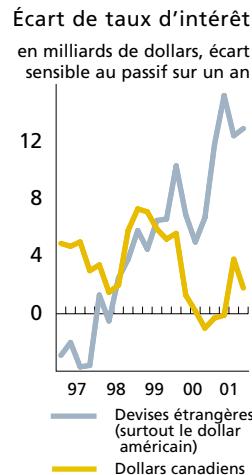
Le risque de change découlant des placements de la Banque dans des filiales étrangères et de ses opérations de change est assujetti aux plafonds autorisés par le conseil d'administration. Le Comité de gestion du passif examine et gère l'exposition à ce risque.

Risque lié aux actions

Le risque lié aux actions découle des activités de placement de la Banque et ce risque est contrôlé par des plafonds qui sont autorisés chaque année par le conseil d'administration. Les placements sont effectués en actions ordinaires et en actions privilégiées, et se composent également d'un portefeuille diversifié de fonds gérés par des tiers. Les actions privilégiées sont détenues surtout pour produire des rendements après impôts intéressants alors que les autres placements sont détenus essentiellement à des fins d'appreciation du capital.

Activités de négociation

Dans l'application de ses politiques, procédés et contrôles à l'égard de ses activités de négociation, la Banque Scotia cherche à établir un équilibre entre l'exploitation rentable des occasions de négociation et la gestion de la volatilité des gains, dans un cadre de pratiques saines et prudentes. Les activités de négociation sont axées sur le client, mais prévoient aussi les besoins en capitaux propres de la Banque. Les principaux risques sont notamment le risque de change, le risque de taux d'intérêt, le risque lié aux actions et le risque lié aux marchandises. Ces différents risques sont soumis aux mêmes procédés et contrôles que ceux qui sont exposés ci-dessous.



Dans son évaluation quotidienne des activités de négociation, la haute direction s'en remet à une gamme complète de systèmes de mesure et de contrôle. Toutes les activités de négociation sont assujetties à des plafonds explicites, fixés selon la devise, le type d'instrument, la position et l'échéance. Les portefeuilles sont évalués au moins une fois par jour à la valeur du marché, et les évaluations font l'objet d'un examen régulier de la part de spécialistes indépendants.

Le personnel affecté au service administratif et les unités de gestion du risque procèdent à des examens indépendants et présentent des comptes rendus sur tous les aspects des activités de négociation. Ils soumettent à l'évaluation des services compétents et de la haute direction des rapports quotidiens sur les profits et pertes, la VAR et la conformité aux plafonds établis. Les unités indépendantes de la gestion du risque se chargent d'examiner périodiquement les modèles et les évaluations. Elles exécutent également des tests de résistance au stress, des analyses de sensibilité et des calculs de la VAR, passent en revue les nouveaux produits et participent à leur élaboration.

Le conseil d'administration approuve chaque année les plafonds globaux de la VAR et des tests de résistance au stress pour les portefeuilles de négociation de la Banque, et il revoit ces mesures tous les trimestres. Le Comité de gestion du risque de marché et d'application des politiques fixe aussi les plafonds de la VAR par secteur d'activité et examine cette composante mensuellement. Pour l'exercice 2001, la moyenne globale de la VAR sur 10 jours s'est élevée à 21,0 millions de dollars, variant de 12,3 millions de dollars à 32,6 millions de dollars. En 2000, elle était en moyenne de 23 millions de dollars.

Le tableau ci-dessous illustre l'importance relative des facteurs de risque associés au portefeuille de négociation de la Banque. La VAR de l'ensemble de la Banque est inférieure à 63 % de la somme des facteurs de risque individuels en raison de la diversification du portefeuille et des effets de corrélation. Au cours de l'exercice 2001, le risque de marché de la Banque était dominé par le risque de taux d'intérêt et le risque lié aux actions.

VAR en fonction des facteurs de risque

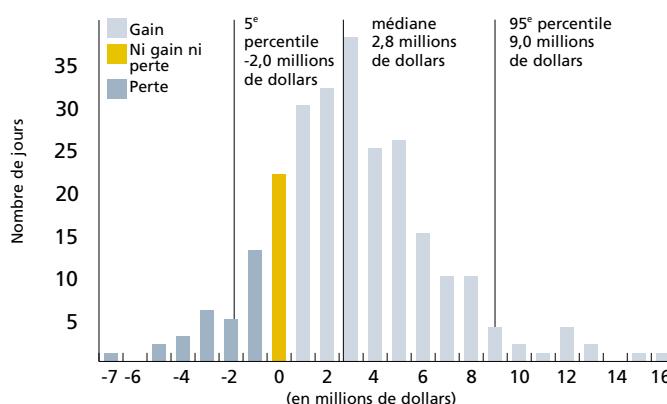
Facteur de risque	Moyenne de la VAR (en millions de dollars)
Taux d'intérêt	13,45
Actions	13,68
Change	3,90
Marchandises	2,33
VAR pour l'ensemble de la Banque	21,00

Bien que le revenu ait augmenté considérablement, l'activité de négociation n'a pas connu un accroissement du risque de marché. L'histogramme reproduit ci-dessous indique la distribution du revenu net de négociation par jour pour l'exercice 2001. Le revenu quotidien moyen de négociation était de 2,8 millions de dollars, soit une hausse appréciable par rapport au revenu moyen de 1,9 million de dollars pour l'exercice 2000. Cette augmentation du revenu de négociation est due à la position enviable que la Banque détenait durant une année où la volatilité du marché était à la hausse, de même qu'au fait que la Banque ait réussi à offrir des solutions structurées de financement et de couverture à sa clientèle grande entreprise. Ces opérations structurées peuvent être importantes et faire appel à des combinaisons de fonds et de produits dérivés. Le risque résiduel de marché de la Banque dans ces contrats est

généralement peu élevé, et les rendements qu'elle gagne proviennent de l'expérience en structuration qu'elle procure ainsi que du risque de crédit qu'elle assume. En procédant à des contrôles rigoureux, elle s'assure que ces contrats reçoivent toute l'attention nécessaire pour repérer et traiter les risques liés au crédit, au marché, aux législations, à la fiscalité et autres. Les divers comités de gestion du risque participent au processus d'examen et d'autorisation de ces contrats.

Faible variabilité des revenus de négociation

Période terminée le 31 octobre 2001



Par suite des événements tragiques survenus le 11 septembre 2001 aux États-Unis, les activités de négociation avaient été suspendues sur les principaux marchés pour des périodes allant de un à plusieurs jours. De plus, les locaux de la Banque à New York étaient devenus inaccessibles. À mesure que l'on procédait à la réouverture des marchés, la Banque a veillé à garder ses activités de négociation au minimum et elle s'est attachée à réduire les risques. Elle a maintenu ses capacités de mesure du risque et de surveillance durant toute la période et a fait en sorte que l'on puisse repérer les principales positions de risque et faire un compte rendu à leur sujet. En raison de la vaste diversification des risques assumés dans les comptes de négociation, la rentabilité de la Banque n'a pas été touchée de manière importante à la suite de ces événements.

Produits dérivés

La Banque recourt aux produits dérivés pour gérer le risque de marché lié à ses activités de financement et de placement, et pour réduire le coût de son capital. Elle fait appel à plusieurs types de produits pour couvrir le risque de taux d'intérêt. Elle a aussi recours à des contrats de change à terme, à des swaps et à des options pour gérer le risque de change. En tant que courtier, la Banque offre des produits dérivés à ses clients et négocie des positions pour son propre compte.

La Banque négocie sur une vaste gamme d'instruments tels que des swaps de taux d'intérêt et des options de même que des swaps de devises, des actions et crédit sur produits dérivés ainsi que des produits structurés plus complexes. Bien que les opérations sur produits dérivés soient assujetties aux mêmes procédés de contrôle, de présentation de l'information et d'analyse qui s'appliquent aux activités de négociation de la Banque, celle-ci utilise néanmoins d'autres contrôles et techniques analytiques pour traiter de certains risques de marché propres aux produits dérivés.

Pour contrôler le risque de crédit, la Banque établit des plafonds pour chaque contrepartie, mesure le risque à sa juste valeur actuelle, majorée pour tenir compte du risque futur, et

fait appel à des techniques d'atténuation du risque comme la compensation et le nantissement en garantie. Le portefeuille de produits dérivés de la Banque se compose principalement d'instruments à court terme conclus avec des contreparties de grande qualité. Plus de 90 % du montant du risque de crédit découlant des opérations sur produits dérivés de la Banque se rapporte à des contreparties de grande qualité, légèrement en hausse par rapport à l'exercice précédent.

Au cours de l'exercice écoulé, la Banque a donné davantage d'envergure à des activités de crédit sur produits dérivés. Les crédits sur produits dérivés peuvent être associés à la valeur d'un instrument de crédit sous-jacent tel qu'une obligation ou un prêt, ou peuvent être structurés de manière à n'être versés que dans des cas précis de crédit, comme un manquement à un engagement, par exemple. En tant que courtier, la Banque commercialise des crédits sur produits dérivés de même que des produits au comptant tels que des obligations et des prêts. La Banque peut recourir à des crédits sur produits dérivés pour assumer ou atténuer un risque de crédit dans la gestion de ses portefeuilles de prêt et de placement. Les questions de risque liés aux crédits sur produits dérivés telles que l'évaluation, la mesure du risque, et le modèle de risque sont analogues à celles que l'on retrouve dans d'autres produits dérivés, et elles sont soumises à l'ensemble des mêmes procédés de contrôle.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité découle de la non-concordance des flux de trésorerie. Le processus de gestion des liquidités a pour but de placer la Banque dans une position telle qu'elle soit capable d'honorer tous ses engagements financiers à mesure qu'ils arrivent à échéance. À cette fin, la Banque évalue et prévoit ses engagements de trésorerie, exerce des contrôles sur ses écarts de trésorerie, fait appel à diverses sources de financement, fixe des plafonds prudents et veille à avoir un accès immédiat à des actifs liquides. De plus, le maintien d'une cote de solvabilité élevée lui garantit l'accès rapide à des capitaux moyennant des taux et des conditions favorables. La Banque a recours à une analyse des écarts pour mesurer le risque de liquidité associé à ses principales devises et effectue des essais moyennant des scénarios, qui lui permettent d'évaluer ses hypothèses en matière de liquidité ainsi que son aptitude à maintenir son exploitation sous la contrainte.

Le conseil d'administration approuve chaque année les plafonds destinés à contrôler l'écart cumulatif net dans le monde entre les flux de trésorerie sensibles au passif de la Banque et les actifs liquides de base minimaux qu'il convient de maintenir pour les principales monnaies. Le Comité de gestion du passif évalue chaque semaine le profil de liquidité de la Banque.

Des dispositifs d'intervention font partie intégrante des plans de reprise des activités de la Banque. Malgré le bouleversement causé par les événements tragiques du 11 septembre 2001 aux États-Unis dans les activités mondiales de la Banque, celle-ci a continué de respecter en temps utile ses engagements en matière de liquidité.

Financement

La Banque Scotia mise sur une vaste gamme de sources de financement et se fixe des plafonds prudents afin d'éviter une concentration indue. Ses principales sources de financement

Tableau 11 Écart de taux d'intérêt

Sensibilité aux taux d'intérêt ¹⁾ Au 31 octobre 2001 (en milliards de dollars)	Échéant à moins de 3 mois	Échéant entre 3 et 12 mois	Échéant à plus d'un an	Éléments non sensibles aux taux d'intérêt	Total
Dollars canadiens					
Actif	75,0 \$	14,9 \$	41,7 \$	5,6 \$	137,2 \$
Passif	68,5	23,2	23,9	21,6	137,2
Écart	6,5	(8,3)	17,8	(16,0)	
Écart cumulatif	6,5	(1,8)	16,0	–	
Devises					
Actif	106,9	10,4	19,0	10,9	147,2
Passif	126,8	3,4	3,5	13,5	147,2
Écart	(19,9)	7,0	15,5	(2,6)	
Écart cumulatif	(19,9)	(12,9)	2,6	–	
Total					
Écart	(13,4)\$	(1,3)\$	33,3 \$	(18,6)\$	
Écart cumulatif	(13,4)	(14,7)	18,6	–	
Au 31 octobre 2000					
Écart	(1,7)\$	(4,0)\$	24,1 \$	(18,4)\$	
Écart cumulatif	(1,7)	(5,7)	18,4	–	

1) Compte tenu de l'inclusion des instruments hors bilan et du montant estimatif des remboursements anticipés de prêts aux particuliers et de prêts hypothécaires. L'écart hors bilan est porté au passif.

Tableau 12 Liquidités

Pour les exercices (en millions de dollars)	2001	2000	1999	1998	1997
Actifs liquides en dollars canadiens					
Encaisse et dépôts à la Banque du Canada	1 062 \$	648 \$	642 \$	680 \$	404 \$
Dépôts à d'autres banques	1 124	1 131	1 327	1 399	2 769
Valeurs mobilières	25 284	22 129	16 571	15 109	14 417
Prêts à vue et à moins d'un an	–	–	–	–	25
27 470	23 908	18 540	17 188	17 615	
Actifs liquides en devises					
Encaisse et dépôts à la Banque du Canada	2 147	1 598	1 302	1 680	654
Dépôts à d'autres banques	15 827	15 368	13 844	19 141	14 347
Valeurs mobilières	17 702	12 058	10 229	7 531	7 200
Prêts à vue et à moins d'un an	291	–	–	86	–
35 967	29 024	25 375	28 438	22 201	
Total des actifs liquides					
Encaisse et dépôts à la Banque du Canada	3 209	2 246	1 944	2 360	1 058
Dépôts à d'autres banques	16 951	16 499	15 171	20 540	17 116
Valeurs mobilières	42 986	34 187	26 800	22 640	21 617
Prêts à vue et à moins d'un an	291	–	–	86	25
63 437 \$	52 932 \$	43 915 \$	45 626 \$	39 816 \$	
Actifs liquides en pourcentage de l'actif total	22,3 %	20,9 %	19,7 %	19,5 %	20,4 %

sont les capitaux propres, les dépôts de base des clientèles privée et commerciale et les dépôts de gros recueillis sur les marchés interbancaires et commerciaux. L'important réseau de succursales de la Banque Scotia au Canada et à l'étranger contribue fortement à la diversification des sources de financement et à la hausse de ses dépôts de base.

Malgré le fléchissement marqué de la courbe de rendement et la chute continue des taux d'intérêt au cours de l'exercice 2001, la Banque a continué d'attirer des dépôts à la fois des clients privés et institutionnels. Cette augmentation de l'approvisionnement en fonds peut, en grande partie, être attribuée à une migration de fonds en provenance du marché des actions.

Les programmes de titrisation de l'actif et d'émission de billets dans le public ont contribué en outre à faciliter le financement. En 2001, la Banque a titrisé des marges de crédit de particuliers d'une valeur de 1,0 milliard de dollars, a émis des euro-billets à moyen terme pour 2,5 milliards de dollars et des billets à moyen terme pour 765 millions de dollars sur le marché canadien. Elle a vendu également 600 millions de dollars de titres hypothécaires LNH à Canada Housing Trust en tant que membre du programme d'obligation hypothécaire du Canada.

La Banque profite largement de l'importance de son financement de base, qui représente actuellement la moitié de son financement total. En 2001, le financement de base a continué à croître, atteignant 134 milliards de dollars au 31 octobre 2001 (118 milliards de dollars en 2000).

Actifs liquides

La Banque maintient d'importants avoirs en actifs liquides dont elle peut se servir pour continuer ses activités en cas de perturbations imprévues. Au 31 octobre 2001, les actifs liquides s'élevaient à 63 milliards de dollars (52,9 milliards de dollars en 2000), soit 22 % du total de l'actif (légèrement en hausse par rapport aux actifs liquides de l'exercice précédent). Ces actifs se composaient de titres à hauteur de 68 % (65 % en 2000), ainsi que d'espèces et de dépôts à hauteur de 32 % (35 % en 2000). Les avoirs des actifs dits hautement liquides doivent correspondre à une proportion minimale prescrite de l'écart entre les flux nets de trésorerie.

La Banque remet une partie de ces actifs liquides en garantie de sa participation à certains marchés et à certaines activités. Au 31 octobre 2001, l'actif total qui avait été donné en garantie s'élevait à 42,9 milliards de dollars (31,1 milliards de dollars en 2000). La majeure partie de ce montant provient des activités de rachat de titres et d'emprunt de la Banque.

Risque d'exploitation

On entend par risque d'exploitation le risque de perte découlant de l'insuffisance ou de la défaillance des procédés, d'erreurs humaines et des systèmes à l'interne, ou encore, d'événements externes. Les pertes découlant du risque d'exploitation peuvent être rangées dans les catégories suivantes :

- Erreurs humaines ou pannes dans le traitement des opérations, y compris dans la compensation versée à des clients, et les versements effectués erronément à des tiers et dont les montants n'ont pas été recouvrés;
- responsabilité légale découlant du défaut de respecter des exigences légales ou contractuelles, y compris les normes en matière de santé et de sécurité;
- amendes et pénalités à verser par suite de l'omission de respecter des règlements ou des lois;
- pertes dues à des fraudes, vols et activités non autorisées; et
- perte ou dommage à des biens par suite de catastrophes naturelles, d'actes de terrorisme ou de guerre, ou autres accidents.

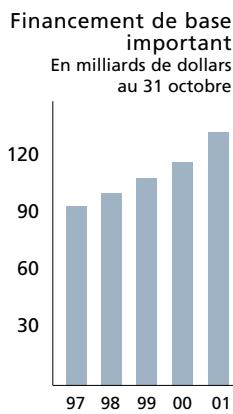
La Banque a fixé des normes générales pour l'ensemble des groupes afin de s'assurer d'une bonne analyse et d'un bon contrôle des risques, y compris des politiques de gestion du risque, un processus rigoureux de planification, un examen régulier des entreprises, une application générale de ses lignes directrices en matière de révision, et a clairement désigné et documenté ceux qui sont investis du pouvoir d'approbation.

Le risque d'exploitation est géré et contrôlé à l'intérieur de chaque secteur d'activité; nous avons mis en oeuvre un vaste assortiment de contrôles, de freins et contrepoids destinés à atténuer le risque d'exploitation, et nous en avons fait une part intégrante de notre culture de gestion du risque. Parmi les mesures de protection mises sur pied afin de réduire au minimum la possibilité que ces risques aient une incidence négative importante sur la Banque, on trouve les suivantes :

- définition, évaluation, mesure et gestion continues des risques d'exploitation auxquels la Banque est exposée;
- personnel compétent et bien formé, y compris une équipe de direction avertie, expérimentée et vouée à la gestion du risque;
- séparation des tâches et délégation de pouvoir au sein des unités;
- processus complet de planification de la reprise des activités, y compris des plans d'action pour tous les secteurs d'activité importants et de nombreuses installations de secours, sur place et à l'extérieur, qui garantissent la continuité de la prestation des services.

Il y a de même des examens périodiques par des vérificateurs internes indépendants chevronnés qui étudient en profondeur la conception et le fonctionnement des systèmes de contrôle interne de tous les groupes commerciaux et de soutien, les nouveaux produits et systèmes, ainsi que la fiabilité et l'intégrité des opérations de traitement des données.

Sensible à la nécessité d'une approche coordonnée au sein de tous les groupes pour mettre en œuvre de nouvelles méthodes et gérer les avancées dans le domaine du risque d'exploitation, la Banque a mis sur pied une nouvelle unité chargée de la gestion du risque d'exploitation à l'échelle mondiale. Collaborant étroitement avec les groupes des secteurs d'activité et les spécialistes, cette unité a pris des mesures proactives en vue d'élaborer et mettre en application de nouvelles méthodes permettant de repérer, de mesurer, d'évaluer et de gérer le risque d'exploitation. Dans le cadre de ces mesures, interviennent la définition d'un cadre permettant de cerner le risque et la constitution d'une base de données centralisée des pertes d'exploitation aux fins de la quantification du risque.



Données supplémentaires*

Risque de crédit

Tableau 13 Répartition géographique de l'actif productif

Au 30 septembre (en milliards de dollars)	2001		2000	1999	1998	1997
	Solde	% de l'actif productif				
Amérique du Nord						
Canada	135,3\$	53,2 %	133,0 \$	122,7 \$	119,2 \$	111,9 \$
États-Unis	43,1	17,0	44,0	38,9	38,9	28,2
	178,4	70,2	177,0	161,6	158,1	140,1
Europe						
Royaume-Uni	10,4	4,1	9,2	8,1	8,8	6,5
France	1,5	0,6	1,9	1,7	2,4	2,2
Allemagne	3,5	1,4	3,3	2,4	2,3	1,6
Autres pays d'Europe	8,0	3,2	5,9	6,4	7,6	5,5
	23,4	9,3	20,3	18,6	21,1	15,8
Asie						
Japon	1,4	0,5	1,3	1,3	2,6	4,6
Hong-Kong	1,4	0,5	2,0	1,6	1,7	1,4
Corée du Sud	1,5	0,6	1,4	1,4	1,2	0,9
Autres pays d'Asie	4,7	1,9	3,7	3,5	3,9	3,8
	9,0	3,5	8,4	7,8	9,4	10,7
Antilles						
Jamaïque	3,2	1,2	2,8	2,7	2,4	1,8
Porto Rico	2,4	1,0	2,1	2,0	2,0	1,5
Bahamas	1,7	0,7	1,5	1,4	1,3	0,9
Trinité-et-Tobago	1,7	0,7	1,5	1,3	1,2	0,8
Autres pays des Antilles	5,2	2,0	4,6	4,2	4,0	3,0
	14,2	5,6	12,5	11,6	10,9	8,0
Amérique latine						
Argentine	3,7	1,4	3,7	3,3	3,4	0,4
Chili	3,0	1,2	3,1	0,4	0,4	0,2
Mexique	19,7	7,7	1,5	1,2	1,4	1,0
Autres pays d'Amérique latine	3,9	1,6	3,3	2,8	2,9	1,4
	30,3	11,9	11,6	7,7	8,1	3,0
Moyen-Orient et Afrique						
Provision générale ¹⁾	0,4	0,1	0,4	0,6	0,6	0,2
Total	(1,5)	(0,6)	(1,3)	(1,3)	(0,6)	(0,5)
	254,2 \$	100,0 %	228,9 \$	206,6 \$	207,6 \$	177,3 \$

1) Au 31 octobre

* Certains chiffres correspondants du présent rapport annuel ont été reclassés pour qu'ils soient conformes au mode de présentation de l'exercice écoulé.

Tableau 14 Créesances à risque outre-frontière de secteurs géographiques choisis¹⁾

Au 31 octobre (en millions de dollars)	Prêts	Dépôts inter-banques	Opérations	Titres d'État	Participation dans les filiales et sociétés affiliées	Autres	2001 Total	2000 Total
Asie								
Thaïlande	110	\$	– \$	14 \$	– \$	– \$	20 \$	108 \$
Indonésie	128	–	–	–	–	–	128	182
Malaysia	650	18	20	219	121	3	1 031	715
Philippines	123	–	–	190	–	–	313	313
	1 011	18	34	409	121	23	1 616	1 318
Corée du Sud	656	–	455	441	–	2	1 554	1 425
Hong-Kong	478	–	70	16	–	4	568	872
Autres pays d'Asie ²⁾	274	8	107	–	–	23	412	344
	2 419	26	666	866	121	52	4 150	3 959
Amérique latine								
Mexique	497	–	235	1 012	329 ³⁾	9	2 082	1 460
Brésil	66	–	555	519	–	–	1 140	1 070
Argentine ⁴⁾	346	31	168	143	326 ³⁾	–	1 014	905
Venezuela	11	–	–	208	130	1	350	363
Chili	209	238	27	–	202 ³⁾	12	688	445
Autres pays d'Amérique latine ⁵⁾	996	50	123	125	170	–	1 464	983
	2 125	319	1 108	2 007	1 157	22	6 738	5 226
Europe centrale et Europe de l'Est								
	–	–	1	5	–	–	6	8
Total	4 544 \$	345 \$	1 775 \$	2 878 \$	1 278 \$	74 \$	10 894 \$	9 193 \$

1) Les créances à risque outre-frontière sont les créances sur un prêteur situé dans un pays étranger; elles sont libellées dans une monnaie autre que la monnaie locale et sont établies en fonction du risque ultime.

2) Incluant la Chine, Singapour et Taïwan.

3) Écart d'acquisition exclu.

4) Déduction faite des réserves de 100 millions de dollars, établies en 2001, le montant total de l'exposition à l'Argentine s'élèverait à 914 millions de dollars au 31 octobre 2001.

5) Incluant la Colombie, le Costa Rica, le Salvador, le Panama, le Pérou et l'Uruguay.

Tableau 15 Prêts et acceptations par secteur géographique

À l'exclusion des conventions de revente Au 30 septembre (en milliards de dollars)	2001	2000	1999	1998	1997	Pourcentage du total	
						2001	1997
Canada							
Provinces de l'Atlantique	9,3 \$	9,2 \$	9,1 \$	9,0 \$	8,4 \$	5,9 %	6,8 %
Québec	6,9	8,1	7,5	7,6	7,2	4,4	5,8
Ontario	51,5	50,7	48,3	48,1	46,6	32,8	38,0
Manitoba et Saskatchewan	4,8	4,4	4,2	4,1	3,9	3,0	3,2
Alberta	11,1	11,0	10,0	9,9	8,7	7,0	7,1
Colombie-Britannique	12,2	12,4	12,1	12,2	11,2	7,8	9,1
	95,8	95,8	91,2	90,9	86,0	60,9	70,0
Étranger							
États-Unis	21,5	23,5	22,0	25,5	18,0	13,7	14,7
Europe	10,3	9,3	7,9	9,1	6,7	6,6	5,4
Antilles	10,6	9,4	8,7	8,4	6,3	6,7	5,2
Asie	5,2	5,8	5,7	5,9	5,3	3,3	4,3
Amérique latine	15,0	7,6	4,4	4,7	0,9	9,5	0,7
Moyen-Orient et Afrique	0,3	0,3	0,4	0,4	0,1	0,2	0,1
	62,9	55,9	49,1	54,0	37,3	40,0	30,4
Provision générale ¹⁾	(1,5)	(1,3)	(1,3)	(0,6)	(0,5)	(0,9)	(0,4)
Total des prêts et acceptations	157,2 \$	150,4 \$	139,0 \$	144,3 \$	122,8 \$	100,0 %	100,0 %

1) Au 31 octobre

Tableau 16 Prêts et acceptations par catégorie d'emprunteur

À l'exclusion des conventions de revente Au 30 septembre (en milliards de dollars)	2001		2000	1999	1998
	Solde	% du total			
Prêts aux ménages					
Prêts hypothécaires à l'habitation	52,5 \$	33,4 %	49,8 \$	47,6 \$	45,2 \$
Prêts aux particuliers	19,7	12,5	17,7	16,5	19,7
	72,2	45,9	67,5	64,1	64,9
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques					
Ressources et transformation sauf l'industrie de l'automobile					
Pétrole et gaz	3,5	2,2	4,3	3,3	3,7
Aliments et boissons	3,4	2,1	3,0	2,5	2,8
Matériel électrique et autre matériel	3,2	2,0	2,9	2,7	2,5
Produits chimiques	2,7	1,7	2,0	1,8	2,0
Produits forestiers	2,5	1,6	2,1	2,2	2,4
Agriculture	2,3	1,5	2,2	2,0	1,8
Métaux de première fusion	2,2	1,4	2,1	2,0	2,0
Exploitation minière	1,7	1,1	1,5	1,8	1,6
Divers	4,9	3,2	5,4	4,4	4,7
Distribution en gros et au détail sauf l'industrie de l'automobile	26,4	16,8	25,5	22,7	23,5
Fabrication et distribution dans le secteur de l'automobile	6,4	4,1	6,8	6,7	6,7
Télécommunications et câble	5,6	3,6	6,0	5,8	6,0
Transports	4,9	3,1	4,1	2,4	3,1
Banques et autres services financiers	4,8	3,0	5,3	4,6	4,7
Services publics	4,4	2,8	4,7	4,4	5,1
Construction	3,9	2,5	2,6	2,3	2,7
Secteur immobilier	3,6	2,3	3,1	2,8	2,4
Médias	3,5	2,2	4,5	4,1	4,3
Hôtels	3,4	2,1	3,6	2,9	3,2
Administrations publiques	3,1	2,0	2,7	2,5	2,3
Sociétés de portefeuille	1,8	1,1	0,9	0,9	1,0
Hypothèques commerciales	1,7	1,1	2,2	2,6	3,7
Services de santé	1,4	0,9	1,7	1,6	1,8
Autres services	1,4	0,9	1,6	1,9	2,3
Total partiel	10,2	6,5	8,9	8,0	7,2
Provision générale ¹⁾	86,5	55,0	84,2	76,2	80,0
Total des prêts et acceptations	(1,5)	(0,9)	(1,3)	(1,3)	(0,6)
	157,2 \$	100,0 %	150,4 \$	139,0 \$	144,3 \$

1) Au 31 octobre

Tableau 17 Instruments de crédit hors bilan

Au 31 octobre (en milliards de dollars)	2001		2000	1999	1998	1997
Garanties et lettres de crédit	12,5 \$	12,0 \$	11,5 \$	11,5 \$	10,1 \$	
Engagements de crédit	132,6	127,7	115,0	101,5	88,9	
Opérations de prêt sur titres et engagements d'approvisionnement	3,9	5,5	3,0	3,1	4,6	
Total	149,0 \$	145,2 \$	129,5 \$	116,1 \$	103,6 \$	

Tableau 18 Évolution du montant net des prêts douteux¹⁾

<i>Au 31 octobre (en millions de dollars)</i>	2001	2000	1999	1998	1997
Montant brut des prêts douteux					
Solde au début de l'exercice	2 741 \$	2 380 \$	2 291 \$	2 137 \$	2 021 \$
Filiales nouvellement acquises, solde à la date d'acquisition	906	121	—	237	280
Montant net des nouveaux prêts douteux	1 820	965	809	368	311
Radiations	(1 165)	(781)	(658)	(552)	(519)
Redressement de change et autres	137	56	(62)	101	44
Solde à la fin de l'exercice	4 439	2 741	2 380	2 291	2 137
Provision pour créances irrécouvrables²⁾					
Solde au début de l'exercice	2 802	2 536	1 870	1 544	1 278
Filiales nouvellement acquises, solde à la date d'acquisition	919	153	—	160	138
Provision pour pertes sur prêts imputée					
Aux revenus	1 425	765	635	595	535
Aux bénéfices non répartis	—	—	550 ³⁾	—	—
Radiations	(1 165)	(781)	(658)	(552)	(519)
Recouvrements	123	113	138	57	70
Redressement de change et autres	76	16	1	66	42
Solde à la fin de l'exercice	4 180	2 802	2 536	1 870	1 544
Montant net des prêts douteux					
Solde au début de l'exercice		(61)	(156)	421	593
Variation nette du montant brut des prêts douteux	1 698	361	89	154	116
Variation nette de la provision pour créances irrécouvrables	(1 378)	(266)	(666)	(326)	(266)
Solde à la fin de l'exercice	259 \$	(61) \$	(156) \$	421 \$	593 \$

1) Compte non tenu des prêts douteux à des pays désignés à marché naissant.

2) Compte tenu des provisions spécifiques et générales.

3) Voir la note de bas de page 1) à la page 6.

Tableau 19 Provisions spécifiques pour pertes sur prêts par secteur d'activité

<i>Pour les exercices (en millions de dollars)</i>	2001	2000	1999	1998	1997
Opérations canadiennes					
Clientèle privée	140 \$	140 \$	150 \$	216 \$	172 \$
Clientèle commerciale	106	28	84	80	60
	246	168	234	296	232
Opérations internationales					
Amérique latine	162	99	73	26	—
Antilles	62	61	33	29	37
Asie	25	16	—	97	134
Europe	1	9	9	3	3
	250	185	115	155	174
Scotia Capitaux					
Canada	38	33	(87)	2	(22)
États-Unis et autres pays	716	379	223	42	(24)
	754	412	136	44	(46)
Total	1 250 \$	765 \$	485 \$	495 \$	360 \$

Tableau 20 Provisions pour pertes sur prêts en pourcentage de l'encours moyen des prêts et acceptations

<i>Pour les exercices (%)</i>	2001	2000	1999	1998	1997
Canada					
Prêts hypothécaires à l'habitation, prêts aux particuliers et sur cartes de crédit	0,23 %	0,23 %	0,25 %	0,37 %	0,35 %
Prêts aux entreprises	0,34	0,15	(0,01)	0,22	0,12
États-Unis et autres pays	1,22	0,87	0,57	0,40	0,37
Total partiel pondéré – provisions spécifiques	0,68	0,46	0,31	0,34	0,30
Provision générale	0,10	—	0,10 ¹⁾	0,07	0,14
Provision pour risque-pays	—	—	—	—	S.O.
Total pondéré	0,78 %	0,46 %	0,41 %	0,41 %	0,03 %

1) Voir la note de bas de page 1) à la page 6.

Capital

Tableau 21 Activité de financement des immobilisations

Émissions	Échéances/rachats
Aucune	
	Débentures subordonnées
	30 novembre 2000 : 25 000 000 \$, à 5,75 %, échéant le 12 mai 2014
	1 ^{er} mars 2001 : 3 751 000 \$, à 11,40 %, échéant le 1 ^{er} mars 2001
	26 mars 2001 : 34 826 000 \$, à 10,75 %, échéant le 26 mars 2001
	19 juillet 2001 : 42 898 000 \$, à 10,35 %, échéant le 19 juillet 2001
	Actions privilégiées
	26 avril 2001 : 71 000 \$, série 10, à dividende non cumulatif

Tableau 22 Actif pondéré en fonction du risque

Facteur de conversion	Facteur de pondération	2001		2000	
		Brut	Pondéré en fonction du risque	Brut	Pondéré en fonction du risque
Au bilan					
–	0 – 20 %	Liquidités	20,2 \$	3,0 \$	18,8 \$
–	0 – 100 %	Valeurs mobilières ¹⁾	53,3	11,3	41,4
–	0 – 50 %	Prêts hypothécaires à l'habitation	52,3	13,7	50,0
–	0 – 100 %	Prêts et acceptations	132,5	99,8	125,7
–	0 – 100 %	Autres éléments d'actif	26,1	6,1	17,3
		Total au bilan	284,4	133,9	253,2
Hors bilan					
Instruments de crédit indirect					
0 %	–	Engagements de crédit à un an et moins	92,2	–	84,6
20 %	0 – 100 %	Lettres de crédit commercial à court terme	0,8	0,1	0,8
50 %	0 – 100 %	Engagements de crédit à plus long terme	40,4	17,7	43,1
50 %	0 – 100 %	Garanties non financières, lettres de crédit de soutien, facilités d'émission d'effets et facilités renouvelables à prise ferme	4,8	2,4	4,4
100 %	0 – 100 %	Garanties financières, lettres de crédit de soutien, prêts sur titres et engagements d'approvisionnement	10,8	4,5	12,3
			149,0	24,7	145,2
Instruments relatifs aux taux d'intérêt					
0 – 1,5 %	0 – 50 %	Contrats à terme et contrats de garantie de taux d'intérêt	192,7	0,1	221,3
0 – 1,5 %	0 – 50 %	Swaps de taux d'intérêt	514,1	3,3	451,8
0 – 1,5 %	0 – 50 %	Options sur taux d'intérêt	108,2	0,2	145,0
			815,0	3,6	818,1
Instruments relatifs aux devises					
1 – 7,5 %	0 – 50 %	Contrats à terme et contrats sur devises	204,2	1,5	160,2
1 – 7,5 %	0 – 50 %	Swaps de devises	50,2	0,9	42,0
1 – 7,5 %	0 – 50 %	Options sur devises	9,2	0,1	11,7
			263,6	2,5	213,9
Autres instruments dérivés					
6 – 15 %	0 – 50 %	Total hors bilan	26,4	0,9	25,8
Total de l'actif brut et de l'actif pondéré en fonction du risque					
Incidence des accords généraux de compensation					
Risque de marché – équivalent de l'actif à risque ¹⁾					
		Total	1 538,4 \$	165,6 \$	1 456,2 \$

1) Inclut les éléments d'actif sujets au risque de marché. La pondération du risque lié à ces éléments d'actif est comprise dans « Risque de marché – équivalent de l'actif à risque ».

Autres informations

Tableau 23 Composantes du revenu net en pourcentage de l'actif total moyen¹⁾

Base de mise en équivalence fiscale Pour les exercices (%)	2001	2000	1999 ²⁾	1998	1997
	2,37 %	2,26 %	2,11 %	2,11 %	2,13 %
Revenu d'intérêts net	(0,53)	(0,32)	(0,28)	(0,28)	(0,02)
Provision pour pertes sur prêts	1,50	1,54	1,39	1,33	1,50
Autres revenus					
Revenu d'intérêts net et autres revenus	3,34	3,48	3,22	3,16	3,61
Frais autres que d'intérêts	(2,08)	(2,16)	(2,08)	(2,08)	(2,11)
Provision pour frais de restructuration et radiation de l'écart d'acquisition	–	0,01	0,01	–	(0,15)
Revenu net avant les éléments ci-dessous :	1,26	1,33	1,15	1,08	1,35
Provision pour impôts sur le revenu et part des actionnaires sans contrôle	(0,46)	(0,52)	(0,47)	(0,43)	(0,50)
Revenu net	0,80 %	0,81 %	0,68 %	0,65 %	0,85 %
Actif total moyen (en milliards de dollars)	271,8 \$	238,7 \$	229,0 \$	214,0 \$	179,2 \$

1) Le revenu provenant de valeurs mobilières non assujetties à l'impôt est indiqué sur une base de mise en équivalence fiscale, avant impôts. La provision pour impôts sur le revenu a été redressée en conséquence : 230 millions de dollars en 2001; 194 millions de dollars en 2000; 163 millions de dollars en 1999; 129 millions de dollars en 1998; 103 millions de dollars en 1997.

2) Voir la note de bas de page 1) à la page 6.

Tableau 24 Provision générale et gains (pertes) non réalisé(e)s sur valeurs détenues aux fins de placement

Pour les exercices (en millions de dollars)	2001	2000	1999	1998	1997
	1 475 \$	1 300 \$	1 300 \$	600 \$	500 \$
Provision générale					
Valeurs détenues aux fins de placement					
Actions privilégiées et ordinaires	35 \$	466 \$	244 \$	50 \$	225 \$
Obligations de pays désignés à marché naissant	173	283	201	139	372
Autres titres à revenu fixe	329	114	(145)	(108)	220
	537 \$	863 \$	300 \$	81 \$	817 \$

Tableau 25 Biens sous administration et biens sous gestion

Au 30 septembre (en milliards de dollars)	2001	2000	1999	1998	1997
	2001	2000	1999	1998	1997
Biens sous administration					
Particuliers					
Courtage au détail	41,7 \$	46,5 \$	36,0 \$	30,3 \$	29,9 \$
Gestion de placements et services fiduciaires	47,3	47,3	46,9	38,8	36,3
	89,0	93,8	82,9	69,1	66,2
Fonds communs de placement	11,3	10,5	8,8	8,0	7,9
Institutions	41,5	50,6	49,7	40,3	38,3
Total	141,8 \$	154,9 \$	141,4 \$	117,4 \$	112,4 \$
Biens sous gestion					
Particuliers					
Fonds communs de placement au détail	8,2 \$	8,7 \$	7,5 \$	6,8 \$	7,1 \$
Institutions	9,2	8,1	7,1	4,7	5,0
Total	19,1 \$	18,8 \$	16,2 \$	13,5 \$	14,1 \$

Tableau 26 Honoraire des vérificateurs des actionnaires

Pour les exercices (en millions de dollars)	2001	2000	1999 ¹⁾
	2001	2000	1999 ¹⁾
Vérification (et services connexes)	8,4 \$	7,2 \$	6,6 \$
Autres services	4,5	3,7	4,4
Total	12,9 \$	10,9 \$	11,0 \$

1) Retraité pour exclure les honoraire payés par la Banque à titre de mandataire.

Tableau 27 Informations choisies par trimestre

Données trimestrielles	2001				2000			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Résultats d'exploitation (en millions de dollars)								
Revenu d'intérêts net et autres revenus	2 658	2 681	2 549	2 383	2 258	2 375	2 251	1 980
Provision pour pertes sur prêts	350	325	350	400	226	227	177	135
Frais autres que d'intérêts	1 490	1 518	1 394	1 260	1 291	1 310	1 332	1 186
Impôts sur le revenu	212	243	232	189	223	272	263	232
Revenu net	566	554	539	510	497	548	465	416
Dividendes versés sur actions privilégiées	27	27	27	27	27	27	27	27
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires	539	527	512	483	470	521	438	389
Mesures d'exploitation (en pourcentage)								
Rendement des capitaux propres	17,0	17,3	17,9	17,0	17,0	19,8	17,7	15,9
Ratio de productivité	54,6	55,4	53,7	51,7	55,9	54,0	58,0	58,6
Marge nette sur intérêts (BMEF) ¹⁾	2,46	2,43	2,34	2,23	2,32	2,37	2,25	2,08
Données du bilan et hors bilan (en milliards de dollars)								
Liquidités et valeurs mobilières	73,4	68,7	68,8	68,3	60,1	55,9	59,1	54,8
Prêts et acceptations	184,7	182,0	184,7	185,4	175,7	170,7	168,5	160,3
Total de l'actif	284,4	271,2	274,9	272,8	253,2	243,1	244,8	232,4
Dépôts	186,2	178,5	181,2	181,8	173,9	167,7	169,1	162,6
Débentures subordonnées	5,3	5,3	5,3	5,3	5,4	5,3	5,4	5,3
Actions privilégiées	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8
Avoir des porteurs d'actions ordinaires	12,8	12,3	11,9	11,4	11,2	10,7	10,3	9,9
Biens sous administration	141,8	161,1	158,9	152,1	154,9	153,0	158,1	150,6
Biens sous gestion	19,1	18,6	18,4	18,5	18,8	18,0	17,7	17,0
Mesures du bilan (en pourcentage)								
Coefficient du capital de catégorie 1	9,3	9,1	9,0	8,6	8,6	8,5	8,4	8,0
Coefficient du capital total	13,0	12,7	12,5	12,1	12,2	12,1	12,0	11,7
Coefficient du capital-actions ordinaire par rapport à l'actif rajusté en fonction du risque	8,1	7,9	7,8	7,4	7,3	7,2	7,0	6,9
Montant net des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations	0,14	0,22	0,38	0,58	(0,03)	(0,10)	(0,08)	(0,11)
Provision spécifique pour pertes sur prêts en pourcentage de l'encours moyen des prêts et acceptations	0,75	0,54	0,55	0,91	0,52	0,54	0,44	0,34
Données sur les actions ordinaires								
Par action (en dollars)								
– Bénéfice de base	1,08	1,05	1,02	0,97	0,95	1,05	0,88	0,79
– Bénéfice dilué ²⁾	1,05	1,04	1,01	0,95	0,93	1,04	0,88	0,78
– Dividendes	0,34	0,31	0,31	0,28	0,28	0,24	0,24	0,24
– Valeur comptable	25,47	24,48	23,85	22,94	22,49	21,60	20,71	19,92
Cours de l'action (en dollars) – Haut	50,50	47,75	47,85	45,95	45,65	39,05	34,15	34,10
– Bas	42,50	37,50	37,30	37,70	36,40	33,15	26,05	26,80
– Clôture	43,85	45,35	38,05	45,45	43,50	37,55	33,75	29,55
Actions en circulation (en millions)								
– Moyenne – De base	503,0	501,2	499,8	498,4	497,0	495,8	494,8	494,3
– Moyenne – Diluée ²⁾	511,9	509,4	507,8	506,8	505,4	502,3	498,7	498,6
– Fin du trimestre	503,8	502,2	500,4	499,5	498,0	496,4	495,2	494,7
Valeur boursière (en milliards de dollars)	22,1	22,8	19,0	22,7	21,7	18,6	16,7	14,6
Mesures d'évaluation								
Taux de rendement des actions (en %)	2,9	2,9	2,9	2,7	2,7	2,7	3,2	3,2
Ratio de distribution (en %)	31,7	29,5	30,3	28,9	29,7	22,9	27,1	30,5
Ratio de la valeur marchande à la valeur comptable	1,7	1,9	1,6	2,0	1,9	1,7	1,6	1,5
Ratio cours-bénéfice	10,6	11,4	9,5	11,8	11,9	10,8	10,6	9,8

1) Base de mise en équivalence fiscale

2) Ces résultats reflètent l'effet dilutif des options d'achat d'actions selon la méthode du rachat d'actions.

Glossaire

ACCEPTATION BANCAIRE (AB) : Titre d'emprunt à court terme négociable, garanti contre commission par la banque de l'émetteur.

ACTIF RAJUSTÉ EN FONCTION DU RISQUE : Actif calculé en appliquant des méthodes de pondération selon le degré de risque de crédit pour chaque catégorie d'actif de contrepartie. Les instruments hors bilan sont convertis en équivalents au bilan, selon des facteurs de conversion précis, avant que ne s'appliquent les pondérations de risque pertinentes.

BASE DE MISE EN ÉQUIVALENCE FISCALE (BMEF) : Majoration du revenu exonéré d'impôts gagné sur certains titres jusqu'à un montant équivalent avant impôts. Cette exonération permet d'évaluer et de comparer uniformément le revenu d'intérêts net provenant de sources imposables et celui qui provient de sources non imposables.

BIENS SOUS ADMINISTRATION ET BIENS SOUS GESTION : Biens qui appartiennent à des clients à qui la Banque procure des services de gestion et de garde. Ces biens ne sont pas inscrits au bilan de la Banque.

BSIF : Bureau du surintendant des institutions financières du Canada, qui constitue l'autorité de réglementation des banques canadiennes.

CAPITAL : Le capital se compose de l'avoir des porteurs d'actions ordinaires, d'actions privilégiées et de débentures subordonnées. Le capital contribue à la croissance de l'actif, constitue un coussin contre les pertes sur prêts et protège les déposants.

COEFFICIENTS DU CAPITAL TOTAL : Rapport entre les capitaux propres et l'actif rajusté en fonction du risque, tel qu'il est stipulé par le BSIF, conformément aux lignes directrices de la Banque des règlements internationaux (BRI). Le capital de catégorie 1, qui est considéré comme le plus permanent, se compose surtout de l'avoir des porteurs d'actions ordinaires, plus les actions privilégiées à dividende non cumulatif, moins la fraction non amortie de l'écart d'acquisition. Le capital de catégorie 2 se compose surtout d'actions privilégiées à dividende cumulatif, de débentures subordonnées et de la provision générale. Ensemble, le capital de catégorie 1 et le capital de catégorie 2, moins certaines déductions, constituent le capital total.

CONTRAT À TERME NORMALISÉ : Engagement d'acheter ou de vendre un montant désigné de marchandises, de titres ou de devises à une date et à un prix stipulés d'avance. Les contrats à terme normalisés sont négociés sur des bourses reconnues. Les gains ou pertes sur ces contrats sont réglés chaque jour, en fonction des cours de clôture.

CONTRAT DE GARANTIE DE TAUX D'INTÉRÊT : Contrat en vertu duquel un taux d'intérêt désigné s'applique à un montant nominal de référence pour une période prédéterminée. L'écart entre le taux établi par contrat et le taux en vigueur sur le marché est versé en espèces à la date de règlement. Ce genre de contrat sert à se prémunir contre les fluctuations futures des taux d'intérêt ou à en tirer parti.

CONTRAT SUR DEVISES : Engagement d'acheter ou de vendre un montant déterminé de devises à une date fixe et à un taux de change stipulé d'avance.

CONVENTION DE RACHAT : Engagement relatif à des actifs vendus aux termes d'une entente de rachat. Autrement dit, opération à court terme par laquelle la Banque vend des titres, généralement des obligations d'État, à un client et convient simultanément de les lui racheter à une date et à un prix déterminés. Il s'agit d'une forme de financement à court terme.

CONVENTION DE REVENTE : Engagement relatif à des actifs acquis aux termes d'une entente de revente. Autrement dit, opération à court terme par laquelle la Banque achète des titres, généralement des obligations d'État, à un client et convient simultanément de les lui revendre à une date et à un prix déterminés. Il s'agit d'une forme de prêt sur nantissement à court terme.

COUVERTURE : Opération qui a pour objet de se prémunir contre des risques de prix, de taux d'intérêt ou de change en prenant des positions qui devraient permettre de compenser les variations des conditions du marché.

ÉVALUATION À LA VALEUR DU MARCHÉ : Évaluation aux prix du marché, à la date de clôture de l'exercice, de titres et d'instruments hors bilan détenus à des fins de négociation tels que des contrats de taux d'intérêt et de change. L'écart entre la valeur marchande et la valeur comptable de ces titres et instruments est imputé au revenu à titre de gain ou de perte.

GAIN OU Perte DE CHANGE : Gain ou perte non matérialisé découlant de la conversion en dollars canadiens d'éléments d'actif et de passif libellés en devises, lorsque les taux de change à la date du bilan diffèrent des taux en vigueur à la clôture de l'exercice précédent.

GARANTIES ET LETTRES DE CRÉDIT : Engagements de la Banque d'effectuer des paiements pour le compte de clients ne pouvant pas respecter leurs obligations envers des tiers. La Banque possède normalement un droit de recours contre les clients à qui elle avance ainsi des fonds.

INSTRUMENT HORS BILAN : Engagement de crédit indirect, y compris un engagement de crédit en vertu duquel aucune somme n'a été prélevée et un instrument dérivé.

MARGE NETTE SUR INTÉRÊTS : Revenu d'intérêts net, sur une base de mise en équivalence fiscale, en pourcentage de l'actif total moyen.

MONTANT NOMINAL DE RÉFÉRENCE : Montant prévu au contrat ou montant en capital devant servir à payer certains instruments hors bilan tels que des contrats de garantie de taux d'intérêt, des swaps de taux d'intérêt et de devises. Ce montant est dit « nominal » parce qu'il ne fait pas lui-même l'objet d'un échange, mais constitue uniquement la base de calcul des montants qui changent effectivement de main.

OPTION : Contrat entre un acheteur et un vendeur conférant à l'acheteur de l'option le droit, mais non l'obligation, d'acheter ou de vendre une marchandise, un instrument financier ou une devise en particulier, à un prix ou à un taux préétabli, au plus tard à une date future convenue d'avance.

PAYS DÉSIGNÉS À MARCHÉ NAISSANT (PDMN) : Pays dans le cas desquels la Banque est tenue par le BSIF de constituer une provision pour risques-pays, du fait qu'elle leur a consenti des prêts ou qu'elle leur a acheté des titres.

POINT DE BASE : Unité de mesure équivalant à un centième de un pour cent.

PRÊT DOUTEUX : Prêt dans le cas duquel la Banque n'est plus raisonnablement assurée de recouvrer les intérêts et le capital à la date prévue, ou à l'égard duquel un paiement stipulé par contrat est en souffrance à la fin d'une période prescrite. Les intérêts ne sont pas comptabilisés dans le cas d'un prêt douteux.

PRODUIT DÉRIVÉ : Contrat financier dont la valeur est fonction du prix, du taux d'intérêt, du taux de change ou de l'indice des prix sous-jacents. Les contrats à terme, les contrats d'options et les swaps sont tous des instruments dérivés.

PROVISION GÉNÉRALE : Provision constituée par la Banque pour comptabiliser les pertes sur prêts qui sont survenues en date du bilan, mais qui n'ont pas encore été expressément déterminées au cas par cas.

PROVISION POUR CRÉANCES

IRRÉCOUVRABLES : Montant réservé qui, de l'avis de la direction, est suffisant pour combler toutes les créances irrécouvrables relatives à des éléments inscrits au bilan et hors bilan. Cette provision inclut les provisions spécifiques, la provision pour risques-pays ainsi que la provision générale. La provision pour créances irrécouvrables est portée en déduction des catégories de biens concernées inscrites au bilan.

PROVISION POUR RISQUES-PAYS : Montant mis de côté initialement dans les années 1987 à 1989 pour couvrir les pertes éventuelles découlant de l'exposition au risque attribuable à un groupe de pays à marché naissant désignés par le BSIF.

RATIO DE PRODUCTIVITÉ : Mesure de l'efficacité avec laquelle la Banque engage des frais pour produire des revenus. Ce ratio indique, en pourcentage, le rapport entre les frais autres que d'intérêts et la somme du revenu d'intérêts net (sur une base de mise en équivalence fiscale) et des autres revenus. Une diminution de ce ratio indique une hausse de la productivité.

RENDEMENT DES CAPITAUX PROPRES : Ratio de rentabilité égal au quotient du revenu net moins les dividendes sur actions privilégiées par l'avoisinement des porteurs d'actions ordinaires.

SERVICE INTERMÉDIAIRE : Le service intermédiaire joue un rôle important dans le cadre des activités de gestion du risque et de mesure. Les membres de ce service passent en revue les modèles et les évaluations utilisés par les courtiers, mettent au point et effectuent des tests de résistance au stress, des analyses de sensibilité et des calculs de la VAR; ils examinent l'évolution des résultats et participent à l'élaboration de nouveaux produits.

SWAP : Un swap de taux d'intérêt est une convention permettant l'échange de flux de paiements d'intérêt, habituellement un taux flottant pour un taux fixe, sur un montant nominal de référence et pour une période donnée. Un swap de devises est une convention d'échange de paiements dans différentes devises, sur des périodes déterminées à l'avance.

TITRISATION : Processus en vertu duquel des prêts sont vendus à une fiducie particulière qui émet, en temps normal, différentes catégories de titres adossés à des actifs afin de financer l'achat de prêts. La Banque peut fournir un certain niveau de garantie sur les prêts. Ceux-ci sont habituellement soustraits du bilan de la Banque, à condition que la garantie soit raisonnable.

VALEUR À RISQUE (VAR) : Estimation de la perte de valeur qui, à un seuil de confiance donné, pourrait éventuellement découler du fait que la Banque maintienne une position pendant une période déterminée.

États financiers consolidés 2001

	Page
États financiers vérifiés	
Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière	44
Rapport des vérificateurs	44
Bilan consolidé	45
État consolidé des revenus	46
État consolidé des modifications survenues dans l'avoir des actionnaires	47
État consolidé des flux de trésorerie	48
Notes afférentes aux états financiers consolidés	49
 Informations complémentaires	
Principales filiales	75
Statistiques des onze derniers exercices	76

États financiers consolidés

Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière

La direction de la Banque de Nouvelle-Écosse répond de l'intégrité et de l'objectivité de l'information financière figurant dans le présent rapport annuel. Les présents états financiers consolidés ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada y compris les exigences comptables du surintendant des institutions financières du Canada.

Les états financiers consolidés comprennent des montants qui sont, par nécessité, établis selon les meilleures estimations et au meilleur jugement de la direction. L'information financière présentée ailleurs dans le présent document est conforme à celle des états financiers consolidés.

La direction reconnaît depuis toujours qu'il est important que la Banque maintienne et renforce les normes de conduite les plus élevées dans toutes ses activités, y compris la préparation et la diffusion d'états qui présentent fidèlement la situation financière de la Banque. À cet égard, la Banque a mis au point et maintient un système de comptabilité et de présentation de l'information qui prévoit les contrôles internes nécessaires, de sorte que les opérations sont correctement autorisées et comptabilisées, les biens protégés contre les pertes attribuables à un usage ou à une cession non autorisés et les passifs dûment comptabilisés. Le système comporte aussi des politiques et des procédés écrits, le choix judicieux et la formation appropriée d'employés qualifiés, la mise en place de structures organisationnelles assurant une division précise et appropriée des responsabilités ainsi que la communication de politiques et de directives sur les opérations à l'échelle de la Banque.

Le système de contrôle interne est renforcé par une équipe professionnelle de vérificateurs internes qui examine périodiquement tous les aspects des activités de la Banque. De plus, l'inspecteur général de la Banque a pleinement et librement accès au comité de vérification du conseil d'administration et le rencontre périodiquement.

Peter C. Godsoe
Président du conseil
et chef de la direction

Bruce R. Birmingham
Président

Sarabjit S. Marwah
Vice-président à la direction et
chef des affaires financières

Toronto, le 5 décembre 2001

Rapport des vérificateurs

Aux actionnaires de La Banque de Nouvelle-Écosse

Nous avons vérifié les bilans consolidés de La Banque de Nouvelle-Écosse aux 31 octobre 2001 et 2000 et les états consolidés des revenus, des modifications survenues dans l'avoir des actionnaires et des flux de trésorerie des exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Banque. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages

KPMG s.r.l.
Comptables agréés

PricewaterhouseCoopers s.r.l.
Comptables agréés

Toronto, le 5 décembre 2001

Le surintendant des institutions financières du Canada effectue l'examen des affaires de la Banque ainsi que toute enquête à leur sujet qu'il peut juger nécessaire, pour s'assurer que les dispositions de la *Loi sur les banques* relatives à la sécurité des intérêts des déposants, des créanciers et des actionnaires de la Banque sont dûment observées et que la situation financière de la Banque est saine.

Le comité de vérification, entièrement composé d'administrateurs externes, examine les états financiers consolidés, de concert avec la direction et les vérificateurs indépendants, avant qu'ils soient approuvés par le conseil d'administration et soumis aux actionnaires de la Banque.

Le comité de révision du conseil d'administration, entièrement composé d'administrateurs externes, examine toutes les opérations entre apparentés ayant une incidence importante sur la Banque et fait état de ses conclusions au conseil d'administration.

KPMG s.r.l. et PricewaterhouseCoopers s.r.l., les vérificateurs indépendants nommés par les actionnaires de la Banque, ont vérifié les états financiers consolidés de la Banque conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada et ont exprimé leur opinion dans le rapport ci-après adressé aux actionnaires. Pour être en mesure d'exprimer leur opinion sur les états financiers consolidés, les vérificateurs nommés par les actionnaires examinent le système de contrôle interne et effectuent les travaux qu'ils jugent appropriés. Ils communiquent librement avec le comité de vérification, qu'ils rencontrent périodiquement afin de discuter de leur vérification et de leurs conclusions en ce qui a trait à l'intégrité de l'information financière et comptable de la Banque et aux questions connexes.

des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Banque aux 31 octobre 2001 et 2000 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus du Canada et les exigences comptables du surintendant des institutions financières du Canada.

Bilan consolidé

<i>Au 31 octobre (en millions de dollars)</i>	2001	2000
Actif		
Liquidités		
Encaisse et dépôts à d'autres banques sans intérêt	1 535 \$	1 191 \$
Dépôts à d'autres banques portant intérêt	16 897	16 250
Métaux précieux	1 728	1 303
	20 160	18 744
Valeurs mobilières (note 3)		
Placement	25 450	19 565
Négociation	27 834	21 821
	53 284	41 386
Prêts (note 4)		
Prêts hypothécaires à l'habitation	52 278	49 994
Prêts aux particuliers et sur cartes de crédit	19 804	17 704
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	75 850	75 646
Actifs acquis en vertu d'ententes de revente	27 500	23 559
	175 432	166 903
Autres		
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	9 301	8 807
Terrains, bâtiments et matériel (note 6)	2 325	1 631
Évaluation à la valeur du marché des instruments dérivés de négociation (note 21 d)	15 886	8 244
Autres éléments d'actif (note 7)	8 037	7 456
	35 549	26 138
	284 425 \$	253 171 \$
Passif et avoir des actionnaires		
Dépôts (note 8)		
Particuliers	75 573 \$	68 972 \$
Entreprises et administrations publiques	80 810	76 980
Banques	29 812	27 948
	186 195	173 900
Autres		
Acceptations	9 301	8 807
Obligations relatives aux actifs vendus en vertu d'ententes de rachat	30 627	23 792
Obligations relatives aux valeurs vendues à découvert	6 442	4 297
Évaluation à la valeur du marché des instruments dérivés de négociation (note 21 d)	15 453	8 715
Autres engagements (note 9)	15 369	14 586
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales (note 10)	1 086	729
	78 278	60 926
Débentures subordonnées (note 11)	5 344	5 370
Avoir des actionnaires		
Capital-actions (note 12)		
Actions privilégiées	1 775	1 775
Actions ordinaires	2 920	2 765
Bénéfices non répartis	9 913	8 435
	14 608	12 975
	284 425 \$	253 171 \$

Peter C. Godsoe
Président du conseil et chef de la direction

Bruce R. Birmingham
Président

État consolidé des revenus

<i>Exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars, sauf les données par action)</i>	2001	2000
Revenu d'intérêts		
Prêts	13 049 \$	12 129 \$
Valeurs mobilières	3 062	2 286
Dépôts à d'autres banques	872	916
	16 983	15 331
Frais d'intérêts		
Dépôts	8 233	8 192
Débentures subordonnées	303	324
Autres	2 247	1 616
	10 783	10 132
Revenu d'intérêts net	6 200	5 199
Provision pour pertes sur prêts (note 5)	1 425	765
Revenu d'intérêts net après provision pour pertes sur prêts	4 775	4 434
Autres revenus		
Services de dépôt et de paiement	772	624
Services de placement, de courtage et de fiducie	638	733
Commissions de crédit	640	632
Services de banque d'investissement	1 045	756
Gains nets sur valeurs détenues à des fins de placement	217	379
Revenus de titrisation	220	206
Autres	539	335
	4 071	3 665
Revenu d'intérêts net et autres revenus	8 846	8 099
Frais autres que d'intérêts		
Salaires et prestations au personnel	3 220	2 944
Frais de locaux et technologie	1 133	995
Communications et commercialisation	502	428
Autres frais	807	786
Provision pour frais de restructuration de Trustco National inc.	-	(34)
	5 662	5 119
Revenu avant les éléments ci-dessous	3 184	2 980
Provision pour impôts sur le revenu (note 14)	876	990
Quote-part du revenu net des filiales dévolue aux actionnaires sans contrôle	139	64
Revenu net	2 169 \$	1 926 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	108	108
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires	2 061 \$	1 818 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)		
De base	500 619	495 472
Dilué	508 995	501 253
Revenu net par action ordinaire (note 16)		
De base	4,12 \$	3,67 \$
Dilué	4,05 \$	3,63 \$
Dividendes par action ordinaire	1,24 \$	1,00 \$

État consolidé des modifications survenues dans l'avoir des actionnaires

<i>Exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars)</i>	2001	2000
Actions privilégiées (note 12)		
Banque	1 525 \$	1 525 \$
Société de placement hypothécaire Scotia	250	250
Total des actions privilégiées	1 775	1 775
Actions ordinaires (note 12)		
Solde au début de l'exercice	2 765	2 678
Actions	155	87
Solde à la fin de l'exercice	2 920	2 765
Bénéfices non répartis		
Solde au début de l'exercice	8 435	6 953
Effet cumulatif de l'adoption d'une nouvelle norme relative à la comptabilisation des impôts sur les bénéfices (note 14)	(39)	-
Revenu net	8 396	6 953
Dividendes : Actions privilégiées	2 169	1 926
Actions ordinaires	(108)	(108)
Actions ordinaires	(621)	(496)
Gains de change non réalisés, montant net	79	163
Frais nets d'émission d'actions et autres frais	(2)	(3)
Solde à la fin de l'exercice	9 913	8 435
Avoir des actionnaires à la fin de l'exercice	14 608 \$	12 975 \$

État consolidé des flux de trésorerie

<i>Provenance et (utilisation) des flux de trésorerie Exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars)</i>	2001	2000
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Revenu net	2 169 \$	1 926 \$
Ajustements au revenu net en vue de déterminer les flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation		
Amortissement	295	295
Provision pour pertes sur prêts	1 425	765
Impôts futurs	108	34
Provision pour frais de restructuration de Trustco National inc.	–	(34)
Gains nets sur valeurs détenues à des fins de placement	(217)	(379)
Intérêts courus nets à recevoir et à payer	(104)	(560)
Valeurs détenues à des fins de négociation	(2 817)	(7 406)
Autres, montant net	(1 316)	631
	(457)	(4 728)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Dépôts	845	14 215
Obligations relatives aux actifs vendus en vertu d'ententes de rachat	(975)	6 434
Obligations relatives aux valeurs vendues à découvert	2 122	1 445
Remboursement de débentures subordonnées	(106)	(66)
Capital-actions émis	111	52
Dividendes versés en espèces	(686)	(568)
Autres, montant net	(359)	1 013
	952	22 525
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Dépôts à d'autres banques portant intérêt	1 753	(1 001)
Prêts, à l'exclusion des titrisations	1 257	(19 108)
Titrisation de prêts	2 053	1 299
Valeurs détenues à des fins de placement		
Achats	(46 573)	(28 472)
Échéances	8 165	15 609
Ventes	33 233	13 884
Terrains, bâtiments et matériel, déduction faite des cessions	(164)	(100)
Autres, montant net ¹⁾	(29)	(60)
	(305)	(17 949)
Incidence des taux de change sur les espèces et quasi-espèces	37	(2)
Augmentation (diminution) des espèces et quasi-espèces	227	(154)
Espèces et quasi-espèces au début de l'exercice	734	888
Espèces et quasi-espèces à la fin de l'exercice	961 \$	734 \$
Composition :		
Encaisse et dépôts à d'autres banques ne portant pas intérêt	1 535 \$	1 191 \$
Chèques et autres effets en circulation, montant net (note 9)	(574)	(457)
Espèces et quasi-espèces à la fin de l'exercice	961 \$	734 \$
Décaissements effectués pour :		
Intérêts	11 214 \$	10 073 \$
Impôts sur le revenu	1 083 \$	831 \$

1) Comprend a) des placements dans des filiales totalisant 112 \$ (361 \$ en 2000), moins un montant de 83 \$ (112 \$ en 2000) en espèces et quasi-espèces à la date de l'acquisition; et b) un montant nul au titre du produit de cessions d'unités d'exploitation (189 \$ en 2000).

Notes afférentes aux États Financiers Consolidés

Note	Description	Page
1.	Principales conventions comptables	50
2.	Changements comptables futurs	53
3.	Valeurs mobilières	54
4.	Prêts	55
5.	Prêts douteux et provision pour créances irrécouvrables	55
6.	Terrains, bâtiments et matériel	56
7.	Autres éléments d'actif	56
8.	Dépôts	57
9.	Autres engagements	57
10.	Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	57
11.	Débentures subordonnées	58
12.	Capital-actions	59
13.	Rémunération à base d'actions	60
14.	Impôts sur le revenu	62
15.	Avantages sociaux futurs	63
16.	Revenu net par action ordinaire	64
17.	Opérations entre apparentés	64
18.	Résultats d'exploitation sectoriels	64
19.	Engagements et passif éventuel	66
20.	Instruments financiers	67
21.	Instruments dérivés	70
22.	Acquisition de filiales	74

1. Principales conventions comptables

Les états financiers consolidés de La Banque de Nouvelle-Écosse ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, y compris les exigences du surintendant des institutions financières du Canada (le surintendant). Les principales conventions comptables ayant servi à la préparation des présents états financiers consolidés sont résumées dans les pages qui suivent.

La préparation d'états financiers conformément aux PCGR exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif à la date des états financiers ainsi que sur les montants présentés au titre des revenus et des frais de l'exercice. Les résultats réels pourraient donc être différents de ces estimations.

Certains chiffres correspondants ont été reclasés pour qu'ils soient conformes à la présentation de l'exercice écoulé. Si de nouvelles conventions comptables ont été adoptées au cours de l'exercice, leurs effets sont décrits dans les notes respectives.

Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés reflètent l'actif, le passif et les résultats d'exploitation de la Banque ainsi que de toutes ses filiales et sociétés associées sous contrôle effectif après l'élimination des opérations et des soldes intersociétés. Les filiales sont définies comme des sociétés contrôlées par la Banque, qui sont normalement des sociétés dont la Banque détient plus de 50 % des actions comportant droit de vote. Les acquisitions de filiales sont comptabilisées selon la méthode de l'achat pur et simple.

L'excédent du coût des placements dans des filiales sur la juste valeur des éléments identifiables de l'actif net acquis est amorti sur les périodes estimatives au cours desquelles il procure un avantage, sans toutefois dépasser 20 ans. Le solde non amorti est porté au poste Autres éléments d'actif comme écart d'acquisition. La valeur de l'écart d'acquisition fait l'objet d'une évaluation régulière qui consiste à examiner les rendements des activités touchées, compte tenu du risque lié au placement. Toute réduction permanente de la valeur de l'écart d'acquisition est radiée et imputée au revenu. Les éléments identifiables de l'actif incorporel sont amortis sur les périodes estimatives au cours desquelles ils devraient procurer un avantage et le solde non amorti est porté au poste Autres éléments d'actif. Les éléments identifiables de l'actif incorporel font régulièrement l'objet d'une évaluation consistant en un examen des flux monétaires net futurs estimatifs en vue de déterminer s'il y a eu baisse de valeur.

Les placements dans les sociétés associées, c'est-à-dire les sociétés sur lesquelles la Banque exerce une influence notable, représentée par une participation directe ou indirecte de 20 % à 50 % dans les actions comportant droit de vote, sont comptabilisés à la valeur de consolidation et sont portés dans les Valeurs détenues à des fins de placement au bilan consolidé. La quote-part du revenu de ces sociétés revenant à la Banque est portée dans le revenu d'intérêts tiré de valeurs mobilières à l'état consolidé des revenus.

Conversion des monnaies étrangères

Les éléments d'actif et de passif libellés en devises sont convertis en dollars canadiens aux cours en vigueur à la fin de l'exercice, à l'exception des éléments ci-après, qui sont comptabilisés au coût d'origine en dollars canadiens : terrains, bâtiments, matériel et titres de participation en monnaies étrangères financés dans une devise autre que celle du placement. Tous les revenus et les frais libellés en devises sont convertis aux cours du change moyens, à l'exception de la dotation aux amortissements, qui est fondée sur le coût d'origine en dollars canadiens des éléments d'actif en cause.

Les gains et les pertes de change non réalisés qui résultent de la consolidation des positions nettes des placements en devises dans les succursales, les filiales et les sociétés associées, déduction faite des impôts sur le revenu y afférents, sont imputés au débit ou au crédit des bénéfices non répartis; il en va de même pour les gains ou les pertes découlant de la couverture de ces positions nettes des placements, à l'exception de ce qui suit. À la vente ou à la liquidation d'une partie importante d'une position d'un placement, les gains ou les pertes non réalisés comptabilisés précédemment à cet égard sont virés des bénéfices non répartis à l'état consolidé des revenus.

Le cas échéant, les gains et les pertes de change découlant des filiales et succursales autonomes œuvrant dans un contexte hautement inflationniste sont constatés au poste Services de banque d'investissement, sous la rubrique Autres revenus.

Métaux précieux

Les stocks de métaux précieux sont comptabilisés à la valeur du marché et portés dans le compte Liquidités au bilan consolidé. L'obligation découlant de certificats en cours est également constatée à la valeur du marché et inscrite dans Autres engagements au bilan consolidé.

Valeurs mobilières

Les valeurs mobilières sont détenues dans le portefeuille de placement ou dans le portefeuille de négociation.

Les valeurs détenues à des fins de placement comprennent les titres de créance et les actions détenus à des fins de liquidités et de placements à long terme. Lorsque la Banque détient moins de 20 % des actions comportant droit de vote d'une entité, elle comptabilise ces actions au coût, sauf s'il est établi qu'elle exerce une influence notable sur l'entité. Les titres de créance détenus dans le compte de placement sont comptabilisés au coût non amorti, les primes et les escomptes étant amortis sur la durée à courir jusqu'à l'échéance. Lorsqu'il y a moins-value permanente, la valeur de ces titres de créance et actions est réduite en conséquence. Le cas échéant, ces moins-values, ainsi que les gains et pertes sur cession, sont constatés dans les Autres revenus, au poste Gains nets sur valeurs détenues à des fins de placement à l'état consolidé des revenus.

Le portefeuille de placement comprend des obligations découlant de la conversion de prêts à des pays désignés à marché naissant; ces obligations sont constatées à la valeur nominale, déduction faite de la provision pour risques-pays s'y rattachant. Les titres substituts de prêts sont des instruments de financement de clients, qui ont été restructurés comme des placements après impôts plutôt que comme des prêts conventionnels, pour permettre à la Banque de consentir un taux d'emprunt plus bas aux émetteurs. Le traitement comptable de ces titres correspond à celui des prêts.

Les valeurs détenues à des fins de négociation sont acquises en vue de leur vente à court terme et sont constatées à la valeur marchande. Les gains et les pertes sur cession de ces valeurs de même que les redressements de la valeur marchande sont inscrits dans les Autres revenus, au poste Services de banque d'investissement à l'état consolidé des revenus.

Prêts

Les prêts sont comptabilisés déduction faite de tout revenu non gagné et d'une provision pour créances irrécouvrables. Le revenu d'intérêt provenant des prêts autres que les prêts douteux est constaté selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les intérêts courus sont portés aux Autres éléments d'actif au bilan consolidé.

Un prêt est classé comme étant douteux lorsque, de l'avis de la direction, la qualité du crédit s'est détériorée dans une mesure telle que la Banque n'est plus raisonnablement assurée de recouvrer la totalité du capital et des intérêts à la date prévue. S'il ne l'est pas déjà, le prêt sera classé comme douteux si un paiement exigible en vertu du contrat de prêt est en retard de 90 jours, à moins que le prêt ne soit entièrement garanti, que la créance ne soit en voie de recouvrement et que les efforts en vue de recouvrer les sommes dues ne permettent, selon toute probabilité, d'obtenir le remboursement de la créance ou de rétablir la qualité du titre dans les 180 jours suivant le premier jour de retard du paiement, selon les dispositions du contrat. Finalement, un prêt est classé comme douteux dans toutes les circonstances où un paiement exigible en vertu du contrat est en retard de 180 jours, à moins que le prêt ne soit garanti ou assuré par un gouvernement du Canada (provincial ou fédéral) ou un organisme du gouvernement du Canada, auquel cas il est classé comme douteux après un retard de 365 jours, selon les dispositions du contrat. Un prêt sur carte de crédit est radié lorsqu'un paiement y afférent est en retard de 180 jours, selon les dispositions du contrat.

Lorsqu'un prêt est classé comme douteux, la constatation des intérêts créditeurs cesse. Les intérêts sont toujours comptabilisés dans

les revenus en ce qui concerne les prêts à risque souverain pour lesquels une provision pour risques-pays a été établie, sauf si les prêts sont classés comme prêts douteux. Les intérêts reçus sur des prêts douteux sont portés au crédit de la valeur comptable du prêt.

Les prêts sont généralement ramenés à leur valeur comptable lorsque le recouvrement du capital et des intérêts est raisonnablement assuré et que tous les paiements de capital et d'intérêt en retard ont été effectués.

Les commissions sur prêts sont portées dans le revenu de la période correspondant à la durée du prêt ou de l'engagement. Les frais de syndication de prêts sont compris dans les Commissions de crédit sous la rubrique Autres revenus lorsque la syndication est terminée.

Actifs acquis ou vendus en vertu d'ententes de revente ou d'achat

L'achat et la vente de valeurs mobilières en vertu d'ententes de revente et de rachat sont traités comme des opérations de prêt et d'emprunt assorties de garanties. Les intérêts créditeurs et débiteurs connexes sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Provision pour créances irrécouvrables

De l'avis de la direction, la provision pour créances irrécouvrables constituée par la Banque est suffisante pour couvrir toutes les créances irrécouvrables touchant à la fois les postes du bilan et les postes hors bilan, y compris les dépôts à d'autres banques, les titres substituts de prêts, les actifs acquis en vertu d'ententes de revente, les prêts, les acceptations, les instruments dérivés et autres engagements de crédit indirects, comme les lettres de crédit et les garanties. La provision pour créances irrécouvrables comprend des provisions spécifiques, une provision générale et une provision pour risques-pays, chaque type de provision faisant l'objet d'un examen régulier. Les provisions touchant les postes du bilan sont portées en déduction de l'élément d'actif correspondant et les provisions touchant des postes hors bilan sont imputées aux Autres engagements au bilan consolidé.

Les provisions spécifiques, à l'exception de celles qui touchent les prêts sur cartes de crédit et certains prêts à des particuliers, sont constituées à la suite d'un examen des prêts individuels, compte tenu de la créance irrécouvrable estimative connexe. Dans le cas des prêts, la provision spécifique correspond au montant requis pour ramener la valeur comptable d'un prêt douteux à sa valeur de réalisation estimative. Généralement, la valeur de réalisation estimative est obtenue par l'actualisation des flux monétaires futurs prévus au taux d'intérêt réel inhérent au prêt, à la date où celui-ci devient douteux. Lorsque les montants et le calendrier des flux monétaires futurs ne peuvent faire l'objet d'une estimation raisonnablement fiable, la valeur de réalisation estimative est réputée être soit la juste valeur de tout bien donné en garantie du prêt, déduction faite des coûts de réalisation prévus et de tous les montants légalement dus à l'emprunteur, soit le prix du marché observable pour ce prêt. Les variations qui surviennent dans la valeur de réalisation estimative attribuables au passage du temps sont reflétées dans l'état consolidé des revenus en déduction de la provision pour pertes sur prêts. Les provisions spécifiques constituées pour les prêts sur cartes de crédit et certains prêts aux particuliers sont calculées selon une méthode fondée sur l'historique des prêts.

La Banque constitue une provision générale à l'égard du portefeuille de prêts de ses principaux secteurs d'activité lorsqu'elle juge, à la suite d'un examen prudent fondé sur l'expérience, la conjoncture économique actuelle et l'état du portefeuille, que des pertes sont survenues mais que celles-ci ne peuvent être reliées à un prêt en particulier. La provision générale est établie en tenant compte des tendances passées au chapitre des pertes, après une certaine pondération pour accorder davantage d'intérêt aux pertes des dernières périodes, à l'état actuel du portefeuille de prêts ainsi qu'à l'évaluation de la direction quant aux autres conditions qui prévalent à la date du bilan mais dont les tendances passées ne tiennent pas compte.

La Banque constitue également une provision pour risque-pays conformément aux lignes directrices du surintendant, en tenant compte du risque global outre-frontières lié aux créances sur un groupe désigné de pays. Conformément à ces lignes directrices, les nouveaux risques que présentent ces pays désignés à marché naissant après le 31 octobre 1995 sont assujettis aux mêmes procédés que ceux

qui sont appliqués aux fins de l'établissement des provisions spécifiques dont il est question ci-dessus.

Cessions de prêts

La Banque a adopté, le 1^{er} juillet 2001, la note d'orientation concernant la comptabilité de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) relative aux cessions des créances.

Les cessions de prêts à un tiers effectuées après le 30 juin 2001 sont traitées comme des ventes, dans la mesure où il y a transfert du contrôle sur ces prêts et qu'une contrepartie, autre que le droit à titre bénéficiaire y afférent, a été reçue. Si ces conditions ne sont pas remplies, les cessions sont traitées comme des opérations de financement. Lorsque les opérations sont traitées comme des ventes, les prêts sont retirés du bilan consolidé, et un gain ou une perte est immédiatement constaté dans les résultats d'après la valeur comptable des prêts cédés, répartie entre les actifs vendus et les droits conservés en fonction de leur juste valeur à la date de la cession. La juste valeur des prêts vendus, des droits conservés et des garanties est déterminée en fonction du cours du marché ou d'un modèle d'évaluation de prix fondé sur les meilleures estimations de la direction quant aux hypothèses clés, notamment les pertes estimatives, les remboursements anticipés et les taux d'actualisation, compte tenu des risques encourus et des ventes d'actifs similaires. Tant que la Banque continue de gérer les prêts cédés, un passif ou un actif de gestion est constaté et amorti sur la période où les services de gestion sont rendus, à titre de frais de gestion.

Les cessions de prêts effectuées avant le 1^{er} juillet 2001 et les transferts découlant d'engagements conclus avant cette date sont traités comme des ventes, dans la mesure où il y a transfert des risques et avantages importants inhérents à la propriété et où la mesure de la contrepartie de la cession est raisonnablement certaine. Le produit de la vente est inscrit à la juste valeur des prêts vendus, et les frais d'émission sont déduits du produit de la vente pour déterminer le gain ou la perte qui en résulte. La perte résultant de la vente est immédiatement portée en diminution du revenu. Le gain sur la vente est constaté immédiatement, sauf s'il y a recours auprès de la Banque en excédent des pertes prévues, auquel cas le gain sur la vente est constaté comme n'ayant pas été réalisé et est reporté jusqu'à ce qu'il soit recouvré, et dans la mesure où il n'y a pas de recours sur la somme touchée.

Pour toutes les cessions de prêts, le gain ou la perte découlant de la vente et des honoraires d'agents est porté au poste Revenu de titrisation, sous la rubrique Autres revenus de l'état consolidé des revenus. Le passif ou l'actif de gestion, le cas échéant, est inscrit au bilan consolidé dans le poste Autres engagements ou dans le poste Autres éléments d'actif. Les droits conservés sont classés dans les valeurs mobilières détenues à des fins de placement.

Acceptations

Les engagements éventuels de la Banque en vertu des acceptations figurent à titre d'engagements au bilan consolidé. La Banque a une créance égale de compensation contre son client dans le cas d'un appel de fonds relatif à ces engagements, laquelle est comptabilisée comme un élément d'actif. Les commissions qui lui sont versées figurent au poste Commissions de crédit sous la rubrique Autres revenus, à l'état consolidé des résultats.

Terrains, bâtiments et matériel

Les terrains sont comptabilisés au coût. Les bâtiments, le matériel et les améliorations locatives sont comptabilisés au coût moins l'amortissement cumulé. L'amortissement est calculé d'après la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée prévue d'utilisation des éléments d'actif correspondants comme suit : bâtiments – 40 ans; matériel – de 3 à 10 ans; améliorations locatives – durée du bail plus une période de renouvellement.

Les gains nets et les pertes découlant de la cession d'immobilisations sont comptabilisés dans le poste Autres sous la rubrique Autres revenus à l'état consolidé des revenus de l'exercice au cours duquel les immobilisations sont vendues.

Impôts sur le revenu

La Banque applique la méthode du report d'impôts variable, en vertu de laquelle les actifs et les passifs d'impôts futurs représentent le montant cumulatif de l'impôt sur le revenu applicable aux écarts temporaires entre la valeur comptable des actifs et passifs et leur valeur à des fins fiscales. Les actifs et les passifs d'impôts futurs sont mesurés au moyen des taux d'imposition en vigueur devant s'appliquer au revenu imposable des exercices au cours desquels ces écarts temporaires sont recouvrés ou réglés. Les impôts futurs modifiés en raison de changements aux taux d'imposition sont comptabilisés dans le revenu de la période au cours de laquelle les taux ont été modifiés.

Les actifs et les passifs d'impôts futurs sont inscrits au bilan consolidé dans le poste Autres éléments d'actif ou dans le poste Autres engagements.

Instruments dérivés

Les instruments dérivés sont des contrats financiers dont la valeur est dérivée des taux d'intérêt, des taux de change ou d'autres indices financiers ou de marchandises. La plupart des instruments dérivés peuvent être regroupés sous les appellations suivantes : contrats de taux d'intérêt, contrats de change, contrats de marchandises et contrats sur actions. Les instruments dérivés sont soit des contrats négociés en bourse, soit des contrats négociés hors bourse. Les instruments dérivés négociés en bourse comprennent les contrats à terme et les contrats d'options. Les instruments dérivés négociés hors bourse incluent les swaps, les contrats à terme de gré à gré et les options.

La Banque contracte ces instruments dérivés aux fins de la gestion du risque de ses clients, de ses propres besoins en matière de négociation de capitaux propres et de sa gestion de l'actif et du passif.

Les instruments dérivés désignés aux fins de négociation comprennent les instruments dérivés conclus avec des clients pour leurs besoins de gestion du risque de même que les contrats contractés pour générer un profit à partir des positions de négociation de capitaux propres de la Banque. Les instruments dérivés de négociation sont inscrits à leur juste valeur [voir la note 21 d)]. Les gains ou pertes découlant de la variation des justes valeurs sont inclus dans le poste Services de banque d'investissement sous la rubrique Autres Revenus à l'état consolidé des revenus. Les gains et les pertes non réalisés sur les instruments dérivés de négociation sont portés respectivement au poste Évaluation à la valeur du marché des instruments dérivés de négociation, au bilan consolidé.

Les instruments dérivés désignés aux fins de gestion de l'actif et du passif sont utilisés pour gérer la vulnérabilité de la Banque face aux risques de taux d'intérêt et de change et comprennent des instruments désignés aux fins de couverture. Lorsque les instruments dérivés sont désignés aux fins de couverture et servent effectivement à cette fin, les revenus et les frais ayant trait à ces instruments dérivés sont constatés sur la durée de la position connexe à titre de redressement du revenu d'intérêt net. Les gains et les pertes réalisés sur les contrats résiliés sont reportés et amortis sur la durée restante de la position. Les revenus à recevoir et les charges à payer de même que les gains et les pertes reportés sont constatés dans le poste Autres éléments d'actif ou Autres engagements, selon le cas.

Avantages sociaux futurs

La Banque offre des régimes de retraite et d'autres avantages sociaux aux employés admissibles au Canada, aux États-Unis et dans d'autres pays où elle exerce ses activités. Les prestations de retraite sont établies en fonction du nombre d'années de service et, généralement, du salaire moyen des cinq dernières années de service. La Banque offre également des avantages complémentaires de retraite et des avantages postérieurs à l'emploi, qui comprennent des soins de santé, des soins dentaires et de l'assurance-vie.

Le coût des prestations de retraite et des avantages complémentaires de retraite gagnés par les salariés est établi annuellement par calculs actuariels selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services, à partir des hypothèses les plus probables de la direction concernant le rendement prévu des placements des régimes, la progression des salaires, l'âge de départ à la retraite des salariés et

les coûts prévus des soins de santé. En général, pour les besoins du calcul du taux de rendement prévu des actifs des régimes, les instruments de capitaux propres sont évalués selon une méthode en vertu de laquelle l'écart entre le rendement réel et le rendement prévu des titres est pris en compte dans la valeur des actifs sur une période de trois ans. Les instruments à revenu fixe sont constatés à la valeur marchande. Le coût des services passés découlant des modifications des régimes est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée résiduelle moyenne d'activité jusqu'à l'admissibilité intégrale des salariés actifs à la date des modifications. Pour la plupart des régimes, l'excédent du gain actuariel net (de la perte actuarielle nette) sur 10 % de l'obligation au titre des prestations constituées, ou sur 10 % de la juste valeur des actifs du régime si ce dernier montant est plus élevé, est amorti sur la durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs.

L'écart entre le total des montants constatés à titre de charges de retraite et le total des cotisations versées est inclus dans le poste Autres éléments d'actif du bilan consolidé. L'écart entre les charges au titre des prestations futures et les montants versés aux participants admissibles est inclus dans le poste Autres engagements du bilan consolidé.

Rémunération à base d'actions

La Banque offre un régime d'options d'achat d'actions ainsi que d'autres régimes de rémunération à base d'actions à certains employés admissibles. Elle offre également un régime de rémunération à base d'actions aux cadres dirigeants.

La Banque suit la méthode de la valeur intrinsèque pour comptabiliser ses régimes d'options d'achat d'actions. Étant donné que le prix de levée est fixé à un montant équivalant au cours de clôture le dernier jour précédent l'octroi des options, aucune charge de rémunération n'est constatée le jour de l'octroi. Lorsque les options sont levées, le produit que la Banque reçoit est imputé au crédit des actions ordinaires au bilan consolidé.

Les variations de l'obligation de la Banque en vertu d'autres régimes de rémunération à base d'actions découlant de fluctuations du cours des actions ordinaires de la Banque qui sous-tendent ces régimes de rémunération sont constatées dans le poste Salaires et prestations au personnel, à l'état consolidé des revenus, avec une charge correspondante dans le poste Autres engagements du bilan consolidé.

2. Changements comptables futurs

Écart d'acquisition et autres actifs incorporels

LICCA a publié une nouvelle norme comptable relative à l'écart d'acquisition et aux autres actifs incorporels qui s'applique aux exercices ouverts à compter de 2003, mais dont l'adoption anticipée est permise. En vertu de cette nouvelle norme, l'écart d'acquisition ne sera plus amorti, mais il sera soumis annuellement à un test de dépréciation visant à déterminer s'il y a eu dépréciation. Une perte de valeur de l'écart d'acquisition sera constatée si la valeur comptable de l'écart d'acquisition rattaché à une unité d'exploitation excède sa juste valeur. De plus, aux termes de la nouvelle norme, les actifs incorporels dont la durée de vie utile est indéfinie ne seront plus amortis, mais seront soumis annuellement à un test de dépréciation visant à comparer leur juste valeur à leur valeur comptable.

La Banque appliquera de façon anticipée la nouvelle norme à compter de l'exercice 2002, sans retraitement des états financiers des exercices antérieurs. Un premier test de dépréciation de l'écart d'acquisition doit être effectué au plus tard six mois après l'adoption de la norme. Si le test révèle une dépréciation possible, celle-ci devrait être quantifiée en fonction de la juste valeur des actifs et des passifs de l'unité d'exploitation et, s'il y a lieu, portée au débit du solde d'ouverture des bénéfices non répartis. La Banque effectuera à l'égard de l'écart d'acquisition le test de dépréciation requis le 1^{er} novembre 2001. Pour l'exercice 2001, l'amortissement de l'écart d'acquisition constaté dans l'état consolidé des revenus s'est chiffré à 23 millions de dollars.

La Banque continuera d'amortir les actifs incorporels existants autres que l'écart d'acquisition sur leur durée de vie utile estimative. De plus, ces actifs incorporels seront soumis annuellement à un test de dépréciation visant à comparer leur valeur comptable à leur valeur recouvrable nette.

Opérations de couverture

LICCA a publié une note d'orientation comptable relative aux relations de couverture, qui s'appliquera aux exercices ouverts à compter de 2003. Cette note d'orientation établit de nouvelles normes aux fins de l'application de la comptabilité de couverture. Elle ne s'applique pas aux périodes antérieures, mais l'entité doit cesser d'appliquer la comptabilité de couverture à la date de transition si certaines conditions ne sont pas remplies à la date où la note d'orientation est appliquée pour la première fois. Il n'est pas encore possible de déterminer l'incidence de l'application de cette nouvelle note d'orientation sur le bilan consolidé de la Banque. Son incidence, le cas échéant, dépendra de la nature et de la juste valeur de toute relation de couverture en place qui ne répondrait pas aux conditions énoncées dans la note.

Rémunérations et autres paiements à base d'actions

LICCA a publié une nouvelle norme comptable concernant les rémunérations et autres paiements à base d'actions qui s'applique aux exercices ouverts à compter de 2003. En vertu de cette nouvelle norme, la méthode de la juste valeur doit être utilisée pour la comptabilisation de certains régimes de rémunération à base d'actions. Une exception est permise pour les options octroyées à des employés qui ne peuvent être levées qu'avec l'émission d'actions. La Banque n'est pas tenue, en vertu de cette nouvelle norme, d'appliquer la méthode de la juste valeur pour comptabiliser les options octroyées à ses employés. En conséquence, il n'y aura aucun changement quant aux conventions comptables suivies par la Banque à l'égard de ces options. En vertu de cette nouvelle norme, des informations pro forma à l'égard du revenu et du bénéfice par action établis selon la méthode de la juste valeur devront être fournies. De plus, comme les variations de l'obligation de la Banque en vertu des régimes de rémunération à base d'actions sont présentement constatées dans l'état consolidé des revenus, l'incidence de l'application de cette nouvelle norme sur cet état sera négligeable.

3. Valeurs mobilières

Au 31 octobre (en millions de dollars)	Période à courir jusqu'à l'échéance					2001	2000
	Moins de 3 mois	De 3 à 12 mois	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance déterminée	Valeur comptable	Valeur comptable
Valeurs détenues à des fins de placement							
Titres d'emprunt du gouvernement du Canada	1 064 \$	954 \$	1 245 \$	782 \$	– \$	4 045 \$	3 466 \$
Titres d'emprunt d'administrations publiques provinciales et municipales	120	76	359	76	–	631	955
Titres d'emprunt d'administrations publiques étrangères	726	847	3 033	4 755	–	9 361	6 823
Obligations de pays désignés à marché naissant ¹⁾	–	–	–	1 218	–	1 218	1 225
Autres titres d'emprunt	181	436	2 761	2 433	–	5 811	3 047
Actions privilégiées	2	3	112	124	1 076 ²⁾	1 317	1 242
Actions ordinaires	–	–	–	–	2 840	2 840	2 378
Sociétés associées	–	–	–	–	194 ³⁾	194	403
Titres substituts de prêts	–	–	33	–	–	33	26
Total	2 093	2 316	7 543	9 388	4 110	25 450	19 565
Valeurs détenues à des fins de négociation ⁴⁾							
Titres d'emprunt du gouvernement du Canada	251	1 046	3 436	1 505	–	6 238	5 088
Titres d'emprunt d'administrations publiques provinciales et municipales	148	90	470	1 247	–	1 955	1 776
Titres d'emprunt d'administrations publiques étrangères	2 916	113	297	312	–	3 638	1 046
Actions ordinaires	–	–	–	–	10 823	10 823	10 028
Autres	2 407	203	1 531	891	148	5 180	3 883
Total	5 722	1 452	5 734	3 955	10 971	27 834	21 821
Total des valeurs mobilières	7 815 \$	3 768 \$	13 277 \$	13 343 \$	15 081 \$	53 284 \$	41 386 \$
Total par devise (en monnaie canadienne)							
Dollar canadien	2 203 \$	2 346 \$	6 447 \$	4 323 \$	12 354 \$	27 673 \$	24 149 \$
Dollar américain	450	326	4 211	7 595	2 304	14 886	13 470
Autres devises	5 162	1 096	2 619	1 425	423	10 725	3 767
Total des valeurs mobilières	7 815 \$	3 768 \$	13 277 \$	13 343 \$	15 081 \$	53 284 \$	41 386 \$

1) Représentent des obligations de pays désignés à marché naissant, déduction faite d'une provision pour risque-pays de 461 \$ (453 \$ en 2000). Voir la note 5.

2) Bien que ces titres n'aient pas d'échéance déterminée, la Banque dispose, pour la plupart d'entre eux, de diverses modalités d'encaissement ou de cession par anticipation.

3) Les actions de sociétés associées, qui ne comportent pas d'échéance déterminée, ont été classées sous la colonne « Sans échéance déterminée ».

4) Les valeurs détenues à des fins de négociation sont comptabilisées à la valeur marchande.

Voici la composition des gains et des pertes non réalisés sur les valeurs détenues à des fins de placement :

Au 31 octobre (en millions de dollars)	2001				2000			
	Valeur comptable	Gains bruts non réalisés	Pertes brutes non réalisées	Valeur marchande estimative	Valeur comptable	Gains bruts non réalisés	Pertes brutes non réalisées	Valeur marchande estimative
Titres d'emprunt du gouvernement du Canada	4 045 \$	96 \$	– \$	4 141 \$	3 466 \$	6 \$	6 \$	3 466 \$
Titres d'emprunt d'administrations publiques provinciales et municipales	631	32	–	663	955	19	9	965
Titres d'emprunt d'administrations publiques étrangères	9 361	538	106	9 793	6 823	286	48	7 061
Obligations de pays désignés à marché naissant	1 218	276	–	1 494	1 225	409	–	1 634
Autres titres d'emprunt	5 811	79	35	5 855	3 047	23	28	3 042
Actions privilégiées	1 317	36	44	1 309	1 242	16	25	1 233
Actions ordinaires	2 840	337	251	2 926	2 378	574	96	2 856
Sociétés associées	194	–	–	194	403	–	–	403
Titres substituts de prêts	33	–	–	33	26	–	–	26
Total des valeurs détenues à des fins de placement	25 450 \$	1 394 \$	436 \$	26 408 \$	19 565 \$	1 333 \$	212 \$	20 686 \$

Les gains nets non réalisés sur les valeurs détenues à des fins de placement totalisant 958 millions de dollars (1 121 millions de dollars en 2000) sont passés à 537 millions de dollars (863 millions de dollars en 2000) lorsqu'on tient compte de la juste valeur nette des instruments dérivés et des autres montants visés par les opérations de couverture qui sont associés à ces valeurs.

4. Prêts

a) Prêts en cours

Les prêts de la Banque, déduction faite des revenus non gagnés et de la provision pour créances irrécouvrables à l'égard des prêts, s'établissent comme suit :

<i>Au 31 octobre (en millions de dollars)</i>	2001	2000
Canada :		
Prêts hypothécaires à l'habitation	48 217 \$	47 384 \$
Prêts aux particuliers et sur cartes de crédit	15 609	14 281
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	23 304	26 661
Actifs acquis en vertu d'ententes de revente	9 173	9 170
	96 303	97 496
États-Unis :		
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	20 913	23 768
Actifs acquis en vertu d'ententes de revente	13 165	13 735
	34 078	37 503
À l'étranger :		
Crédit de détail	8 804	6 285
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	35 322	27 817
Actifs acquis en vertu d'ententes de revente	5 161	655
	49 287	34 757
Moins : provision pour créances irrécouvrables	179 668	169 756
Total ¹⁾	175 432 \$	166 903 \$

1) Les prêts libellés en dollars US totalisent 56 451 \$ (57 431 \$ en 2000) et les prêts libellés en d'autres devises s'élèvent à 28 823 \$ (16 914 \$ en 2000). La ventilation par secteur des actifs se fonde sur le lieu d'origine du risque ultime des actifs sous-jacents.

b) Titrisation des prêts

L'encours des prêts titrisés est le suivant :

<i>Au 31 octobre (en millions de dollars)</i>	2001	2000
Prêts hypothécaires à l'habitation	1 279 \$	2 163 \$
Prêts aux particuliers	3 360	2 907
Prêts sur cartes de crédit	951	1 990
Prêts aux entreprises	3 287	4 124
Titres adossés à des créances immobilières	1 496	482
Total	10 373 \$	11 666 \$

Depuis le 1^{er} juillet 2001 (voir la note 1), des prêts hypothécaires à l'habitation s'élevant à 301 millions de dollars ont été titrisés, ce qui a donné lieu à la constatation d'un gain net sur cession de 6 millions de dollars. La juste valeur des intérêts conservés par la Banque, soit ses droits sur les flux monétaires futurs, se chiffre à 12 millions de dollars. Les principales hypothèses utilisées dans la mesure de la juste valeur à la date de la cession des créances sont les suivantes : taux de remboursement anticipé de 16 %, marge excédentaire de 1,7 % et taux d'actualisation de 4,9 %. Les prêts hypothécaires titrisés sont garantis par le gouvernement et aucune créance irrécouvrable n'est prévue.

5. Prêts douteux et provision pour créances irrécouvrables

a) Prêts douteux

<i>Au 31 octobre (en millions de dollars)</i>	Prêts douteux, montant brut ¹⁾²⁾	Provisions spécifiques ¹⁾	Provision pour risque-pays	Provision générale	Prêts douteux, montant net	Prêts douteux, montant net
Par type de prêt :						
Prêts hypothécaires à l'habitation	539 \$	(292) \$	– \$	– \$	247 \$	178 \$
Prêts aux particuliers et sur cartes de crédit	330	(245)	–	–	85	93
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	3 595 ³⁾	(2 168)	(25)	–	1 402	968
Provision générale	–	–	–	(1 475)	(1 475)	(1 300)
Total	4 464 \$	(2 705) \$	(25) \$	(1 475) \$	259 \$	(61) \$
Par pays :						
Canada					334 \$	325 \$
États-Unis					754	421
À l'étranger					646	493
Montant net des prêts douteux avant la provision générale					1 734	1 239
Provision générale					(1 475)	(1 300)
Montant net					259 \$	(61) \$

1) Le montant brut des prêts douteux et les provisions spécifiques comprennent des biens saisis destinés à la vente totalisant respectivement 91 \$ (36 \$ en 2000) et 60 \$ (20 \$ en 2000).

2) Le montant brut des prêts douteux libellés en dollars US totalise 2 425 \$ (1 626 \$ en 2000) et le montant brut des prêts douteux libellés en d'autres devises s'élève à 1 347 \$ (487 \$ en 2000).

3) Comprend des prêts à des pays désignés à marché naissant de 25 \$ (24 \$ en 2000) qui sont entièrement couverts par la provision pour risque-pays.

b) Provision pour créances irrécouvrables

Au 31 octobre (en millions de dollars)	Provisions spécifiques réalisées	Provision pour risque-pays ¹⁾	Provision générale	2001	2000
Solde au début de l'exercice	1 502 \$	504 \$	1 300 \$	3 306 \$	3 081 \$
Filiales nouvellement acquises – solde à la date d'acquisition ²⁾	919	–	–	919	153
Radiations ³⁾	(1 165)	(8)	–	(1 173)	(840)
Recouvrements	123	–	–	123	113
Provision pour pertes sur prêts	1 250	–	175	1 425	765
Autres, y compris le redressement de change ⁴⁾	76	21	–	97	34
Solde à la fin de l'exercice	2 705 \$	517 \$	1 475 \$	4 697 \$	3 306 \$

1) Comprend une somme de 461 \$ (453 \$ en 2000) qui a été déduite des valeurs mobilières.

2) Le solde pour l'exercice 2001 a trait à l'acquisition de Grupo Financiero Scotiabank Inverlat au Mexique. Le solde pour l'exercice 2000 a trait à l'acquisition de Scotiabank Sud Americano au Chili (voir la note 22).

3) Les radiations de prêts restructurés au cours de l'exercice étaient de 4 \$ (3 \$ en 2000).

4) Ce redressement tient compte de l'effet de la couverture de la provision pour pertes sur prêts à l'égard des prêts libellés en monnaies étrangères.

6. Terrains, bâtiments et matériel

Au 31 octobre (en millions de dollars)	Coût	Amortissement cumulé	2001	2000
			Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
Terrains	304 \$	– \$	304 \$	243 \$
Bâtiments	1 579	381	1 198	607
Matériel	2 407	1 820	587	580
Améliorations locatives	642	406	236	201
Total	4 932 \$	2 607 \$	2 325 \$	1 631 \$

L'amortissement à l'égard des bâtiments, du matériel et des améliorations locatives ci-dessus s'élève à 243 millions de dollars (267 \$ millions de dollars en 2000).

7. Autres éléments d'actif

Au 31 octobre (en millions de dollars)	2001	2000
Intérêts courus	2 696 \$	2 939 \$
Débiteurs	930	610
Actifs d'impôts futurs (note 14)	824	922
Actifs incorporels identifiables	334¹⁾	199
Écart d'acquisition	400	297
Autres	2 853	2 489
Total	8 037 \$	7 456 \$

1) Avec l'adoption, le 1^{er} novembre 2000, de la nouvelle convention comptable concernant les impôts sur le revenu, les actifs incorporels identifiables ont été majorés relativement aux impôts sur le revenu, avec une diminution compensatoire des actifs d'impôts futurs.

8. Dépôts

Au 31 octobre (en millions de dollars)	Payables à vue	Payables à préavis	Payables à terme fixe	2001	2000
Canada :					
Particuliers	2 357 \$	14 354 \$	42 356 \$	59 067 \$	58 536 \$
Entreprises et administrations publiques	8 601	7 457	21 483	37 541	33 720
Banques	107	—	752	859	784
	11 065	21 811	64 591	97 467	93 040
États-Unis :					
Particuliers	7	157	876	1 040	1 164
Entreprises et administrations publiques	249	104	15 417	15 770	21 416
Banques	30	749	6 118	6 897	5 069
	286	1 010	22 411	23 707	27 649
À l'étranger :					
Particuliers	562	5 466	9 438	15 466	9 272
Entreprises et administrations publiques	2 379	2 911	22 209	27 499	21 844
Banques	311	799	20 946	22 056	22 095
	3 252	9 176	52 593	65 021	53 211
Total ¹⁾	14 603 \$	31 997 \$	139 595 \$	186 195 \$	173 900 \$

1) Les dépôts libellés en dollars US totalisent 65 307 \$ (64 709 \$ en 2000) et les dépôts libellés en d'autres monnaies étrangères s'élèvent à 34 179 \$ (25 240 \$ en 2000). La ventilation par secteurs des dépôts se fonde sur le lieu de résidence du déposant.

9. Autres engagements

Au 31 octobre (en millions de dollars)	2001	2000
Intérêts courus	2 933 \$	3 307 \$
Créditeurs et frais à payer	2 376	1 961
Revenus reportés	456	430
Engagements de filiales autres que des dépôts	1 935	1 802
Certificats-or et certificats-argent	3 634	3 189
Passifs d'impôts futurs (note 14)	92	—
Chèques et autres éléments en circulation, montant net	574	457
Autres	3 369	3 440
Total	15 369 \$	14 586 \$

10. Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales

Au 31 octobre (en millions de dollars)	2001	2000
Part des actionnaires sans contrôle dans le capital-actions ordinaire des filiales	586 \$	229 \$
Titres fiduciaires de la Banque Scotia – Série 2000-1 ¹⁾ émis par Fiducie de Capital Scotia	500	500
Total	1 086 \$	729 \$

1) Au cours de l'exercice 2000, Fiducie de Capital Scotia, fiducie d'investissement à capital fixe et à vocation spécifique appartenant exclusivement à la Banque, a émis pour 500 millions de dollars de Titres fiduciaires de la Banque Scotia – Série 2000-1 qui sont admissibles à titre de capital de catégorie 1 en vertu de la ligne directrice du surintendant sur la suffisance des capitaux propres. Voir la note 12.9.

11. Débentures subordonnées

Ces débentures, qui représentent des obligations directes non garanties de la Banque, sont subordonnées aux créances des déposants et autres créanciers de la Banque. Celle-ci conclut, au besoin, des swaps de taux d'intérêt et de devises pour se protéger contre les risques afférents à ces débentures. Les débentures en cours s'établissent comme suit au 31 octobre :

Au 31 octobre (en millions de dollars)

Date d'échéance	Taux d'intérêt (%)	Modalités ¹⁾ (devises en millions)	2001	2000
Mars 2001	11,4		– \$	4 \$
Mars 2001	10,75		–	35
Juillet 2001	10,35		–	43
Mars 2003	8,1		116	116
Mai 2003	6,875	250 \$ US	397	381
Décembre 2006	6,0	La Banque a annoncé son intention de racheter ces débentures le 4 décembre 2001.	350	350
Juin 2007	6,25	Rachetables en tout temps. Après le 12 juin 2002, l'intérêt sera payable annuellement à un taux égal au taux des acceptations bancaires de 90 jours majoré de 1 %	300	300
Juillet 2007	6,5	500 \$ US. Rachetables à toute date de paiement d'intérêt à compter du 15 juillet 2002. Après le 15 juillet 2002, l'intérêt sera payable annuellement à un taux égal au TIOL de trois mois en dollars US majoré de 1 %	794	761
Avril 2008	5,4	Rachetables en tout temps. Après le 1 ^{er} avril 2003, l'intérêt sera payable annuellement à un taux égal au taux des acceptations bancaires de 90 jours majoré de 1 %	600	600
Septembre 2008	6,25	250 \$ US	397	380
Février 2011	7,4	Rachetables à compter du 8 février 2001. Après le 8 février 2006, l'intérêt sera payable annuellement à un taux égal au taux des acceptations bancaires de 90 jours majoré de 1 %	300	300
Juillet 2012	6,25	Rachetables en tout temps. Après le 16 juillet 2007, l'intérêt sera payable annuellement à un taux égal au taux des acceptations bancaires de 90 jours majoré de 1 %	500	500
Juillet 2013	5,65	Rachetables en tout temps. Après le 22 juillet 2008, l'intérêt sera payable annuellement à un taux égal au taux des acceptations bancaires de 90 jours majoré de 1 %	425	425
Septembre 2013	8,3	Rachetables en tout temps	250	250
Mai 2014	5,75	Rachetables en tout temps. Après le 12 mai 2009, l'intérêt sera payable annuellement à un taux égal aux taux des acceptations bancaires de 90 jours majoré de 1 %	325	350
Juin 2025	8,9	Rachetables en tout temps	250	250
Août 2085	Variable	214 \$ US portant intérêt à un taux variable égal au taux offert sur les dépôts de six mois en eurodollars majoré de 0,125 %. Rachetables à toute date de paiement d'intérêt	340	325
			5 344 \$	5 370 \$

Les échéances globales des débentures sont les suivantes (en millions de dollars) :

Moins de 1 an	350 \$
Entre 1 an et 2 ans	513
Entre 2 et 3 ans	–
Entre 3 et 4 ans	–
Entre 4 et 5 ans	–
Entre 5 et 10 ans	2 391
Plus de 10 ans	2 090
	5 344 \$

¹⁾ Conformément aux dispositions de la ligne directrice du surintendant sur la suffisance des capitaux propres, tous les rachats sont assujettis à l'approbation des autorités de réglementation.

12. Capital-actions

Autorisé :

Un nombre illimité d'actions privilégiées et d'actions ordinaires sans valeur nominale.

Émis et entièrement libéré

	2001		2000	
	Nombre d'actions en circulation	Montant	Nombre d'actions en circulation	Montant
<i>Au 31 octobre (en millions de dollars)</i>				
Actions privilégiées :				
Série 6 ¹⁾	12 000 000	300 \$	12 000 000	300 \$
Série 7 ²⁾	8 000 000	200	8 000 000	200
Série 8 ³⁾	9 000 000	225	9 000 000	225
Série 9 ⁴⁾	10 000 000	250	10 000 000	250
Série 10 ⁵⁾	—	—	7 100	—
Série 11 ⁶⁾	9 992 900	250	9 992 900	250
Série 12 ⁷⁾	12 000 000	300	12 000 000	300
Total émis par la Banque	60 992 900	1 525 \$	61 000 000	1 525 \$
Émises par la Société de placement hypothécaire Scotia ⁸⁾	250 000	250	250 000	250
Total des actions privilégiées ⁹⁾	61 242 900	1 775 \$	61 250 000	1 775 \$
Actions ordinaires :				
En circulation au début de l'exercice	497 964 733	2 765 \$	494 251 965	2 678 \$
Émises en vertu du Régime de dividendes et d'achat d'actions ¹⁰⁾	1 086 522	47	1 200 368	40
Émises en vertu du Régime d'options d'achat d'actions (note 13)	4 744 214	108	2 512 400	47
En circulation à la fin de l'exercice	503 795 469	2 920 \$	497 964 733	2 765 \$
Total du capital – actions		4 695 \$		4 540 \$

- 1) Les actions privilégiées de série 6 à dividende non cumulatif comportent un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,446875 \$ par action. Sous réserve de l'approbation des autorités de réglementation, les actions pourront être rachetées par la Banque en totalité ou en partie à compter du 29 octobre 2002, moyennant leur paiement en espèces ou l'émission d'actions ordinaires. À compter du 28 avril 2003, chaque action privilégiée de série 6 pourra être convertie au gré du porteur en actions ordinaires de la Banque, sous réserve du droit de la Banque de la racheter contre espèces ou de trouver d'autres acquéreurs, avant la date de conversion.
- 2) Les actions privilégiées de série 7 à dividende non cumulatif donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,44375 \$ par action. Sous réserve de l'approbation des autorités de réglementation, les actions pourront être rachetées en totalité ou en partie par la Banque à compter du 29 juillet 2002, à des primes qui diminueront progressivement et moyennant leur paiement en espèces ou l'émission d'actions ordinaires. À compter du 27 janvier 2005, chaque action privilégiée de série 7 pourra être convertie au gré du porteur en actions ordinaires de la Banque, sous réserve du droit de la Banque de la racheter contre espèces ou de trouver d'autres acquéreurs, avant la date de conversion.
- 3) Les actions privilégiées de série 8 à dividende non cumulatif donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,4375 \$ par action. Sous réserve de l'approbation des autorités de réglementation, les actions pourront être rachetées en totalité ou en partie par la Banque à compter du 29 janvier 2003, à des primes qui diminueront progressivement et moyennant leur paiement en espèces ou l'émission d'actions ordinaires. À compter du 27 juillet 2005, chaque action privilégiée de série 8 pourra être convertie au gré du porteur en actions

ordinaires de la Banque, sous réserve du droit de la Banque de la racheter contre espèces ou de trouver d'autres acquéreurs, avant la date de conversion.

- 4) Les actions privilégiées de série 9 à dividende non cumulatif donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,421875 \$ par action. Sous réserve de l'approbation des autorités de réglementation, les actions peuvent être rachetées en totalité ou en partie par la Banque à compter du 28 avril 2003, à des primes qui diminueront progressivement et moyennant leur paiement en espèces ou l'émission d'actions ordinaires. À compter du 27 octobre 2005, chaque action privilégiée de série 9 pourra être convertie au gré du porteur en actions ordinaires de la Banque, sous réserve du droit de la Banque de la racheter contre espèces ou de trouver d'autres acquéreurs, avant la date de conversion.
- 5) Les actions privilégiées de série 10 à dividende non cumulatif ont été rachetées le 26 avril 2001. Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,02 \$. La Banque a racheté ces actions à leur valeur nominale pour une contrepartie en espèces de 10,00 \$ l'action, majoré des dividendes déclarés et impayés à la date de rachat.
- 6) Les actions privilégiées de série 11 à dividende non cumulatif donnent droit à un dividende privilégié trimestriel en espèces non cumulatif de 0,375 \$ par action. Sous réserve de l'approbation des autorités de réglementation, la Banque pourra racheter les actions en totalité ou en partie à compter du 28 janvier 2004 moyennant un paiement en espèces ou l'émission d'actions ordinaires. À compter du 27 janvier 2006, chaque action privilégiée de série 11 pourra être convertie au gré du porteur en actions ordinaires de la Banque, sous réserve du droit de la Banque de la racheter contre espèces ou de trouver d'autres acquéreurs, avant la date de conversion.

- 7) Les actions privilégiées de série 12 à dividende non cumulatif donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,328125 \$ par action. Sous réserve de l'approbation des autorités de réglementation, les actions pourront être rachetées en totalité ou en partie par la Banque à compter du 29 octobre 2013 à leur valeur nominale moyennant un paiement en espèces de 25,00 \$ par action, majoré des dividendes déclarés qui n'auront pas été versés à la date du rachat.
- 8) La Société de placement hypothécaire Scotia, filiale en propriété exclusive de la Banque, a émis des actions privilégiées de catégorie A qui donnent droit à un dividende en espèces privilégié non cumulatif de 32,85 \$ par action, payable semestriellement, s'il est déclaré et au moment où il le sera. Sous réserve de l'approbation des autorités de réglementation, les actions privilégiées de catégorie A pourront, à compter du 31 octobre 2007, être rachetées en totalité moyennant un paiement en espèces par la Société de placement hypothécaire Scotia ou, au gré de la Banque, être échangées contre des actions ordinaires de la Banque. À compter du 31 octobre 2007, les actions privilégiées de catégorie A seront échangeables au gré du porteur en actions ordinaires de la Banque, sous réserve du droit de la Banque, avant la date de l'échange, de racheter au comptant ces actions ou de trouver d'autres acheteurs pour celles-ci. Dans certaines circonstances, les actions privilégiées de catégorie A de la Société de placement hypothécaire Scotia seront échangées d'office sans le consentement de leurs porteurs contre des actions privilégiées de série Z à dividende non cumulatif de la Banque, lesquelles seront assorties du même taux de dividende et de modalités de rachat similaires.
- 9) Le 4 avril 2000, Fiducie de Capital Scotia, fiducie d'investissement à capital fixe en propriété exclusive de la Banque, a émis 500 000 titres fiduciaires de la Banque Scotia – 2000-1 (« TFB Scotia »). Ces titres peuvent être échangés dans certains cas contre des actions privilégiées de série Y à dividende non cumulatif de la Banque.
- Chaque TFB Scotia donne droit à un dividende semestriel en espèces fixe non cumulatif de 36,55 \$ par TFB Scotia. Le premier dividende en espèces de 54,27 \$ par TFB Scotia a été versé le 31 décembre 2000. Si la Banque omet de déclarer des dividendes normaux sur ses actions privilégiées ou ordinaires directement émises, les dividendes en espèces ne seront pas versés sur les TFB Scotia.
- Sous réserve de l'approbation des autorités de réglementation, les TFB Scotia pourront être rachetés en totalité avant le 30 juin 2005 si certains changements sont apportés à l'impôt sur le capital ou au capital réglementaire ou à compter du 30 juin 2005, au gré de Fiducie de Capital Scotia. À compter du 30 juin 2011, les TFB Scotia pourront être échangés, au gré du porteur, contre des actions privilégiées de série Y à dividende non cumulatif de la Banque, sous réserve du droit de la Banque, avant la date de l'échange, de racheter ces titres au comptant ou de trouver d'autres acheteurs pour ceux-ci. Le taux de dividende de ces actions privilégiées de série Y à dividende non cumulatif serait équivalent au taux des distributions en espèces des TFB Scotia. Dans certaines circonstances, les TFB Scotia seront échangés d'office sans le consentement de leurs porteurs contre des actions privilégiées de série Y à dividende non cumulatif de la Banque. Se reporter à la note 10, Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales.
- 10) Au 31 octobre 2001, un total de 11 389 616 actions ordinaires ont été réservées pour émission future aux termes du Régime de dividendes et d'achat d'actions des actionnaires.

Restrictions sur le paiement de dividendes

Aux termes de la *Loi sur les banques*, il est interdit à la Banque de déclarer des dividendes sur ses actions ordinaires et privilégiées si une telle déclaration devait la placer en contravention des dispositions concernant la suffisance des capitaux propres, les liquidités ou toute autre directive de réglementation émanant de la *Loi sur les banques*. De plus, les dividendes ne pourront être versés sur les actions ordinaires que si les tous les dividendes auxquels les porteurs d'actions privilégiées ont droit sont payés ou s'il y a suffisamment de fonds réservés à cette fin.

Dans le cas où les dividendes en espèces applicables sur les TFB Scotia ne sont pas versés à une date régulière, la Banque s'est engagée à ne pas déclarer de dividendes d'aucune sorte sur ses actions privilégiées ou ordinaires.

À l'heure actuelle, ces restrictions n'ont pas d'incidence sur le paiement des dividendes sur les actions ordinaires ou les actions privilégiées.

13. Rémunération à base d'actions

a) Régimes d'options d'achat d'actions

Aux termes du Régime d'options d'achat d'actions à l'intention des employés, des options visant l'achat d'actions ordinaires peuvent être octroyées à certains employés. Le prix de levée ne doit pas être inférieur au cours de clôture des actions ordinaires de La Banque de Nouvelle-Écosse à la Bourse de Toronto le dernier jour de bourse précédant la date de l'octroi. Les droits à ces options s'acquièrent sur une période de quatre ans et celles-ci peuvent être levées au plus tard 10 ans après la date d'octroi. Ces options expirent entre le 3 juin 2004 et le 19 janvier 2011. Au total, 49 millions d'actions ont été réservées pour émission aux termes de ce régime, dont 11,6 millions d'actions ont été émises à la levée d'options, 26,5 millions d'actions ont été réservées

relativement aux options en cours, ce qui laisse 10,9 millions d'actions disponibles pour émission à titre d'options.

En 2001, a été approuvé un nouveau régime d'options d'achat d'actions à l'intention des administrateurs. Au total, 400 000 actions ont été réservées pour émission aux termes de ce régime à des administrateurs qui ne sont pas des employés de la Banque. Les options peuvent être levées en totalité à la date de l'octroi et au plus tard le 9 mars 2011. À l'heure actuelle, 63 000 options sont en cours à un prix de levée de 41,90 \$. Jusqu'à ce jour, aucune option n'a été levée.

Voici un sommaire des activités intervenues dans le Régime d'options d'achat d'actions à l'intention des employés de la Banque :

	2001		2000	
	Nombre d'options d'achat d'actions (en milliers)	Prix de levée moyen pondéré	Nombre d'options d'achat d'actions (en milliers)	Prix de levée moyen pondéré
<i>Au 31 octobre</i>				
Non levées au début de l'exercice	25 321	27,51 \$	22 449	26,29 \$
Octroyées	6 270	42,05	6 026	28,35
Levées	(4 744)	22,61	(2 512)	18,79
Confisquées/annulées	(324)	29,70	(642)	26,83
Non levées à la fin de l'exercice	26 523	31,80 \$	25 321	27,51 \$
Pouvant être levées à la fin de l'exercice	11 851	27,36 \$	11 401	23,98 \$
Réservées pour octroi	10 875		16 821	

Au 31 octobre, 2001

	Options non levées			Options pouvant être levées		
	Nombre d'options d'achat d'actions (en milliers)	Durée contractuelle moyenne pondérée résiduelle (en années)	Prix de levée moyen pondéré	Nombre d'options d'achat d'actions (en milliers)	Prix de levée moyen pondéré	
<i>Fourchette des prix de levée</i>						
De 13,25 \$ à 16,53 \$	2 613	4,2	15,72 \$	2 613	15,72 \$	
De 26,05 \$ à 35,10 \$	17 677	7,1	30,56 \$	9 238	30,65 \$	
42,05 \$	6 233	9,2	42,05 \$	-	42,05 \$	
	26 523	7,3	31,80 \$	11 851	27,36 \$	

b) Régimes d'actionnariat des employés

Les employés admissibles peuvent y cotiser jusqu'à concurrence d'un pourcentage déterminé de leur salaire ou d'un montant maximal, selon le moins élevé des deux, en vue de l'achat d'actions ordinaires de la Banque ou de dépôts auprès de la Banque. En général, la Banque verse de son côté la moitié des cotisations admissibles, qui ont été constatées dans le poste

Salaires et prestations au personnel. En 2001, les cotisations de la Banque ont totalisé 23 millions de dollars (22 millions de dollars en 2000). Le fiduciaire des régimes utilise les cotisations pour acheter des actions ordinaires sur le marché libre et, par conséquent, l'appréciation ultérieure du cours des actions ne se traduit pas par une charge pour la Banque.

c) Autres régimes de rémunération à base d'actions

Les autres régimes de rémunération à base d'actions se fondent sur des unités d'actions dont les valeurs correspondent au cours des actions ordinaires de La Banque de Nouvelle-Écosse à la Bourse de Toronto. Ces unités, à l'exception des droits à la plus-value des actions, cumulent des équivalents de dividendes sous la forme d'unités supplémentaires basées sur les dividendes versés sur les actions ordinaires de la Banque. Les variations de la valeur des unités qui découlent des fluctuations du prix des actions de la Banque, qui ont totalisé 16 millions de dollars en 2001 (52 millions de dollars en 2000), sont constatées au poste Salaires et prestations au personnel, à l'état consolidé des revenus. Voici une description de ces régimes :

Droits à la plus-value des actions

Les droits à la plus-value des actions sont octroyés en lieu et place d'options d'achat d'actions à certains employés résidant dans des pays dont les lois empêchent la Banque d'émettre des actions. L'acquisition des droits à la plus-value des actions de même que les modalités d'exercice sont analogues à ceux des options d'achat d'actions. Lorsqu'un droit à la plus-value des actions est exercé, la Banque verse au comptant le montant qui correspond à l'appréciation du cours des actions ordinaires de la Banque depuis la date d'octroi. Au cours de l'exercice 2001, 1 536 000 droits à la plus-value des actions ont été octroyés (1 455 000 en 2000) et, au 31 octobre 2001, 5 793 525 droits à la plus-value des actions n'avaient pas été exercés (5 444 095 en 2000), desquels 2 281 094 étaient acquis (2 196 370 en 2000).

Régime d'unités sous forme d'actions à dividende différé (UADD)

Aux termes du Régime UADD, des cadres dirigeants peuvent choisir de recevoir la totalité ou une partie des primes en espèces devant leur être versées en vertu du Programme d'intéressement des

cadres (que la Banque inscrit au poste Salaires et prestations au personnel de l'état consolidé des revenus) en unités sous forme d'actions à dividende différé. Les unités peuvent être rachetées uniquement lorsque le dirigeant cesse de travailler pour la Banque; elles doivent être rachetées en deçà d'un an par la suite. Au 31 octobre 2001, 513 900 unités étaient en circulation (258 420 en 2000).

Régime de participation différée unités-actions à l'intention des administrateurs (PDUA)

Aux termes du Régime PDUA, les administrateurs de la Banque peuvent choisir de recevoir la totalité ou une partie de leurs honoraires (que la Banque inscrit dans le poste Autres frais de l'état consolidé des revenus) pour l'exercice visé sous forme de participation différée unités-actions. Les unités peuvent être rachetées uniquement lorsque l'administrateur quitte volontairement son emploi ou à sa retraite, et elles doivent être rachetées au plus tard le 31 décembre de l'exercice suivant celui où il a pris sa retraite ou a démissionné. Au 31 octobre 2001, 17 928 unités étaient en circulation (néant en 2000).

Régime de souscription d'unités d'actions subalternes (SUAS)

Aux termes du Régime SUAS, certains cadres dirigeants reçoivent une prime sous la forme d'unités d'actions subalternes. Les unités sont dévolues après trois ans, et le paiement est effectué à ce moment. La prime est constatée au poste Salaires et prestations au personnel, à l'état consolidé des revenus de l'exercice au cours duquel elle est octroyée. Au 31 octobre 2001, 150 947 unités d'actions subalternes avaient été octroyées et étaient en circulation (néant en 2000), dont aucune n'était dévolue.

14. Impôts sur le revenu

Le 1^{er} novembre 2000, la Banque a adopté rétroactivement la méthode du report d'impôts variable, telle qu'elle a été établie par l'Institut canadien des comptables agréés, sans retraitement des chiffres des exercices antérieurs. Au cours des exercices précédents, la Banque utilisait la méthode du report fixe, suivant laquelle les provisions pour impôts ou les recouvrements sont comptabilisés dans l'exercice où le revenu ou la dépense est établi à des fins comptables,

peu importe le moment où l'impôt y afférent est de fait acquitté ou réglé. Les provisions pour impôts ou les recouvrements étaient calculés selon les taux d'imposition en vigueur au cours des exercices où sont survenus des écarts. Un montant de 39 millions de dollars a été porté au débit du solde d'ouverture de l'exercice 2001, avec une diminution compensatoire des actifs d'impôts futurs.

Éléments constitutifs de la provision pour impôts sur le revenu

<i>Exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars)</i>	2001	2000
Charge d'impôts sur le revenu à l'état consolidé des revenus :		
Impôts exigibles	768 \$	956 \$
Impôts futurs	108	34
	876	990
Charge d'impôts futurs à l'état consolidé des modifications survenues dans l'avoir des actionnaires relativement à des gains et pertes de change non réalisés et autres	(9)	9
Total de la charge d'impôts sur le revenu	867 \$	999 \$
Impôts sur le revenu exigibles :		
Canada :		
Fédéral	247 \$	405 \$
Provincial	152	220
Étranger	369	331
	768	956
Impôts sur le revenu reportés :		
Canada :		
Fédéral	61	28
Provincial	19	12
Étranger	19	3
	99	43
Total des impôts sur le revenu	867 \$	999 \$

Rapprochement avec le taux réglementaire

L'impôt sur le revenu figurant à l'état consolidé des revenus diffère pour les raisons suivantes du montant que l'on aurait obtenu si l'on avait appliqué le taux combiné d'impôt sur le revenu fédéral et provincial réglementaire :

<i>Exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars)</i>	2001		2000	
	Montant	Pourcentage de revenus avant impôts	Montant	Pourcentage de revenus avant impôts
Impôts sur le revenu au taux réglementaire	1 309 \$	41,1 %	1 267 \$	42,5 %
Augmentation (diminution) des impôts sur le revenu imputable aux éléments suivants :				
Revenu des filiales, sociétés associées et succursales étrangères assujetti à un taux d'imposition moyen inférieur	(354)	(11,1)	(230)	(7,7)
Revenu non imposable provenant de valeurs mobilières	(107)	(3,4)	(96)	(3,2)
Incidence sur les impôts futurs des diminutions de taux d'imposition pratiquement en vigueur	90	2,8	–	–
Autres, montant net	(62)	(1,9)	49	1,6
Total des impôts sur le revenu et taux d'imposition effectif	876 \$	27,5 %	990 \$	33,2 %

Impôts futurs

Les actifs (passifs) d'impôts futurs qui résultent de l'incidence fiscale des écarts temporaires s'établissent comme suit :

<i>Au 31 octobre (en millions de dollars)</i>	2001	2000
Provision pour créances irrécouvrables	581 \$	623 \$
Revenu reporté	174	126
Valeurs mobilières	5	141
Locaux et matériel	(89)	(56)
Caisse de retraite	(121)	(146)
Autres	182	234
Impôts futurs nets	732 ¹⁾\$	922 \$

1) Les impôts futurs nets de 732 millions de dollars résultent d'actifs d'impôts futurs de 824 millions de dollars, moins des passifs d'impôts futurs de 92 millions de dollars.

15. Avantages sociaux futurs

Le 1^{er} novembre 2000, la Banque a adopté une nouvelle norme comptable relative aux avantages sociaux futurs, établie par l'Institut Canadien des Comptables Agréés. Les avantages sociaux futurs des employés comprennent des avantages de retraite et des avantages autres que des prestations de retraite, des avantages postérieurs à l'emploi, des absences et congés rémunérés et des prestations de préretraite.

Selon la nouvelle norme, la Banque doit constater les coûts et les obligations prévus pour les avantages autres que des prestations de retraite (tels les coûts des avantages au titre des soins de santé et de l'assurance-vie) à mesure que les employés acquièrent le droit à ces avantages au cours de leur carrière active, d'une manière similaire aux coûts d'un régime de retraite. Au cours des exercices précédents, ces

coûts étaient imputés aux résultats au moment où ils étaient engagés par la Banque. La nouvelle norme prescrit également l'utilisation des taux actuels du marché pour l'estimation de la valeur actualisée des obligations au titre des avantages sociaux futurs, alors que, précédemment, un taux estimatif à long terme était utilisé pour établir la valeur actuelle des obligations au titre des avantages de retraite.

La nouvelle norme comptable a été adoptée prospectivement, la date de transition ayant été fixée au 1^{er} novembre 2000. Le montant net de l'actif de transition réduira les frais afférents aux avantages de retraite à l'état consolidé des revenus, à mesure qu'il sera comptabilisé sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des employés, qui est d'environ 14 à 18 ans.

Voici un sommaire des principaux régimes de la Banque ¹⁾:

	Régimes de retraite	Autres régimes	
	2001	2000	2001
<i>Exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars)</i>			
Variation des obligations au titre des prestations projetées			
Obligations au titre des prestations projetées au début de l'exercice	2 257 \$	2 141 \$	– \$
Ajustement relatif à l'adoption d'une nouvelle norme comptable	210	–	455
Coût des prestations gagnées au cours de l'exercice	77	70	19
Intérêts débiteurs afférents aux obligations au titre des prestations projetées	176	161	33
Cotisations des employés	9	7	–
Prestations versées	(117)	(110)	(29)
Perte actuarielle (gain)	106	(8)	42
Autres éléments	10	(4)	6
Obligations au titre des prestations projetées à la fin de l'exercice	2 728 \$	2 257 \$	526 \$
Variation de la juste valeur des actifs			
Juste valeur des actifs au début de l'exercice	3 406 \$	2 916 \$	– \$
Ajustement relatif à l'adoption d'une nouvelle norme comptable	154	–	70
Rendement réel des actifs	87	589	4
Cotisations de l'employeur	13	9	19
Cotisations des employés	9	7	–
Prestations versées	(117)	(110)	(18)
Autres éléments	(4)	(5)	–
Juste valeur des actifs à la fin de l'exercice	3 548²⁾\$	3 406 ²⁾ \$	75 \$
Situation de capitalisation			
Excédent de la juste valeur des actifs sur les obligations au titre des prestations projetées à la fin de l'exercice (insuffisance)	820 \$	1 149 \$	(451)\$
Perte actuarielle nette non constatée (gain)	301	(797)	48
Coûts au titre des services passés non constatés	7	62	–
Obligation transitoire non constatée (actif)	(641)	(10)	354
Provision pour moins-value	(109)	(82)	–
Autres éléments	3	–	7
Charge au titre des prestations payées d'avance (à payer) à la fin de l'exercice	381 \$	322 \$	(42)\$
Charge de l'exercice au titre des prestations			
Coût des prestations gagnées au cours de l'exercice	77 \$	70 \$	19 \$
Intérêts débiteurs afférents aux obligations au titre des prestations projetées	176	161	33
Rendement prévu des actifs	(280)	(198)	(5)
Obligation transitoire constatée (actif)	(45)	(2)	24
Provision pour moins-value constituée à l'égard de la charge au titre des prestations payée d'avance	27	42	–
Autres éléments	(1)	(16)	–
Charge au titre des prestations (revenu)	(46)\$	57 \$	71 \$
Moyenne pondérée des hypothèses à la fin de l'exercice (%)			
Taux d'actualisation au début de l'exercice	7,00	7,50	7,00
Taux d'actualisation à la fin de l'exercice	6,75	7,50	6,75
Taux de rendement à long terme prévu des actifs	8,00	7,50	7,50
Taux de croissance de la rémunération future	3,90	4,15	3,90

1) Les informations ci-dessus ne tiennent pas compte d'autres régimes gérés par des filiales de la Banque dont l'importance est jugée négligeable.

2) La juste valeur des actifs placés dans des actions ordinaires de la Banque s'établit à 372 millions de dollars (308 millions de dollars en 2000).

Dans le calcul de la charge au titre des prestations pour 2001, on suppose que les coûts des soins de santé augmentent à un taux de 10 %. Ce taux diminue chaque année de 1 %, jusqu'à un plancher de 4,5 %. Le taux prévu pour l'évolution des coûts des soins dentaires est de 5 %. Ce taux diminue chaque année de 0,15 %, jusqu'à un plancher de 3,5 %.

Une augmentation de un point de pourcentage des taux tendanciels du coût présumé des soins de santé et des soins

dentaires aurait augmenté de 3 millions de dollars les coûts des prestations pour 2001 et de 53 millions de dollars l'obligation à la fin de l'exercice.

Les obligations au titre des prestations projetées des régimes de retraite comprenaient à la fin de 2001 un montant de 146 millions de dollars relativement à des arrangements de retraite supplémentaires non capitalisés.

16. Revenu net par action ordinaire

Le 1^{er} février 2001, la Banque a adopté la norme comptable révisée de l'ICCA relative au résultat par action. La méthode du rachat d'actions est maintenant utilisée pour établir le revenu dilué par action. La Banque a retraité les chiffres correspondants des montants dilués par action. Ces montants ne différaient pas de façon significative des montants déclarés antérieurement.

Le revenu net de base par action ordinaire est obtenu en divisant le revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires indiqué à l'état

consolidé des revenus par le nombre moyen quotidien d'actions ordinaires en circulation. Le revenu net dilué par action ordinaire reflète l'effet de dilution éventuel des options d'achat d'actions octroyées en vertu du Régime d'options d'achat d'actions, suivant les modalités de la méthode du rachat d'actions.

Les actions privilégiées convertibles n'ont pas été prises en compte dans le calcul du revenu dilué par action, du fait que la Banque peut les racheter avant la date de conversion moyennant un paiement en espèces.

17. Opérations entre apparentés

Dans le cours normal de ses activités, la Banque offre à ses sociétés associées les services bancaires habituels à des conditions

18. Résultats d'exploitation sectoriels

La Banque Scotia est une institution de services financiers diversifiée qui offre une vaste gamme de produits et de services financiers à ses clientèles privée, commerciale et grandes entreprises dans le monde entier. La Banque se divise en trois principales unités d'exploitation, à savoir : Opérations canadiennes, Opérations internationales et Scotia Capitaux.

La division Opérations canadiennes, y compris Gestion de patrimoine, fournit un vaste étalage de services bancaires du type Clientèles privée et commerciale par l'intermédiaire de ses succursales et de ses circuits de distribution électronique tant aux particuliers qu'aux petites et moyennes entreprises canadiennes. Les services de détail se composent de prêts aux particuliers et de prêts hypothécaires, de services de cartes de débit et de crédit, d'opérations sur comptes de dépôt dans des comptes d'épargne, de chèque et de retraite, de services de fiducie personnelle, de courtage au détail, d'opérations dans des sociétés de placement à capital variable et de services d'opérations. Outre les services de crédit, les clients de la division commerciale bénéficient de services de dépôt et de gestion de trésorerie.

La division Opérations internationales fournit des services bancaires de détail et des services commerciaux par l'intermédiaire de ses succursales, filiales et sociétés étrangères affiliées. Les produits et services offerts sont généralement les mêmes que ceux de la division Opérations canadiennes.

Scotia Capitaux est en somme une banque d'investissement intégrée qui veille à combler les besoins de sa clientèle en matière de services de crédit, sur les marchés financiers et en matière de gestion des risques dans le cadre des relations que la Banque entretient dans le monde entier avec des sociétés et des institutions financières d'envergure ainsi qu'avec des administrations publiques de pays importants.

analogues à celles qui s'appliquent à des tiers.

On retrouve parmi les services offerts des services de crédit et des services connexes, le placement de titres (obligations et actions), change de devises, produits dérivés, produits de métaux précieux et de métaux communs et services consultatifs financiers. De même, elle opère des activités de négociation pour son propre compte et gère le financement à court terme de la Banque.

L'autre catégorie représente des unités d'exploitation de moindre envergure comprenant la division Trésorerie de groupe et d'autres postes se rapportant au siège social qui ne sont pas ventilés à une unité d'exploitation.

Les résultats de ces divisions se fondent sur les systèmes de rapports financiers internes de la Banque. Les conventions comptables qu'appliquent ces divisions sont généralement les mêmes que celles qui sont suivies dans la préparation des états financiers consolidés, ainsi qu'il en est fait mention à la note 1. La seule différence significative en matière de mesure comptable revient à la majoration du revenu net d'intérêts exempt d'impôts pour le porter à une valeur analogue à celle qu'il aurait avant impôts dans le cas des divisions en cause.

À cause de la complexité de la Banque, il a fallu recourir à diverses estimations et à diverses méthodes de ventilation dans la préparation des renseignements financiers afférents aux divisions. Les éléments d'actif et de passif sont établis aux fins des prix de cession interne aux prix du marché de gros, et les charges du siège social sont réparties entre chacune des divisions en fonction de l'utilisation. De même le capital est réparti entre les divisions selon une méthode établie en fonction du risque. Les opérations conclues entre les divisions sont inscrites dans les résultats de chacune d'elles comme si elles avaient été conclues avec un tiers et, de ce fait, sont éliminées de la consolidation.

Exercice terminé le 31 octobre 2001

(en millions de dollars) Selon la matière imposable	Opérations canadiennes	Opérations internationales	Scotia Capitaux	Autre ¹⁾	Total
Revenu d'intérêts net	3 135 \$	2 020 \$	1 598 \$	(553) \$	6 200 \$
Provision pour pertes sur prêts	(283)	(250)	(754)	(138)	(1 425)
Autres revenus	1 582	691	1 196	602	4 071
Revenu d'intérêts net et autres revenus	4 434	2 461	2 040	(89)	8 846
Amortissement des immobilisations et de l'écart d'acquisition	(139)	(76)	(22)	(58)	(295)
Autres frais autres que d'intérêts	(2 808)	(1 594)	(962)	(3)	(5 367)
Revenu avant ce qui suit :	1 487	791	1 056	(150)	3 184
Provision pour impôts sur le revenu	(527)	(200)	(370)	221	(876)
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net des filiales	-	(102)	-	(37)	(139)
Revenu net	960 \$	489 \$	686 \$	34 \$	2 169 \$
Total de l'actif moyen (en milliards de dollars)	90 \$	47 \$	115 \$	20 \$	272 \$

Exercice terminé le 31 octobre 2000

(en millions de dollars) Selon la matière imposable	Opérations canadiennes	Opérations internationales	Scotia Capitaux	Autre ¹⁾	Total
Revenu d'intérêts net	2 932 \$	1 371 \$	1 385 \$	(489) \$	5 199 \$
Provision pour pertes sur prêts	(210)	(185)	(412)	42	(765)
Autres revenus	1 706	451	1 001	507	3 665
Revenu d'intérêts net et autres revenus	4 428	1 637	1 974	60	8 099
Amortissement des immobilisations et de l'écart d'acquisition	(168)	(58)	(24)	(45)	(295)
Autres frais autres que d'intérêts	(2 804)	(999)	(885)	(136)	(4 824)
Revenu avant ce qui suit :	1 456	580	1 065	(121)	2 980
Provision pour impôts sur le revenu	(574)	(173)	(415)	172	(990)
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net des filiales	–	(43)	–	(21)	(64)
Revenu net	882 \$	364 \$	650 \$	30 \$	1 926 \$
Total de l'actif moyen (en milliards de dollars)	89 \$	31 \$	101 \$	18 \$	239 \$

- 1) Comprend les revenus provenant de toutes les autres unités d'exploitation de moindre importance qui sont de 359 \$ en 2001 (356 \$ en 2000) et le revenu net de 210 \$ en 2001 (193 \$ en 2000). Comprend également les redressements du siège social, tels que l'élimination de la majoration du revenu exempt d'impôt déclarée dans le revenu d'intérêts net et la provision pour impôts sur le revenu, les augmentations de la provision générale, les écarts entre les montants réels des coûts engagés et imputés aux unités d'exploitation et l'incidence des titrisations.

Le tableau suivant présente un résumé des résultats financiers de la Banque par secteur géographique. Les revenus et frais qui n'ont pas été réaffectés à des secteurs d'activité d'exploitation bien précis sont pris en compte dans le poste Redressements du siège social.

Secteur géographique ¹⁾

Exercice terminé le 31 octobre 2001 (en millions de dollars)	Canada	États-Unis	Autre pays	Total
Revenu d'intérêts net	3 580 \$	721 \$	2 298 \$	6 599 \$
Provision pour pertes sur prêts	(306)	(686)	(295)	(1 287)
Autres revenus	2 383	493	860	3 736
Frais autres que d'intérêts	(3 488)	(297)	(1 856)	(5 641)
Provision pour impôts sur le revenu	(667)	(64)	(229)	(960)
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net des filiales	–	–	(102)	(102)
Revenu	1 502 \$	167 \$	676 \$	2 345 \$
Redressements du siège social				(176)
Revenu net				2 169 \$
Total de l'actif moyen (en milliards de dollars)	152 \$	44 \$	72 \$	268 \$
Redressements du siège social				4
Total de l'actif moyen y inclus les redressements du siège social				272 \$

Exercice terminé le 31 octobre 2000 (en millions de dollars)	Canada	États-Unis	Autre pays	Total
Revenu d'intérêts net	3 282 \$	651 \$	1 588 \$	5 521 \$
Provision pour pertes sur prêts	(243)	(308)	(256)	(807)
Autres revenus	2 407	469	588	3 464
Frais autres que d'intérêts	(3 455)	(287)	(1 229)	(4 971)
Provision pour impôts sur le revenu	(682)	(217)	(176)	(1 075)
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net des filiales	–	–	(43)	(43)
Revenu	1 309 \$	308 \$	472 \$	2 089 \$
Redressements du siège social				(163)
Revenu net				1 926 \$
Total de l'actif moyen (en milliards de dollars)	143 \$	39 \$	54 \$	236 \$
Redressements du siège social				3
Total de l'actif moyen y inclus les redressements du siège social				239 \$

- 1) Les revenus sont attribués aux pays en fonction de l'endroit où les services sont rendus ou les éléments d'actif sont inscrits.

19. Engagements et passif éventuel

a) Engagements de crédit indirects

Dans le cours normal de ses activités, divers engagements de crédit indirects sont en cours et ne sont pas reflétés dans les états financiers consolidés. Ces engagements peuvent prendre diverses formes, notamment :

- des garanties et lettres de crédit de soutien, qui représentent un engagement irrévocable d'effectuer les paiements d'un client qui ne pourrait respecter ses obligations financières ou ses engagements contractuels;
- des lettres de crédit documentaires et lettres de crédit commerciales, en vertu desquelles la Banque s'engage à honorer les traites présentées par un tiers après l'exécution de certaines activités;
- des engagements de crédit, qui représentent une promesse de la Banque de rendre disponible, à certaines conditions, un crédit,

Le tableau ci-dessous donne une répartition détaillée des engagements de crédit indirects hors bilan de la Banque, représentés par les montants contractuels des engagements ou contrats s'y rattachant.

<i>Au 31 octobre (en millions de dollars)</i>	2001	2000
Garanties et lettres de crédit de soutien	11 738 \$	11 228 \$
Lettres de crédit documentaires et lettres de crédit commerciales	746	771
Engagements de crédit :		
Échéance initiale de un an ou moins	92 170	84 554
Échéance initiale de plus de un an	40 422	43 107
Prêts de valeurs mobilières	3 090	4 796
Engagements d'achat de valeurs mobilières	825	729
Total des engagements de crédit indirects hors bilan	148 991 \$	145 185 \$

b) Engagements en vertu de contrats de location

Les engagements futurs minimums au 31 octobre 2001 au titre de la location de bâtiments et de matériel en vertu de contrats à long terme non résiliables sont les suivants :

<i>Pour l'exercice (en millions de dollars)</i>	2002	159 \$
	2003	138
	2004	114
	2005	93
	2006	72
	2007 et par la suite	326
	Total	902 \$

Les frais de location de bâtiments, déduction faite des revenus de sous-location, qui sont portés à l'état consolidé des revenus, s'élèvent à 200 millions de dollars (179 millions de dollars en 2000).

c) Nantissement d'éléments d'actif

Dans le cours normal de ses activités, la Banque transporte des valeurs mobilières et d'autres éléments d'actif en nantissement d'éléments de passif. Le détail des éléments d'actif transportés en nantissement est fourni ci-dessous :

<i>Au 31 octobre (en millions de dollars)</i>	2001	2000
Éléments d'actif transportés en nantissement à :		
la Banque du Canada ¹⁾	75 \$	73 \$
des administrations publiques et des banques centrales étrangères ¹⁾	4 663	2 669
des systèmes de compensation et de paiement et des dépositaires ¹⁾	450	328
Éléments d'actif transportés en nantissement au titre d'opérations sur instruments dérivés cotés en bourse	117	40
Éléments d'actif donnés en gage à titre de garantie pour :		
des valeurs mobilières empruntées	6 875	4 015
des obligations relatives à des actifs vendus en vertu d'ententes de rachat	30 627	23 792
des prêts à vue	4	89
des opérations hors cote sur produits dérivés	94	59
Total	42 905 \$	31 065 \$

1) Comprend les éléments d'actif transportés en nantissement aux fins d'une participation dans des systèmes de compensation et de paiement ainsi que de dépositaires, ou en vue d'un accès aux installations de banques centrales dans des territoires étrangers.

d) Litiges

La Banque et ses filiales font l'objet d'un certain nombre de poursuites et de procédures judiciaires qui découlent de leurs activités normales. La direction de la Banque estime que le règlement de ces pour-

suites et procédures n'aura pas, dans l'ensemble, une incidence importante sur la situation financière de la Banque ni sur les résultats de son exploitation.

- le prêt de valeurs mobilières lorsque la Banque, à titre de mandataire, consent à prêter à un tiers des valeurs mobilières. L'emprunteur doit garantir le prêt en tout temps, par l'affectation de biens suffisants.
- Engagements d'achat de valeurs mobilières [security purchase agreement] en vertu desquels la Banque s'engage à financer des placements futurs.

Ces instruments financiers sont assujettis aux normes habituelles en matière de crédit, de contrôle financier et de contrôle du risque.

20. Instruments financiers

a) Juste valeur

La juste valeur correspond au montant estimatif de la contrepartie dont conviendraient deux parties informées et consentantes agissant en toute liberté; la meilleure indication de la juste valeur est le cours du marché, le cas échéant. Nombre des instruments financiers de la Banque n'ont pas de débouché sur le marché. En conséquence, ces instruments ont été évalués à l'aide d'une technique d'actualisation ou d'une autre méthode d'évaluation et la valeur obtenue n'est pas nécessairement indicative du montant réalisable sur règlement immédiat des instruments. En outre, le calcul de la juste valeur estimative se fonde sur la situation du marché à un moment précis et peut ne pas refléter la juste valeur future.

Le tableau suivant indique la juste valeur des instruments financiers et des instruments dérivés figurant au bilan de la Banque, établie à l'aide des méthodes d'évaluation et des hypothèses décrites ci-dessous. La juste valeur des éléments d'actif et de passif qui ne sont pas considérés comme des instruments financiers, comme les terrains, les bâtiments et le matériel, n'est pas présentée.

Au 31 octobre (en millions de dollars)	2001			2000		
	Juste valeur totale	Valeur comptable totale	Favorable/(défavorable)	Juste valeur totale	Valeur comptable totale	Favorable/(défavorable)
Actif :						
Liquidités	20 160 \$	20 160 \$	– \$	18 744 \$	18 744 \$	– \$
Valeurs mobilières	54 242	53 284	958 ¹⁾	42 507	41 386	1 121 ¹⁾
Prêts	177 195	175 432	1 763	166 494	166 903	(409)
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	9 301	9 301	–	8 807	8 807	–
Autres	4 359	4 359	–	3 780	3 780	–
Passif :						
Dépôts	187 570	186 195	(1 375)	174 633	173 900	(733)
Acceptations	9 301	9 301	–	8 807	8 807	–
Obligations relatives aux actifs vendus en vertu d'ententes de rachat	30 627	30 627	–	23 792	23 792	–
Obligations relatives aux valeurs vendues à découvert	6 442	6 442	–	4 297	4 297	–
Autres	13 938	13 938	–	13 364	13 364	–
Débentures subordonnées	5 555	5 344	(211)	5 293	5 370	77
Instruments dérivés (note 21)	945	987 ²⁾	(42)	779	596 ²⁾	183

1) Ne comprend pas des pertes réalisées sur valeurs mobilières et reportées de 283 \$ (252 \$ en 2000).

2) Ce montant représente un actif net.

La valeur comptable des actifs et des passifs financiers détenus à des fins autres que la négociation peut excéder leur juste valeur, principalement en raison de la fluctuation des taux d'intérêt. Dans ces cas, la Banque ne ramène pas la valeur comptable des actifs et passifs financiers à leur juste valeur, étant donné qu'elle entend conserver ces éléments jusqu'à leur échéance.

Détermination de la juste valeur

La juste valeur des instruments financiers figurant au bilan a été estimée d'après les méthodes et les hypothèses suivantes :

On présume que la juste valeur estimative des liquidités, des actifs acquis en vertu d'ententes de revente, des engagements de clients en contrepartie d'acceptations, des autres éléments d'actif, des obligations relatives aux actifs vendus en vertu d'ententes de rachat, des acceptations et des autres engagements est proche de leur valeur comptable puisqu'il s'agit d'éléments à court terme.

La fluctuation des taux d'intérêt constitue la principale cause de la variation de la juste valeur des instruments financiers de la Banque. La plupart des instruments financiers de la Banque sont comptabilisés au coût historique, qui n'est pas rajusté pour tenir compte des augmentations ou des diminutions de la juste valeur découlant des fluctuations du marché, y compris des fluctuations des taux d'intérêt. La valeur comptable des instruments financiers détenus à des fins de négociation est continuellement rajustée en fonction de la juste valeur.

On présume que la juste valeur des valeurs mobilières est égale à leur valeur marchande estimative, comme il est décrit à la note 3. On suppose que la juste valeur des obligations liées aux titres vendus à découvert est égale à la valeur comptable de ces titres, du fait qu'ils sont inscrits à la valeur marchande. La valeur marchande est établie par référence aux cours du marché lorsqu'ils sont disponibles. S'il n'est pas facile d'obtenir le cours d'une valeur mobilière, on utilise comme référence la cote d'un titre similaire ou d'autres méthodes d'estimation.

La juste valeur estimative des prêts tient compte des variations du niveau général des taux d'intérêt depuis l'établissement des prêts. Les méthodes d'évaluation particulières qui ont été utilisées sont les suivantes:

- pour les prêts aux pays désignés à marché naissant, la juste valeur est établie d'après les cours du marché;
- pour les prêts à taux variable, on présume que la juste valeur est égale à la valeur comptable, car le taux d'intérêt sur ces prêts se rajuste automatiquement en fonction du marché;
- pour tous les autres prêts, la juste valeur est déterminée en actualisant les flux de trésorerie futurs prévus aux taux d'intérêt pratiqués sur le marché pour des prêts comportant des conditions et des risques similaires.

b) Risque de taux d'intérêt

Le tableau ci-après présente un sommaire de la valeur comptable des instruments financiers figurant à l'actif, au passif et aux capitaux propres du bilan et des instruments financiers hors bilan afin d'établir le montant sensible aux variations de taux d'intérêt de la Banque à la date contractuelle d'échéance ou de révision des taux d'intérêt, selon celle qui est la plus rapprochée. À cette fin, des ajustements sont apportés pour tenir compte des remboursements de prêts hypothécaires et d'autres prêts d'après les tendances historiques et pour reclasser les instruments de négociation de la Banque dans la catégorie des instruments affichant une sensibilité immédiate aux variations de taux d'intérêt.

Au 31 octobre 2001 (en millions de dollars)	Sensibilité immédiate aux variations de taux	Insensibilité aux variations de taux d'intérêt					Total
		Moins de 3 mois	De 3 à 12 mois	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans		
Liquidités	2 165 \$	12 056 \$	2 334 \$	124 \$	– \$	3 481 \$	20 160 \$
Valeurs détenues à des fins de placement	2 388	2 374	2 311	6 769	7 498	4 110 ²⁾	25 450
Valeurs détenues à des fins de négociation	136	6 128	877	5 792	3 930	10 971	27 834
Prêts	33 125	68 757	24 511	46 308	2 472	259 ³⁾	175 432
Autres éléments d'actif	–	–	–	–	–	35 549 ⁴⁾	35 549
Total de l'actif	37 814	89 315	30 033	58 993	13 900	54 370	284 425
Dépôts	15 818	105 250	32 949	19 602	145	12 431	186 195
Obligations relatives aux actifs vendus en vertu d'ententes de rachat	–	26 132	4 495	–	–	–	30 627
Obligations relatives aux valeurs vendues à découvert	–	482	307	1 370	3 063	1 220	6 442
Débentures subordonnées	–	350	1 434	1 413	2 147	–	5 344
Autres engagements	–	–	–	–	–	41 209 ⁴⁾	41 209
Avoir des actionnaires	–	–	–	–	–	14 608 ⁴⁾	14 608
Total du passif et de l'avoir des actionnaires	15 818	132 214	39 185	22 385	5 355	69 468	284 425
Montant au bilan sensible aux variations de taux d'intérêt	21 996	(42 899)	(9 152)	36 608	8 545	(15 098)	–
Montant hors bilan sensible aux variations de taux d'intérêt	–	2 296	(2 208)	(2 717)	2 629	–	–
Montant sensible aux variations de taux d'intérêt, en raison des révisions prévues	21 996	(40 603)	(11 360)	33 891	11 174	(15 098)	–
Redressement en fonction des révisions prévues	(5 414)	10 607	10 048	(7 972)	(3 756)	(3 513)	–
Montant global sensible aux variations de taux d'intérêt	16 582 \$	(29 996) \$	(1 312) \$	25 919 \$	7 418 \$	(18 611) \$	– \$
Montant cumulatif sensible aux variations de taux d'intérêt	16 582	(13 414)	(14 726)	11 193	18 611	–	–
<i>Au 31 octobre 2000</i>							
Montant global sensible aux variations de taux d'intérêt	29 525 \$	(31 184) \$	(4 041) \$	18 654 \$	5 424 \$	(18 378) \$	– \$
Montant cumulatif sensible aux variations de taux d'intérêt	29 525	(1 659)	(5 700)	12 954	18 378	–	–

1) Correspond aux instruments financiers dont le taux d'intérêt varie en même temps que le taux sous-jacent, par exemple les prêts portant intérêt au taux préférentiel.

2) Comprend les instruments financiers comme les actions ordinaires, les actions privilégiées sans échéance déterminée et les actions de sociétés associées.

3) Comprend les prêts douteux.

4) Comprend les instruments non financiers.

Le tableau ci-après donne un aperçu des taux moyens effectifs des instruments financiers sensibles aux variations des taux d'intérêt figurant au bilan selon les dates contractuelles d'échéance ou de révision des taux d'intérêt, en prenant la date la plus proche. (Ces taux sont présentés avant et après le redressement au titre de l'incidence des instruments dérivés utilisés par la Banque aux fins de la gestion de l'actif et du passif.)

Taux moyens effectifs à la date contractuelle d'échéance ou de révision, selon la date la plus proche :

Au 31 octobre 2001	Non redressé					Total redressé ¹⁾
	Sensibilité immédiate aux variations de taux	Moins de 3 mois	De 3 à 12 mois	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	
Liquidités	4,1 %	4,5 %	4,4 %	3,6 %	- %	4,4 %
Valeurs détenues à des fins de placement ²⁾	8,7	5,3	8,0	7,8	6,7	7,3
Valeurs détenues à des fins de négociation	8,3	8,3	2,6	4,9	6,0	6,3
Prêts ³⁾	8,4	5,4	6,4	7,4	7,8	6,7
Dépôts ⁴⁾	3,2	3,8	4,2	5,3	5,3	4,0
Obligations relatives aux actifs vendus en vertu d'ententes de rachat ⁴⁾	-	5,1	4,1	-	-	5,0
Obligations relatives aux valeurs vendues à découvert	-	2,5	2,2	3,3	5,2	4,3
Débentures subordonnées ⁴⁾	-	6,0	5,7	6,4	6,5	6,2

Au 31 octobre 2000	Non redressé					Total redressé ¹⁾
	Sensibilité immédiate aux variations de taux	Moins de 3 mois	De 3 à 12 mois	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	
Liquidités	6,0 %	5,7 %	5,4 %	6,8 %	- %	5,7 %
Valeurs détenues à des fins de placement ²⁾	7,4	8,4	7,1	7,0	6,0	6,8
Valeurs détenues à des fins de négociation	6,6	6,1	6,9	6,7	6,7	6,6
Prêts ³⁾	9,0	7,6	7,7	7,2	8,8	7,8
Dépôts ⁴⁾	5,1	5,7	5,8	5,6	5,8	5,7
Obligations relatives aux actifs vendus en vertu d'ententes de rachat ⁴⁾	-	6,0	6,0	-	-	6,0
Obligations relatives aux valeurs vendues à découvert	-	5,6	5,9	6,0	6,2	6,1
Débentures subordonnées ⁴⁾	-	-	7,6	6,2	6,7	6,4

1) Redressé pour tenir compte de l'incidence des instruments dérivés connexes.

2) Le taux de rendement est fonction de la valeur comptable, déduction faite de la provision à l'égard des risques-pays, et des taux d'intérêt contractuels ou de dividende déclaré, rajustés pour tenir compte de l'amortissement des primes et des escomptes. Le taux de rendement des valeurs exonérées d'impôt n'a pas été rajusté en fonction du montant imposable équivalent.

3) Le taux de rendement est fonction de la valeur comptable, déduction faite de la provision pour créances irrécouvrables, et des taux d'intérêt contractuels, rajustés pour tenir compte de l'amortissement des revenus reportés.

4) Le taux de rendement est fonction de la valeur comptable et des taux d'intérêt contractuels.

c) Risque de crédit

Le tableau ci-après présente un sommaire de la répartition sectorielle du risque de crédit entre les entreprises et les administrations publiques avec lesquelles la Banque fait affaire :

Au 30 septembre (en millions de dollars)	2001			2000	
	Prêts et acceptations ¹⁾	Garanties et lettres de crédit	Instruments dérivés ²⁾	Total	Total
Secteur primaire et secteur de la transformation	29 271 \$	3 806 \$	1 400 \$	34 477 \$	33 012 \$
Secteurs commercial et du marchandisage	30 375	3 202	386	33 963	31 851
Secteur immobilier	3 520	419	62	4 001	4 934
Transports, communications et services publics	15 201	1 830	785	17 816	16 406
Banques et autres sociétés de services financiers	6 338	2 189	14 038	22 565	16 939
Administrations publiques et banques centrales à l'étranger	1 434	614	73	2 121	718
Administrations publiques canadiennes	358	39	1 338	1 735	1 651
Total	86 497 \$	12 099 \$	18 082 \$	116 678 \$	105 511 \$
Provision générale ²⁾³⁾				1 399	1 210
				115 279 \$	104 301 \$

1) Compte non tenu des actifs acquis en vertu d'ententes de revente.

2) Montant des instruments dérivés et de la provision générale au 31 octobre.

3) La tranche restante de 76 \$ (90 \$ en 2000) de la provision générale de 1 475 \$ (1 300 \$ en 2000) s'applique aux prêts autres que les prêts aux entreprises et aux administrations publiques.

d) Couvertures d'anticipation

Dans le cours normal de ses activités, la Banque peut décider de couvrir des opérations anticipées comme des revenus et des frais

futurs libellés en devises et des campagnes de dépôt prévues. Aux 31 octobre 2001 et 2000, aucune couverture d'anticipation importante n'était en cours.

21. Instruments dérivés

a) Montants nominaux de référence

Le tableau suivant indique les montants nominaux de référence globaux des instruments dérivés hors bilan non réglés par type et ventilés selon que la Banque les utilise comme instruments de négociation ou de gestion de l'actif et du passif (GAP). Les montants nominaux de référence de ces contrats représentent le volume d'instruments dérivés non réglés et non pas le gain ou la perte éventuel(le) afférent(e) au risque de marché ou au risque de crédit de ces instruments. Le montant nominal de référence représente le montant auquel un taux ou un prix est appliqué dans le but de déterminer les mouvements de fonds à échanger. Les autres marchés dérivés comprennent des instruments dérivés liés aux actions, aux métaux précieux autres que l'or, aux métaux communs et au crédit.

Au 31 octobre (en millions de dollars)	2001			2000		
	Négociation	GAP	Total	Négociation	GAP	Total
Contrats de taux d'intérêt						
Cotés en bourse :						
Contrats à terme	75 455 \$	12 703 \$	88 158 \$	65 557 \$	24 440 \$	89 997 \$
Options achetées	4 389	–	4 389	8 491	–	8 491
Options vendues	1 324	–	1 324	670	–	670
	81 168	12 703	93 871	74 718	24 440	99 158
Hors bourse :						
Contrats de garantie de taux d'intérêt	80 279	24 226	104 505	61 900	69 435	131 335
Swaps	423 261	90 824	514 085	365 407	86 348	451 755
Options achetées	43 981	2 369	46 350	59 984	7 596	67 580
Options vendues	55 444	704	56 148	67 989	285	68 274
	602 965	118 123	721 088	555 280	163 664	718 944
Total	684 133 \$	130 826 \$	814 959 \$	629 998 \$	188 104 \$	818 102 \$
Contrats de change et sur l'or						
Cotés en bourse :						
Contrats à terme	2 136 \$	– \$	2 136 \$	1 216 \$	– \$	1 216 \$
Options achetées	77	–	77	149	–	149
Options vendues	96	–	96	325	–	325
	2 309	–	2 309	1 690	–	1 690
Hors bourse :						
Au comptant et à terme	197 263	4 799	202 062	155 563	3 397	158 960
Swaps	39 261	10 936	50 197	32 586	9 450	42 036
Options achetées	4 597	–	4 597	5 706	–	5 706
Options vendues	4 464	–	4 464	5 464	–	5 464
	245 585	15 735	261 320	199 319	12 847	212 166
Total	247 894 \$	15 735 \$	263 629 \$	201 009 \$	12 847 \$	213 856 \$
Autres marchés dérivés						
Cotés en bourse	4 512 \$	– \$	4 512 \$	6 103 \$	– \$	6 103 \$
Hors bourse	17 142	4 723	21 865	16 746	2 990	19 736
Total	21 654 \$	4 723 \$	26 377 \$	22 849 \$	2 990 \$	25 839 \$
Total des montants nominaux de référence non réglés	953 681 \$	151 284 \$	1 104 965 \$	853 856 \$	203 941 \$	1 057 797 \$

b) Durée à courir d'ici l'échéance

Le tableau suivant présente un résumé de la durée à courir jusqu'à l'échéance du montant nominal de référence des instruments dérivés de la Banque par type.

<i>Au 31 octobre 2001 (en millions de dollars)</i>	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Contrats de taux d'intérêt				
Contrats à terme	55 371 \$	32 787 \$	– \$	88 158 \$
Contrats de garantie de taux d'intérêt	101 242	3 263	–	104 505
Swaps	229 343	223 013	61 729	514 085
Options achetées	23 019	24 661	3 059	50 739
Options vendues	22 880	31 113	3 479	57 472
	431 855	314 837	68 267	814 959
Contrats de change et sur l'or				
Contrats à terme	1 648	488	–	2 136
Au comptant et à terme	188 396	13 064	602	202 062
Swaps	11 414	25 975	12 808	50 197
Options achetées	3 159	1 515	–	4 674
Options vendues	3 072	1 488	–	4 560
	207 689	42 530	13 410	263 629
Autres marchés dérivés				
Total	17 271	8 521	585	26 377
	656 815 \$	365 888 \$	82 262 \$	1 104 965 \$

<i>Au 31 octobre 2000 (en millions de dollars)</i>	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Contrats de taux d'intérêt				
Contrats à terme	58 498 \$	31 499 \$	– \$	89 997 \$
Contrats de garantie de taux d'intérêt	127 590	3 745	–	131 335
Swaps	199 665	201 249	50 841	451 755
Options achetées	53 914	19 036	3 121	76 071
Options vendues	39 909	25 897	3 138	68 944
	479 576	281 426	57 100	818 102
Contrats de change et sur l'or				
Contrats à terme	541	675	–	1 216
Au comptant et à terme	146 172	11 985	803	158 960
Swaps	11 420	23 837	6 779	42 036
Options achetées	4 066	1 789	–	5 855
Options vendues	4 358	1 431	–	5 789
	166 557	39 717	7 582	213 856
Autres marchés dérivés				
Total	20 610	4 645	584	25 839
	666 743 \$	325 788 \$	65 266 \$	1 057 797 \$

c) Risque de crédit

Tout comme les éléments d'actif du bilan, les instruments dérivés sont exposés au risque de crédit, qui découle de la possibilité que les contreparties manquent à leurs obligations envers la Banque. Toutefois, bien que le risque de crédit relatif aux éléments d'actif du bilan corresponde au montant du capital, déduction faite de toute provision pour créances irrécouvrables applicable, le risque de crédit associé aux instruments dérivés ne correspond normalement qu'à une faible fraction du montant nominal de référence de l'instrument dérivé. Les marchés dérivés n'exposent la Banque au risque de pertes sur prêts que si les variations des taux du marché influent négativement sur la position d'une contrepartie et que celle-ci manque à ses paiements. En conséquence, le risque de crédit associé aux instruments dérivés correspond à la juste valeur positive de l'instrument.

Les instruments dérivés négociés hors bourse présentent souvent un risque de crédit plus élevé que les instruments négociés en bourse. La variation nette de la valeur des contrats négociés en bourse est

normalement réglée chaque jour en espèces. Les parties à ces contrats consultent la bourse pour connaître le rendement du contrat.

La Banque s'efforce de limiter le risque de crédit en négociant avec des contreparties qu'elle considère solvables et elle gère le risque de crédit relatif aux instruments dérivés en appliquant le même processus d'évaluation et de gestion du risque de crédit que pour les éléments d'actif du bilan.

La Banque recherche activement des moyens de réduire le risque de pertes sur prêts lié aux opérations sur les instruments dérivés. À cette fin, elle conclut notamment des accords généraux de compensation avec les contreparties. Le risque de crédit associé aux contrats favorables faisant l'objet d'un accord général de compensation n'est éliminé que dans la mesure où les contrats défavorables conclus avec la même contrepartie seront réglés après la réalisation des contrats favorables.

Le tableau suivant indique l'exposition de la Banque au risque de crédit associé aux instruments dérivés. Le montant exposé au risque de crédit (MERC) représente le coût de remplacement estimatif ou la juste valeur positive pour tous les contrats, compte non tenu de l'incidence de tout accord général de compensation ou de garantie conclu. Le MERC ne reflète pas les pertes réelles ou prévues.

Le risque de crédit équivalent (RCÉ) est le MERC auquel on ajoute un montant au titre du risque de crédit éventuel. Ce montant est obtenu à partir d'une formule prescrite par le surintendant dans sa ligne directrice sur la suffisance des capitaux propres. Le solde pondéré en fonction du risque correspond au RCÉ multiplié par les facteurs de risque de contrepartie énoncés dans cette ligne directrice.

	2001				2000		
	Montant nominal de référence	Montant exposé au risque de crédit (MERC)a)	Risque de crédit éventuel b)	Risque de crédit équivalent (RCÉ) a) + b)	Solde pondéré en fonction du risque	Montant exposé au risque de crédit (MERC)	Solde pondéré en fonction du risque
<i>Au 31 octobre (en millions de dollars)</i>							
Contrats de taux d'intérêt							
Contrats à terme	88 158 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Contrats de garantie de taux d'intérêt	104 505	155	16	171	32	46	13
Swaps	514 085	11 882	2 041	13 923	3 325	4 637	1 369
Options achetées	50 739	737	169	906	220	251	91
Options vendues	57 472	–	–	–	–	–	–
	814 959	12 774	2 226	15 000	3 577	4 934	1 473
Contrats de change et sur l'or							
Contrats à terme	2 136	–	–	–	–	–	–
Au comptant et à terme	202 062	2 516	2 438	4 954	1 523	2 502	1 356
Swaps	50 197	1 637	2 336	3 973	906	1 173	564
Options achetées	4 674	178	108	286	106	156	101
Options vendues	4 560	–	–	–	–	–	–
	263 629	4 331	4 882	9 213	2 535	3 831	2 021
Autres marchés dérivés							
Total des instruments dérivés	1 104 965 \$	18 082 \$	8 897 \$	26 979 \$	6 991 \$	10 057 \$	4 333 \$
Moins : incidence des accords généraux de compensation							
Total	10 030	2 857	12 887	2 806	3 862	1 214	
	8 052 \$	6 040 \$	14 092 \$	4 185 \$	6 195 \$	3 119 \$	

d) Juste valeur

La juste valeur des instruments dérivés négociés en bourse se fonde sur les cours du marché, tandis que la juste valeur des instruments dérivés hors bourse est obtenue à partir de techniques de modélisation qui tiennent compte des prix actuellement pratiqués sur le marché, des prix contractuels des instruments sous-jacents, ainsi

que de la valeur-temps et de la courbe de rendement ou de la volatilité de la position sous-jacente.

Les instruments dérivés utilisés à des fins de négociation doivent faire l'objet d'un redressement pour évaluation supplémentaire en fonction du portefeuille pour couvrir les risques futurs et les coûts connexes.

Le tableau suivant indique la juste valeur des instruments dérivés par type, ventilés selon que la Banque les utilise à des fins de négociation ou à des fins de gestion de l'actif et du passif (GAP).

Au 31 octobre (en millions de dollars)	2001		2001		2000	
	Juste valeur moyenne ¹⁾		Juste valeur à la fin de l'exercice		Juste valeur à la fin de l'exercice	
	Favorable	Défavorable	Favorable	Défavorable	Favorable	Défavorable
Négociation						
Contrats de taux d'intérêt						
Contrats de garantie de taux d'intérêt	58 \$	55 \$	127 \$	100 \$	24 \$	28 \$
Swaps	5 731	5 167	10 323	9 555	3 551	3 151
Options	470	513	736	884	246	288
	6 259	5 735	11 186	10 539	3 821	3 467
Contrats de change et sur l'or						
Contrats à terme	2 555	2 212	2 492	2 075	2 472	2 095
Swaps	1 010	1 958	1 141	2 157	945	1 884
Options	162	155	178	157	156	160
	3 727	4 325	3 811	4 389	3 573	4 139
Autres marchés dérivés						
Juste valeur totale – négociation	659	889	889	525	850	1 109
	10 645 \$	10 949 \$	15 886 \$	15 453 \$	8 244 \$	8 715 \$
GAP ²⁾						
Contrats de taux d'intérêt						
Contrats de garantie de taux d'intérêt			28 \$	53 \$	22 \$	36 \$
Swaps	1 559		1 254		1 086	344
Options	1		18		5	2
	1 588		1 325		1 113	382
Contrats de change et sur l'or						
Contrats à terme			24	19	30	19
Swaps	496		331		228	129
Options	–		–		–	–
	520		350		258	148
Autres marchés dérivés						
Juste valeur totale – GAP	88	9	9	442	442	33
Juste valeur totale avant l'incidence des accords généraux de compensation, montant brut	2 196 \$	1 684 \$	1 684 \$	1 813 \$	1 813 \$	563 \$
Moins : incidence des accords généraux de compensation	18 082 \$	17 137 \$	17 137 \$	10 057 \$	10 057 \$	9 278 \$
Total	10 030	10 030	10 030	3 862	3 862	3 862
	8 052 \$	7 107 \$	7 107 \$	6 195 \$	6 195 \$	5 416 \$

- 1) La juste valeur des instruments dérivés utilisés à des fins de négociation était comme suit pour l'exercice terminé le 31 octobre 2000 : favorable : 7 763 \$ et défavorable : 8 135 \$. Les montants de la juste valeur se fondent sur les soldes de fin de mois.
- 2) La juste valeur de ces instruments dérivés neutralise en totalité ou en partie les variations de la juste valeur des instruments financiers connexes figurant au bilan.

22. Acquisition de filiales

a) Grupo Financiero Scotiabank Inverlat au Mexique

Le 30 novembre 2000, la Banque a accru sa participation avec droit de vote dans Grupo Financiero Scotiabank Inverlat (Inverlat) au Mexique, la faisant passer de 10 % à 55 %. Le prix d'achat de cette participation supplémentaire de 45 % a totalisé 184 millions de dollars US, se composant de la conversion de débentures de 144 millions de dollars acquises en 1996 et d'un paiement en espèces de 40 millions de dollars. Au total, le prix d'acquisition de la participation de 55 % s'est élevé à

215 millions de dollars US (320 millions de dollars). Inverlat est formé de trois principales sociétés en exploitation : une banque traditionnelle, une maison de courtage et une maison de change. Les résultats d'Inverlat ont été pris en compte dans le revenu de la Banque depuis l'acquisition, laquelle a été comptabilisée selon la méthode de l'achat pur et simple.

Cette acquisition se résume comme suit :

(en millions de dollars)

Actifs identifiables acquis

Espèces et dépôts à d'autres banques	1 812 \$
Valeurs mobilières	3 322
Prêts	5 800
Actifs acquis en vertu d'engagements de revente	4 749
Actifs incorporels	18
Autres éléments d'actif	1 196
	16 897 \$

Moins le passif pris en charge

Dépôts	8 059 \$
Obligations liées à des actifs vendus en vertu d'engagements de rachat	7 435
Autres engagements	858
Part des actionnaires sans contrôle dans la filiale	303
	16 655
Juste valeur des actifs identifiables nets acquis	242
Écart d'acquisition	78
Total de la contrepartie versée à l'achat	320 \$

b) Scotiabank Sud Americano au Chili

Au cours de l'exercice 2000, la Banque a accru sa participation avec droit de vote dans Scotiabank Sud Americano au Chili, la faisant passer de 28 % à 88 %. Cette acquisition a eu lieu en deux étapes : d'abord, le 15 décembre 1999, lorsque la Banque a acquis une participation de 33 % en contrepartie d'une somme au comptant de 112 millions de dollars US et, ensuite, le 6 octobre 2000, lorsqu'elle a acquis une autre participation de 27 % en contrepartie d'une somme au comptant de 79 millions de dollars US. Ces acquisitions ont été comptabilisées selon la méthode de l'achat pur et

simple. La Banque a inscrit un écart d'acquisition de 160 millions de dollars. Les résultats d'exploitation de Scotiabank Sud Americano sont, depuis le 16 décembre 1999, regroupés dans les résultats de la Banque, moins la quote-part pertinente des actionnaires sans contrôle dans le revenu net. L'actif total de Scotiabank Sud Americano s'élevait à 3,5 milliards de dollars au 15 décembre 1999.

Le 17 novembre 2000, la Banque a acquis une autre participation de 10 % en contrepartie d'une somme au comptant de 28 millions de dollars US, portant ainsi sa participation totale à 98 %.

PRINCIPALES FILIALES¹⁾

<i>Au 31 octobre 2001 (en millions de dollars)</i>	<i>Adresse du siège social</i>	<i>Valeur comptable des actions</i>
AU CANADA		
Fiducie de Capital Scotia	Toronto (Ontario)	128 \$
BNS Investments Inc.	Toronto (Ontario)	4 232 \$
Les Immeubles Banque de Nouvelle-Écosse Inc.	Toronto (Ontario)	
e-Scotia.com Commerce Holding Limited	Toronto (Ontario)	
Compagnie Montréal Trust	Montréal (Québec)	
Compagnie Montréal Trust du Canada	Montréal (Québec)	
Corporation MontroServices	Montréal (Québec)	
Scotia Merchant Capital Corporation	Toronto (Ontario)	
La compagnie d'assurance d'hypothèques du Canada	Toronto (Ontario)	368 \$
Trustco National Inc.	Toronto (Ontario)	776 \$
La Société de fiducie Banque de Nouvelle-Écosse	Toronto (Ontario)	
Compagnie Trust National	Toronto (Ontario)	
Société d'hypothèques Victoria et Grey	Toronto (Ontario)	
RoyNat Inc.	Toronto (Ontario)	30 \$
Gestion de placements Scotia Cassels Limitée	Toronto (Ontario)	31 \$
ScotiaVie, Compagnie d'assurance	Toronto (Ontario)	37 \$
Société hypothécaire Scotia	Toronto (Ontario)	297 \$
Société de placement hypothécaire Scotia	St. John's (Terre-Neuve)	64 \$
Placements Scotia Inc.	Toronto (Ontario)	365 \$
Courtage Réduit Scotia Inc.	Toronto (Ontario)	
ScotiaMcLeod Corporation	Toronto (Ontario)	104 \$
Scotia Capitaux Inc.	Toronto (Ontario)	

À L'ÉTRANGER

The Bank of Nova Scotia Berhad	Kuala Lumpur, Malaysia	121 \$
The Bank of Nova Scotia International Limited		
BNS International (Barbados) Limited	Nassau, Bahamas	6 189 \$
BNS Pacific Limited	Warrens, Barbade	
The Bank of Nova Scotia Asia Limited	Port Louis, Maurice	
The Bank of Nova Scotia Channel Islands Limited	Singapour	
The Bank of Nova Scotia Trust Company (Bahamas) Limited	Jersey, Îles Anglo-Normandes	
The Bank of Nova Scotia Trust Company (Cayman) Limited	Nassau, Bahamas	
Scotiabank (Uruguay), I.F.E., S.A.	Grande Caïman, Îles Caïmanes	
Scotiabank (Barbados) Limited	Montevideo, Uruguay	
Scotia Subsidiaries Limited	Warrens, Barbade	
Scotiabank (Bahamas) Ltd.	Nassau, Bahamas	
Scotiabank (British Virgin Islands) Limited	Nassau, Bahamas	
Scotiabank (Cayman Islands) Limited	Road Town, Tortola, I.V.B.	
Scotiabank (Ireland) Limited	Grande Caïman, Îles Caïmanes	
	Dublin, Irlande	
The Bank of Nova Scotia Jamaica Limited (70 %)	Kingston, Jamaïque	239 \$
Grupo Financiero Scotiabank Inverlat, S.A. de C.V. (55 %)	Mexico, D.F., Mexique	407 \$
Nova Scotia Inversiones Limitada	Santiago, Chili	333 \$
Scotiabank Sud Americano (98 %)	Santiago, Chili	
Scotia Capital (USA) Inc.	New York, New York	2)
Scotia Holdings (US) Inc.	Atlanta, Géorgie	3)
The Bank of Nova Scotia Trust Company of New York	New York, New York	
Scotia International Inc.	New York, New York	
Scotiabanc Inc.	Atlanta, Géorgie	
Scotia International Limited	Nassau, Bahamas	703 \$
Corporacion Mercaban de Costa Rica, S.A. (80 %) ⁴⁾	San José, Costa Rica	
Scotia Mercantile Bank (91 %) ⁴⁾	Grande Caïman, Îles Caïmanes	
Scotiabank Anguilla Limited	The Valley, Anguilla	
Scotiabank Quilmes, S.A.	Buenos Aires, Argentine	
Scotiabank de Puerto Rico	Hato Rey, Puerto Rico	257 \$
Scotiabank El Salvador, S.A.	San Salvador, El Salvador	57 \$
Scotiabank Europe plc	Londres, Angleterre	1 812 \$
Scotiabank Trinidad and Tobago Limited (47 %) ⁵⁾	Port of Spain, Trinité-et-Tobago	81 \$
ScotiaMocatta Limited	Londres, Angleterre	17 \$

1) Sauf indication contraire, la Banque détient 100 % des actions comportant droit de vote en circulation de chacune des filiales. La liste ne comprend que les filiales importantes.

2) La valeur comptable de cette filiale est prise en compte avec celle de Scotia Capitaux Inc., sa société mère.

3) La valeur comptable de cette filiale est prise en compte avec celle de BNS Investments Inc., sa société mère.

4) Après la clôture de l'exercice, la Banque a porté sa participation à 100 %.

5) Société associée sous contrôle effectif de la Banque.

STATISTIQUES DES ONZE DERNIERS EXERCICES

<i>Au 31 octobre (en millions de dollars)</i>	2001	2000	1999	1998
Actif				
Liquidités	20 160 \$	18 744 \$	17 115 \$	22 900 \$
Valeurs mobilières				
Placement	25 450	19 565	20 030	17 392
Négociation	27 834	21 821	13 939	12 108
	53 284	41 386	33 969	29 500
Prêts				
Prêts hypothécaires à l'habitation	52 278	49 994	47 861	45 818
Prêts aux particuliers et sur cartes de crédit	19 804	17 704	16 396	18 574
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	75 850	75 646	67 681	74 901
Actifs acquis en vertu d'ententes de revente	27 500	23 559	13 921	11 189
	175 432	166 903	145 859	150 482
Autres				
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	9 301	8 807	9 163	8 888
Terrains, bâtiments et matériel	2 325	1 631	1 681	1 759
Évaluation à la valeur du marché des instruments dérivés de négociation	15 886	8 244	8 039	13 675
Autres éléments d'actif	8 037	7 456	6 865	6 384
	35 549	26 138	25 748	30 706
	284 425 \$	253 171 \$	222 691 \$	233 588 \$
Passif et avoir des actionnaires				
Dépôts				
Particuliers	75 573 \$	68 972 \$	65 715 \$	62 656 \$
Entreprises et administrations publiques	80 810	76 980	64 070	70 779
Banques	29 812	27 948	26 833	32 925
	186 195	173 900	156 618	166 360
Autres				
Acceptations	9 301	8 807	9 163	8 888
Obligations relatives aux actifs vendus en vertu d'ententes de rachat	30 627	23 792	16 781	14 603
Obligations relatives aux valeurs vendues à découvert	6 442	4 297	2 833	3 121
Évaluation à la valeur du marché des instruments dérivés de négociation	15 453	8 715	8 651	14 360
Autres engagements	15 369	14 586	11 667	9 787
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 086	729	198	173
	78 278	60 926	49 293	50 932
Débentures subordonnées	5 344	5 370	5 374	5 482
Avoir des actionnaires				
Capital-actions				
Actions privilégiées	1 775	1 775	1 775	1 775
Actions ordinaires	2 920	2 765	2 678	2 625
Bénéfices non répartis	9 913	8 435	6 953	6 414
	14 608	12 975	11 406	10 814
	284 425 \$	253 171 \$	222 691 \$	233 588 \$

1) Les chiffres correspondants antérieurs à 1996 n'ont pas été retraités pour refléter la présentation sur la base du solde brut des instruments dérivés évalués à la valeur du marché, car l'information ne peut être établie au prix d'un effort raisonnable.

BILAN CONSOLIDÉ

1997	1996	1995 ¹⁾	1994	1993	1992	1991
18 174 \$	14 737 \$	16 728 \$	11 388 \$	8 634 \$	8 337 \$	7 022 \$
17 091	15 835	13 820	17 093	10 894	9 417	6 429
10 908	10 070	8 154	8 473	6 944	4 811	4 112
27 999	25 905	21 974	25 566	17 838	14 228	10 541
41 647	30 653	28 581	26 767	18 600	16 703	14 596
17 668	16 718	15 274	13 372	11 599	11 113	11 601
57 904	48 953	45 554	42 336	37 399	38 530	34 628
8 520	9 112	8 378	4 304	4 606	1 706	1 306
125 739	105 436	97 787	86 779	72 204	68 052	62 131
7 575	5 945	5 563	4 796	3 921	3 726	5 380
1 716	1 523	1 485	1 200	1 099	1 110	1 043
8 925	8 978	—	—	—	—	—
5 025	2 777	3 652	3 199	2 814	1 924	2 038
23 241	19 223	10 700	9 195	7 834	6 760	8 461
195 153 \$	165 301 \$	147 189 \$	132 928 \$	106 510 \$	97 377 \$	88 155 \$
59 239 \$	47 768 \$	45 538 \$	42 431 \$	31 288 \$	29 058 \$	27 539 \$
56 928	44 981	41 747	35 660	30 009	30 902	25 000
22 808	25 145	24 060	21 664	16 451	16 667	15 294
138 975	117 894	111 345	99 755	77 748	76 627	67 833
7 575	5 945	5 563	4 796	3 921	3 726	5 380
11 559	7 894	7 354	5 798	4 926	2 574	1 986
3 739	6 509	5 416	5 989	4 191	2 779	1 953
8 872	8 571	—	—	—	—	—
9 731	7 387	6 809	7 158	6 608	4 413	4 471
137	101	133	175	56	51	17
41 613	36 407	25 275	23 916	19 702	13 543	13 807
5 167	3 251	3 249	3 016	3 156	2 128	1 979
1 468	1 325	1 575	1 100	1 300	1 000	1 000
2 567	2 161	1 994	1 839	1 429	1 308	1 201
5 363	4 263	3 751	3 302	3 175	2 771	2 335
9 398	7 749	7 320	6 241	5 904	5 079	4 536
195 153 \$	165 301 \$	147 189 \$	132 928 \$	106 510 \$	97 377 \$	88 155 \$

STATISTIQUES DES ONZE DERNIERS EXERCICES

<i>Pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars, sauf les données par action)</i>	2001	2000	1999 ¹⁾	1998
Revenu d'intérêts				
Prêts	13 049 \$	12 129 \$	10 654 \$	10 269 \$
Valeurs mobilières	3 062	2 286	1 874	1 815
Dépôts à d'autres banques	872	916	943	1 007
	16 983	15 331	13 471	13 091
Frais d'intérêts				
Dépôts	8 233	8 192	7 284	7 303
Débentures subordonnées	303	324	314	354
Autres	2 247	1 616	1 201	1 057
	10 783	10 132	8 799	8 714
Revenu d'intérêts net	6 200	5 199	4 672	4 377
Provision pour pertes sur prêts	1 425	765	635	595
Revenu d'intérêts net après provision pour pertes sur prêts	4 775	4 434	4 037	3 782
Autres revenus	4 071	3 665	3 183	2 858
Revenu d'intérêts net et autres revenus	8 846	8 099	7 220	6 640
Frais autres que d'intérêts				
Salaires et prestations au personnel	3 220	2 944	2 627	2 501
Frais de locaux et technologie	1 133	995	1 007	958
Communications et commercialisation	502	428	407	366
Autres frais	807	786	735	621
Provisions pour frais de restructuration à la suite des acquisitions	–	(34)	(20)	–
Radiation de l'écart d'acquisition	–	–	–	–
	5 662	5 119	4 756	4 446
Revenu avant éléments ci-dessous	3 184	2 980	2 464	2 194
Provision pour impôts sur le revenu	876	990	867	762
Quote-part du revenu net des filiales dévolue aux actionnaires sans contrôle	139	64	46	38
Revenu net	2 169 \$	1 926 \$	1 551 \$	1 394 \$
Dividendes versés sur actions privilégiées	108	108	108	97
Revenu net disponible aux porteurs d'actions ordinaires	2 061 \$	1 818\$	1 443 \$	1 297 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers) ³⁾ :				
De base	500 619	495 472	493 136	490 914
Dilué	508 995	501 253	498 090	496 697
Revenu net par action ordinaire ³⁾ :				
De base	4,12 \$	3,67 \$	2,93 \$	2,64 \$
Dilué	4,05 \$	3,63 \$	2,90 \$	2,61 \$
Dividendes par action ordinaire ³⁾	1,24 \$	1,00 \$	0,87 \$	0,80 \$

- 1) Ces résultats financiers ont été établis conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR), y compris les exigences du surintendant des institutions financières du Canada, sauf pour l'imputation de l'augmentation de la provision générale pour pertes sur prêts comme une charge directe aux bénéfices non répartis du quatrième trimestre de 1999, ce qui était conforme aux règles comptables prescrites par le surintendant des institutions financières du Canada en vertu de la Loi sur les banques. Si l'augmentation ponctuelle de la provision générale pour pertes sur prêts avait été constatée comme une charge dans l'état consolidé des revenus, ces résultats financiers auraient été les suivants : 1 185 \$ pour la provision pour pertes sur prêts, 1 237 \$ pour le revenu net, 2,29 \$ pour le revenu net de base par action et 2,26 \$ pour le revenu net dilué par action.
- 2) Les montants n'ont pas été retraités pour refléter le reclassement des gains et pertes sur valeurs mobilières, qui sont passés du revenu d'intérêts aux autres revenus, du fait qu'ils ne pouvaient être déterminés au prix d'un effort raisonnable.
- 3) Les montants ont été redressés avec effet rétroactif pour tenir compte de la division d'actions, à raison de deux pour une, qui a eu lieu le 12 février 1998.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES REVENUS

1997	1996	1995	1994	1993	1992	1991 ²⁾
8 082 \$	7 881 \$	8 007 \$	6 090 \$	5 382 \$	5 729 \$	6 650 \$
1 636	1 757	1 991	1 287	1 243	1 201	1 299
770	740	597	391	313	357	484
10 488	10 378	10 595	7 768	6 938	7 287	8 433
5 714	5 969	6 166	4 149	3 706	4 191	5 287
260	214	209	172	133	134	166
797	841	1 046	487	434	374	462
6 771	7 024	7 421	4 808	4 273	4 699	5 915
3 717	3 354	3 174	2 960	2 665	2 588	2 518
35	380	560	567	465	449	374
3 682	2 974	2 614	2 393	2 200	2 139	2 144
2 683	2 008	1 498	1 606	1 380	1 197	883
6 365	4 982	4 112	3 999	3 580	3 336	3 027
2 202	1 910	1 652	1 583	1 399	1 270	1 176
778	664	588	533	481	461	421
320	272	265	230	207	191	184
483	391	339	348	276	252	215
250	(20)	—	175	—	—	—
26	—	—	162	—	—	—
4 059	3 217	2 844	3 031	2 363	2 174	1 996
2 306	1 765	1 268	968	1 217	1 162	1 031
758	665	371	455	490	475	391
34	31	21	31	13	11	7
1 514 \$	1 069 \$	876 \$	482 \$	714 \$	676 \$	633 \$
99	113	104	97	92	79	79
1 415 \$	956 \$	772 \$	385 \$	622 \$	597 \$	554 \$
478 972	468 716	457 197	437 427	416 563	406 166	394 899
482 981	469 551	457 356	437 513	416 563	406 166	394 899
2,95 \$	2,04 \$	1,69 \$	0,88 \$	1,49 \$	1,47 \$	1,40 \$
2,93 \$	2,04 \$	1,69 \$	0,88 \$	1,49 \$	1,47 \$	1,40 \$
0,74 \$	0,65 \$	0,62 \$	0,58 \$	0,56 \$	0,52 \$	0,50 \$

STATISTIQUES DES ONZE DERNIERS EXERCICES

<i>Exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars)</i>	2001	2000	1999 ¹⁾	1998
Actions privilégiées				
Banque :				
Solde au début de l'exercice	1 525 \$	1 525 \$	1 525 \$	1 218 \$
Émission d'actions	—	—	—	311
Rachat d'actions	—	—	—	(4)
Solde à la fin de l'exercice	1 525	1 525	1 525	1 525
Société de placement hypothécaire Scotia	250	250	250	250
Total des actions privilégiées	1 775 \$	1 775 \$	1 775 \$	1 775 \$
Actions ordinaires				
Solde au début de l'exercice	2 765 \$	2 678 \$	2 625 \$	2 567 \$
Actions émises à l'acquisition de filiales	—	—	—	—
Actions émises en vertu du Régime de dividendes et d'achat d'actions des actionnaires, du Régime d'options d'achat d'actions et autres	155	87	53	58
Solde à la fin de l'exercice	2 920 \$	2 765 \$	2 678 \$	2 625 \$
Bénéfices non répartis				
Solde au début de l'exercice	8 435 \$	6 953 \$	6 414 \$	5 363 \$
Effet cumulatif de l'adoption de la nouvelle norme comptable relative aux impôts sur le revenu	(39)	—	—	—
Adoption de la nouvelle convention comptable relative aux prêts douteux ²⁾	—	—	—	—
Revenu net	2 169	1 926	1 551	1 394
Dividendes : Actions privilégiées	(108)	(108)	(108)	(97)
Actions ordinaires	(621)	(496)	(429)	(393)
Gains (pertes) de change non réalisés, montant net	79	163	(160)	152
Frais d'émission et de rachat d'actions, montant net et autres	(2)	(3)	(1)	(5)
Augmentation nette de la provision générale pour pertes sur prêts	—	—	(314)	—
Solde à la fin de l'exercice	9 913 \$	8 435 \$	6 953 \$	6 414 \$

STATISTIQUES DES ONZE DERNIERS EXERCICES

Mesures d'exploitation (en pourcentage)				
Rendement des capitaux propres	17,3	17,6	15,3	15,3
Ratio de productivité	53,9	56,5	59,3	60,4
Rendement de l'actif	0,80	0,81	0,68	0,65
Données sur les actions ordinaires ⁴⁾				
Revenu net par action (en dollars)				
De base	4,12	3,67	2,93	2,64
Dilué	4,05	3,63	2,90	2,61
Dividendes par action (en dollars)	1,24	1,00	0,87	0,80
Valeur comptable par action ordinaire (en dollars)	25,47	22,49	19,49	18,37
Nombre d'actions en circulation (en milliers)	503 795	497 965	494 252	492 089
Cours de l'action (en dollars) :				
Haut	50,50	45,65	36,90	44,70
Bas	37,30	26,05	28,60	22,80
Clôture – au 31 octobre	43,85	43,50	33,60	32,20
Coefficients du capital				
Capital rajusté en fonction du risque (en pourcentage) :				
Catégorie 1	9,3	8,6	8,1	7,2
Total	13,0	12,2	11,9	10,6
Rapport actif/capital ⁵⁾	13,5	13,7	13,5	14,9
Coefficient de l'avoir des porteurs d'actions ordinaires à l'actif total (en pourcentage)	4,7	4,5	4,4	3,9
Mesures d'évaluation				
Ratio de distribution (en pourcentage) ⁶⁾	30,1	27,3	29,7	30,3
Rendement des actions (en pourcentage) ⁷⁾	2,8	2,8	2,7	2,4
Coefficient de capitalisation des bénéfices ⁸⁾	10,6	11,9	11,5	12,2
Autres données				
Actif total moyen (en millions de dollars)	271 843	238 664	229 037	213 973
Nombre de succursales et de bureaux	2 005	1 695	1 654	1 741
Nombre d'employés ⁹⁾	46 804	40 946	40 894	42 046
Nombre de guichets automatiques bancaires	3 761	2 669	2 322	2 244

- 1) Si l'augmentation de la provision générale avait été imputée aux revenus (voir la note 1 à la page 78), les ratios financiers de 1999 auraient été les suivants : 12,0 % pour le rendement des capitaux propres, 0,54 % pour le rendement de l'actif, 2,29 \$ pour le revenu net de base par action, 2,26 \$ pour le revenu net dilué par action, 38,0 % pour le rendement des actions et 14,3 pour le coefficient de capitalisation des bénéfices.
- 2) Conformément aux directives du surintendant des institutions financières, la Banque a adopté en 1996 les nouveaux principes comptables publiés par l'Institut Canadien des Comptables Agréés à l'égard des prêts douteux. L'adoption de ces principes par la Banque a entraîné une augmentation unique de 202 \$ de la Provision pour créances irrécouvrables inscrite au bilan consolidé et une charge cumulée correspondante de 116 \$ (réduction faite des impôts reportés de 86 \$) au solde d'ouverture du compte Bénéfices non répartis au cours de l'exercice 1996.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES MODIFICATIONS SURVENUES DANS L'AVOIR DES ACTIONNAIRES

1997	1996	1995	1994	1993	1992	1991
1 325 \$	1 575 \$	1 100 \$	1 300 \$	1 000 \$	1 000 \$	750 \$
143	100	675	—	300	—	250
(250)	(350)	(200)	(200)	—	—	—
1 218	1 325	1 575	1 100	1 300	1 000	1 000
250	—	—	—	—	—	—
1 468 \$	1 325 \$	1 575 \$	1 100 \$	1 300 \$	1 000 \$	1 000 \$
2 161 \$	1 994 \$	1 839 \$	1 429 \$	1 308 \$	1 201 \$	1 106 \$
335	—	—	280	—	—	—
71	167	155	130	121	107	95
2 567 \$	2 161 \$	1 994 \$	1 839 \$	1 429 \$	1 308 \$	1 201 \$
4 263 \$	3 751 \$	3 302 \$	3 175 \$	2 771 \$	2 335 \$	2 019 \$
—	—	—	—	—	—	—
—	(116)	—	—	—	—	—
1 514	1 069	876	482	714	676	633
(99)	(113)	(104)	(97)	(92)	(79)	(79)
(355)	(305)	(283)	(253)	(233)	(211)	(197)
43	(19)	(15)	9	20	50	(37)
(3)	(4)	(25)	(14)	(5)	—	(4)
—	—	—	—	—	—	—
5 363 \$	4 263 \$	3 751 \$	3 302 \$	3 175 \$	2 771 \$	2 335 \$

AUTRES STATISTIQUES ³⁾

20,2	15,8	14,2	7,9	14,4	15,7	16,7
62,4	58,8	59,9	65,6	57,7	56,8	58,0
0,85	0,67	0,64	0,40	0,71	0,72	0,72
2,95	2,04	1,69	0,88	1,49	1,47	1,40
2,93	2,04	1,69	0,88	1,49	1,47	1,40
0,74	0,65	0,62	0,58	0,56	0,52	0,50
16,19	13,53	12,37	11,36	10,90	9,89	8,79
489 812	474 893	464 513	452 518	422 544	412 374	402 123
34,10	21,20	15,13	16,63	14,75	12,38	10,00
20,55	14,19	12,13	11,57	10,94	9,50	5,25
31,08	21,13	14,44	13,75	14,50	12,00	9,88
6,9	6,7	6,7	6,2	6,5	5,7	5,5
10,4	8,9	9,6	9,6	10,4	8,6	8,5
14,2	16,4	15,2	15,2	12,9	14,8	14,9
4,1	3,9	3,9	3,9	4,3	4,2	4,0
25,1	31,9	36,7	65,8	37,5	35,3	35,6
2,7	3,7	4,6	4,1	4,4	4,8	6,6
10,5	10,4	8,5	15,6	9,7	8,2	7,1
179 176	158 803	137 988	120 619	100 836	93 807	88 073
1 658	1 464	1 460	1 454	1 376	1 361	1 329
38 648	34 592	33 717	33 272	30 375	30 675	29 616
2 030	1 526	1 429	1 381	1 280	1 190	1 070

- 3) Les chiffres correspondants antérieurs à 1996 n'ont pas été retraités pour refléter la présentation sur la base du solde brut des instruments dérivés évalués à la valeur du marché, car l'information ne peut être établie au prix d'un effort raisonnable.
- 4) Les montants ont été redressés avec effet rétroactif pour tenir compte de la division d'actions à raison de deux pour une, qui a eu lieu le 12 février 1998.
- 5) Conformément aux directives du surintendant des institutions financières du Canada, la Banque détermine le rapport de l'actif au capital en divisant l'actif total rajusté par le capital réglementaire.
- 6) Dividendes versés en pourcentage du revenu net disponible aux porteurs d'actions ordinaires.
- 7) D'après la moyenne des cours les plus élevés et les moins élevés de l'action ordinaire pour l'exercice.
- 8) D'après le cours de clôture de l'action ordinaire.
- 9) Comprend l'ensemble du personnel de la Banque et de ses filiales (les données relatives au personnel à temps partiel étant exprimées en équivalent de travail à temps plein).

Régie interne

Une régie interne à la fois saine et efficace est une priorité pour la Banque Scotia, car nous jugeons cela essentiel à notre succès à long terme. Nos politiques en matière de régie interne sont conçues pour renforcer la capacité du conseil d'administration de surveiller efficacement la gestion des affaires et d'accroître la valeur à long terme pour les actionnaires.

La Banque Scotia accorde la plus haute importance à ses mesures de contrôle interne, lesquelles comprennent la surveillance étroite de la gestion, des vérifications internes et externes et l'application rigoureuse du *Code d'éthique de la Banque Scotia*. Ces mesures de contrôle reposent sur des structures et des procédures en tous points conformes aux plus récentes lignes directrices en matière de régie interne adoptées par la Bourse de Toronto. Les personnes qui désirent un compte rendu plus détaillé des pratiques de la Banque Scotia en ce qui a trait à la régie interne peuvent se reporter à la Circulaire de la direction sollicitant des procurations qui accompagne l'Avis de convocation à l'assemblée annuelle envoyé à tous les actionnaires.

Mandat et attribution du conseil d'administration

Un conseil d'administration solide et efficace joue un rôle décisif dans la protection des intérêts des actionnaires et la maximisation de la valeur qu'ils retirent de leurs investissements dans la Banque.

Le mandat du conseil d'administration est de surveiller l'orientation stratégique et la structure organisationnelle de la Banque, de même que la planification de la succession à la haute direction. Tous les ans, le conseil évalue la stratégie de la Banque par rapport au secteur des institutions financières dans son ensemble. Il passe ensuite en revue et approuve les politiques et les procédures dans les domaines liés à la gestion du risque, notamment le crédit, le capital, le change, les métaux précieux et communs, les taux d'intérêt, les liquidités, les portefeuilles de titres, les évaluations immobilières, les produits dérivés, l'environnement et les actifs à l'étranger.

Les attributions du conseil ne se limitent cependant pas à la planification stratégique. Parmi ses autres importantes fonctions, mentionnons la nomination des membres de la haute direction, notamment du chef de la direction. Le comité des ressources humaines aide le conseil à évaluer le rendement de la direction sur la base de renseignements de nature qualitative et quantitative.

De plus, le conseil revoit périodiquement les états financiers consolidés de la Banque, ainsi que le rendement des divisions et des principales filiales. Il compare et mesure les résultats obtenus par rapport aux plans de bénéfices antérieurement établis et approuvés, par rapport aux résultats des exercices passés et au rendement de nos pairs du secteur bancaire.

Composition du conseil d'administration

À la fin de l'exercice, le conseil d'administration de la Banque comptait 22 membres, notamment des dirigeants d'entreprises et des personnalités en vue de la communauté, actives au niveau régional, national et international, qui apportent à la Banque une somme considérable de connaissances et d'expérience. Globalement, la taille et la composition du conseil d'administration de la Banque Scotia reflètent les particularités de sa clientèle sur l'ensemble du territoire, les collectivités au sein desquelles elle exerce des activités et la diversité de ses opérations internationales. Le comité de régie interne du conseil, dont les membres sont tous indépendants et sans lien avec la haute direction, sélectionne, évalue et recommande des candidats au poste d'administrateur.

Les comités permanents du conseil sont au nombre de six, à savoir les comités de vérification, de révision, de régie interne, de direction, des ressources humaines et du régime de

saine et efficace

retraite (voir la Circulaire de la direction sollicitant des procurations pour une description des attributions de chaque comité). Tous les administrateurs font partie d'au moins un comité permanent et, à l'intérieur des comités, il y a renouvellement par roulement des membres. Les membres des comités permanents sont en majorité des résidents canadiens et des administrateurs indépendants conformément aux lignes directrices de la Bourse. Dans le cas du comité de vérification et du comité de révision, cependant, tous les membres sont indépendants et aucun ne fait partie du Groupe Banque Scotia.

On compte également trois comités consultatifs régionaux constitués dans les régions du Québec, des Prairies et de la Colombie-Britannique/Yukon. Ces comités permettent à des administrateurs de participer plus activement aux affaires de la Banque dans les régions où ils ont leur domicile, donnent des conseils d'ordre général à la direction locale de ces régions et y étudient les occasions d'affaires.

Responsabilité et conformité

La responsabilité du conseil d'administration de la Banque Scotia est assurée, d'une part, par l'observation stricte des lignes directrices de la Bourse et de la réglementation gouvernementale et, d'autre part, par l'adoption de règles et de normes internes. Tous les administrateurs, dirigeants, et employés de la Banque sont tenus de se conformer au Code d'éthique de la Banque Scotia. Le comité de vérification approuve les politiques de contrôle interne de la Banque Scotia et le conseil a la responsabilité de la surveillance de l'intégrité du système de contrôle interne. Conformément au Programme d'évaluation des risques et de déclaration établi selon les normes de la Société d'assurance-dépôts du Canada, la Banque procède à une auto-évaluation annuelle globale dans le but d'établir dans quelle mesure elle se conforme à certaines politiques et procédures de base, et elle communique les résultats de cette auto-évaluation au conseil et aux organismes de réglementation.

De plus, de rigoureuses procédures internes relatives à la conformité font partie intégrante de la structure et des opérations quotidiennes de la Banque. Le service Conformité du Groupe Banque Scotia veille à aligner divers programmes et initiatives internes en matière de conformité sur les meilleures pratiques du secteur bancaire et à ce qu'ils tiennent compte de l'évolution du marché et des nouvelles initiatives d'affaires. Ces programmes et initiatives comprennent le Code d'éthique de la Banque Scotia, le Programme de conformité du Groupe Banque Scotia et son infrastructure (notamment le réseau d'observation de la réglementation du Groupe Banque

Scotia), le système de gestion de conformité à la Loi sur les banques et autres programmes spécialisés de conformité.

Le réseau d'observation de la réglementation regroupe des responsables de la conformité qui ont pour fonction de veiller à la conformité en ce qui a trait aux filiales, aux services et aux opérations commerciales.

Médiation et recours des clients

Les plaintes non résolues des clients sont entendues et traitées avec impartialité par l'ombudsman de la Banque qui relève directement du chef de la direction. L'ombudsman est habilité à revoir toutes les décisions prises au sein de la Banque touchant le service à la clientèle offert aux particuliers et aux petites entreprises, et à faire des recommandations à leur sujet.

En dernier ressort, pour un examen indépendant de la situation, les particuliers et les petites entreprises peuvent s'adresser directement à l'Ombudsman bancaire canadien.

Administrateurs honoraires

Les administrateurs honoraires n'assistent pas aux réunions du conseil d'administration et ne reçoivent pas de rémunération.

Malcolm R. Baxter Saint John (Nouveau-Brunswick)	William S. McGregor Edmonton (Alberta)
Kenneth V. Cox, D.Sc., LL.D. Saint John (Nouveau-Brunswick)	David E. Mitchell, O.C. Calgary (Alberta)
L'Honorable Henry N.R. Jackman Toronto (Ontario)	David Morton Westmount (Québec)
John J. Jodrey, C.M., D.C.L. Hantsport (Nouvelle-Écosse)	Sir Denis Mountain, Bt. Londres, Angleterre
Le Très Honorable Lord Keith of Castleacre Londres, Angleterre	Paul J. Phoenix Burlington (Ontario)
Gordon F. MacFarlane Surrey (Colombie-Britannique)	Robert L. Pierce, C.R. Calgary (Alberta)
Donald Maclaren Ottawa (Ontario)	David H. Race Toronto (Ontario)
Gerald J. Maier Calgary (Alberta)	Cedric E. Ritchie, O.C. Toronto (Ontario)
Malcolm H.D. McAlpine Herts, Angleterre	Thomas G. Rust, C.M., LL.D. Vancouver (Colombie-Britannique)
H. Harrison McCain, C.C., LL.D. Florenceville (Nouveau-Brunswick)	Judson W. Sinclair Don Mills (Ontario)
I. McDougall Lynbrook, New York	Marie Wilson, C.R. Toronto (Ontario)

Conseil d'administration



Peter C. Godsoe

M. Godsoe est président du conseil et chef de la direction de la Banque Scotia. Il est administrateur de la Banque Scotia depuis le 1^{er} février 1982 et siège actuellement au comité de direction.



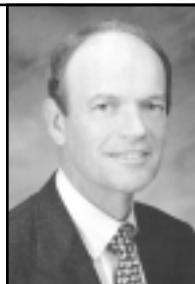
Lloyd I. Barber, C.C., S.O.M., LL.D., PH.D.

M. Barber est président honoraire de l'Université de Regina. Administrateur de la Banque Scotia depuis le 28 septembre 1976, il siège actuellement aux comités du régime de retraite, de révision et de vérification.



Bruce R. Birmingham

M. Birmingham est président de la Banque Scotia. Il est administrateur de la Banque Scotia depuis le 29 septembre 1992 et siège actuellement au comité du régime de retraite.



Ronald A. Brenneman

M. Brenneman est président et chef de la direction de Petro-Canada. Il est administrateur de la Banque Scotia depuis le 28 mars 2000 et siège actuellement au comité de vérification.



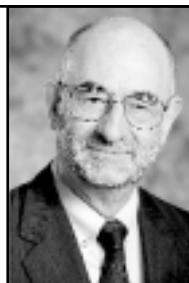
C.J. Chen

M. Chen est associé principal de Rajah & Tann. Il est administrateur de la Banque Scotia depuis le 30 octobre 1990 et siège actuellement aux comités du régime de retraite et de révision.



E. Kendall Cork

M. Cork est administrateur délégué de Sentinel Associates Limited. Il est administrateur de la Banque Scotia depuis le 4 décembre 1973 et siège actuellement aux comités de direction, de révision et du régime de retraite.



Sir Graham Day

Sir Graham est administrateur d'entreprise, président du conseil de la Hydro One Inc., président du conseil de Sobeys Inc. et avocat-conseil chez Stewart McKelvey Stirling Scales. Administrateur de la Banque Scotia depuis le 31 octobre 1989, il siège actuellement aux comités de direction, de régie interne et des ressources humaines.



N. Ashleigh Everett

Mme Everett est présidente de Royal Canadian Securities Limited. Elle est administratrice de la Banque Scotia depuis le 28 octobre 1997 et siège actuellement au comité de vérification.



M. Keith Goodrich

M. Goodrich, maintenant à la retraite, était le président du conseil de Moore Corporation Limited. Il est administrateur de la Banque Scotia depuis le 28 août 1990 et siège actuellement au comité de régie interne.



Pierre J. Jeanniot, O.C.

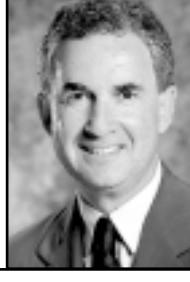
M. Jeanniot est directeur général et chef de la direction de l'Association du Transport aérien international. Il est administrateur de la Banque Scotia depuis le 26 juin 1990 et siège actuellement aux comités de direction et des ressources humaines.



John C. Kerr, O.B.C., LL.D.

M. Kerr est président du conseil et chef de la direction de Lignum Ltd. Il est administrateur de la Banque Scotia depuis le 30 mars 1999 et siège actuellement au comité de vérification.

au 1^{er} novembre 2001

	<p>L'honorable Michael J.L. Kirby</p> <p>M. Kirby est membre du Sénat. Il est administrateur de la Banque Scotia depuis le 28 mars 2000 et siège actuellement au comité de régie interne.</p>		<p>Laurent Lemaire</p> <p>M. Lemaire est président et chef de la direction de Cascades Inc. Il est administrateur de la Banque Scotia depuis le 31 mars 1987 et siège actuellement au comité des ressources humaines.</p>
	<p>John T. Mayberry</p> <p>M. Mayberry est président et chef de la direction de Dofasco Inc. Il est administrateur de la Banque Scotia depuis le 29 mars 1994 et siège actuellement aux comités de direction, de régie interne et des ressources humaines.</p>		<p>L'honorable Barbara J. McDougall, O.C.</p> <p>Mme McDougall est présidente et chef de la direction de l'Institut canadien des affaires internationales. Administratrice de la Banque Scotia depuis le 30 mars 1999, elle siège actuellement au comité de vérification.</p>
	<p>Helen A. Parker</p> <p>Mme Parker est administratrice d'entreprise. Elle est administratrice de la Banque Scotia depuis le 26 novembre 1976 et siège actuellement aux comités du régime de retraite et de révision.</p>		<p>Elizabeth Parr-Johnston, PH.D.</p> <p>Mme Parr-Johnston est présidente et rectrice de l'Université du Nouveau-Brunswick. Administratrice de la Banque Scotia depuis le 26 octobre 1993, elle siège actuellement au comité de vérification.</p>
	<p>Arthur R.A. Scace, C.R.</p> <p>M. Scace est un associé de McCarthy Tétrault. Il est administrateur de la Banque Scotia depuis le 25 mars 1997 et siège actuellement aux comités de direction, de régie interne et de vérification.</p>		<p>Gerald W. Schwartz</p> <p>M. Schwartz est président du conseil et chef de la direction et président de Onex Corporation. Il est administrateur de la Banque Scotia depuis le 26 mai 1999 et siège actuellement au comité des ressources humaines.</p>
	<p>Isadore Sharp, O.C.</p> <p>M. Sharp est président du conseil et chef de la direction de Four Seasons Hotels Inc. Il est administrateur de la Banque Scotia depuis le 27 mars 1990 et siège actuellement au comité des ressources humaines.</p>		<p>Allan C. Shaw, O.C.</p> <p>M. Shaw est président du conseil et chef de la direction de The Shaw Group Limited. Administrateur de la Banque Scotia depuis le 30 septembre 1986, il siège actuellement aux comités de direction et des ressources humaines.</p>
	<p>Paul D. Sobey</p> <p>M. Sobey est président et chef de la direction de Empire Company Limited. Il est administrateur de la Banque Scotia depuis le 31 août 1999 et siège actuellement au comité de vérification.</p>		

Membres de la direction

Robert W. Chisholm

Vice-président du conseil,
Réseau canadien



Richard E. Waugh

Vice-président du conseil,
Gestion de patrimoine et Opérations internationales

Barry R. F. Luter

Coprésident du conseil
et co-chef de la direction,
Scotia Capitaux



W. David Wilson

Coprésident du conseil
et co-chef de la direction,
Scotia Capitaux

John F. M. Crean

Vice-président principal
à la direction,
Gestion du
risque global



Robert H. Pitfield

Vice-président
à la direction
et chef du Groupe
Gestion de patrimoine



Peggy Mulligan

Vice-présidente
à la direction,
Systèmes et
Exploitation

S. Dennis N. Belcher

Vice-président à la direction,
Crédit et gestion du risque



Robert L. Brooks

Vice-président à la direction
et trésorier du groupe

Sylvia D. Chrominska

Vice-présidente à la direction,
Ressources humaines



Sarabjit S. Marwah

Vice-président à la direction
et chef des affaires financières

William P. Sutton

Vice-président à la direction,
Amérique latine



Albert E. Wahbe

Président du conseil et chef de la
direction, e-Scotia

Warren K. Walker

Vice-président à la direction,
Prestation de services électroniques



John A. Young

Vice-président à la direction,
Réseau canadien de succursales

Information à l'intention des actionnaires

Assemblée annuelle

Les actionnaires sont invités à assister à la 170^e Assemblée annuelle des porteurs d'actions ordinaires de la Banque Scotia, qui se tiendra le 5 mars 2002 à 9 h 30 (heure du Pacifique) au Westin Bayshore Resort and Marina, situé au 1601, Bayshore Drive à Vancouver, Colombie-Britannique (Canada).

Renseignements sur les dividendes

Les porteurs d'actions peuvent obtenir des renseignements sur leur portefeuille d'actions et les dividendes en communiquant avec l'Agent de transfert.

Service de dépôt direct

Les porteurs d'actions qui le désirent peuvent faire déposer les dividendes qui leur sont distribués directement dans leurs comptes tenus par des institutions financières membres de l'Association canadienne des paiements. Il leur suffit, à cet effet, d'écrire à l'Agent de transfert.

Régime de dividendes et d'achat d'actions

Le régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions de la Banque Scotia permet aux porteurs d'actions ordinaires et privilégiées d'acquérir d'autres actions ordinaires en réinvestissant leurs dividendes au comptant sans avoir à acquitter les frais de courtage ou d'administration.

Les actionnaires admissibles ont également la possibilité d'affecter, au cours de chaque exercice, une somme ne dépassant pas 20 000 \$ à l'achat d'actions ordinaires supplémentaires de la Banque. Les actionnaires titulaires de débentures subordonnées entièrement nominatives de la Banque peuvent également affecter aux mêmes fins le montant des intérêts perçus sur ces dernières. Tous les frais liés à la gestion du Régime sont à la charge de la Banque.

Pour obtenir plus de renseignements sur le Régime, il suffit de communiquer avec l'Agent de transfert.

Inscription boursière

Les actions ordinaires de la Banque sont inscrites à la cote des Bourses de Toronto et de Londres. Les options d'achat d'actions ordinaires de la Banque sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto.

Les actions privilégiées de la Banque des séries 6, 7, 8, 9, 11 et 12 sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto.

Symboles boursiers

Action	Symbolé au télécopieur	Code CUSIP
Actions ordinaires	BNS	064149 10 7
Actions privilégiées, série 6	BNS.PR.E	064149 70 1
Actions privilégiées, série 7	BNS.PR.F	064149 80 0
Actions privilégiées, série 8	BNS.PR.G	064149 88 3
Actions privilégiées, série 9	BNS.PR.H	064149 87 5
Actions privilégiées, série 11	BNS.PR.I	064149 84 2
Actions privilégiées, série 12	BNS.PR.J	064149 81 8

Dates de paiement des dividendes pour 2002

Dates de clôture des registres et de paiement des dividendes déclarés sur les actions ordinaires et privilégiées sous réserve de l'approbation du conseil d'administration.

Date de clôture des registres	Date de paiement
2 janvier	29 janvier
2 avril	26 avril
2 juillet	29 juillet
1 ^{er} octobre	29 octobre

Déclaration des bénéfices trimestriels

Pour 2002, les bénéfices trimestriels de la Banque Scotia devraient être annoncés les 5 mars, 28 mai, 27 août et 3 décembre.

Assemblée annuelle de 2003

En 2003, l'Assemblée annuelle se tiendra à Halifax, en Nouvelle-Écosse, le mardi 4 mars à 10 heures (heure de l'Atlantique).

Cours du jour de l'évaluation

Aux fins des déclarations de revenus au Canada, le cours des actions ordinaires de La Banque de Nouvelle-Écosse a été établi à 31,13 \$ le 22 décembre 1971, jour de l'évaluation, ce qui correspond au cours de 2,594 \$ déterminé à la suite de la division d'actions à raison de deux pour une intervenue en 1976, de la division d'actions à raison de trois pour une intervenue en 1984 et de la division d'actions à raison de deux pour une intervenue en 1998.

Envoi de documents en plusieurs exemplaires

Bien que nous nous efforçons d'éviter la duplication de l'information que nous adressons à nos actionnaires, il peut arriver que certains d'entre eux reçoivent plus d'un exemplaire des documents qui leur sont destinés, par exemple le présent Rapport annuel. Les porteurs d'actions peuvent en effet figurer plusieurs fois sur la liste d'envoi lorsqu'ils sont inscrits sous des adresses ou des noms différents.

Les actionnaires concernés qui désirent mettre fin à ces envois multiples sont priés de communiquer avec l'Agent de transfert afin que soient prises les dispositions nécessaires.

Cotes de crédit

Dette de premier rang à long terme

DBRS	AA(bas)
FITCH	AA-
Moody's	Aa3
Standard & Poor's	A+

Actions privilégiées à dividende non cumulatif

DBRS	Pfd-1(bas)n
------	-------------

Papier commercial

DBRS	R-1(moyen)
Moody's	P-1
Standard & Poor's	A-1



Direction générale

Banque Scotia
Scotia Plaza
44, rue King Ouest
Toronto (Ontario)
Canada M5H 1H1
Tél. : (416) 866-6161
Téléc. : (416) 866-3750
Courriel : email@scotiabank.com

Services aux actionnaires

AGENT DE TRANSFERT
ET AGENT COMPTABLE DES REGISTRES
AGENT PRINCIPAL
Compagnie Montréal Trust du Canada
100, avenue University, 11^e étage
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2Y1
Tél. : (416) 981-9633; 1 800 663-9097
Téléc. : (416) 981-9507
Courriel : faq@montrealtrust.com

COAGENT DE TRANSFERT (ÉTATS-UNIS)
THE BANK OF NOVA SCOTIA
TRUST COMPANY OF NEW YORK
23rd Floor, 1 Liberty Plaza
New York, N.Y. 10006
Tél. : (212) 225-5470
Téléc. : (212) 225-5436
Telex : 00126777

COAGENT DE TRANSFERT (ROYAUME-UNI)
Computershare Services PLC
The Pavilions
Bridgwater Road
Bristol
BS99 7NH
Royaume-Uni
Tél. : +44 870 702 0000
Téléc. : +44 870 703 6101
Courriel : Web.Quests@Computershare.co.uk

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

Banque Scotia
44, rue King Ouest
Toronto (Ontario)
Canada M5H 1H1
Tél. : (416) 866-4790
Téléc. : (416) 866-5090

ANALYSTES FINANCIERS, GESTIONNAIRES DE
PORTEFEUILLE ET AUTRES INVESTISSEURS
INSTITUTIONNELS

Tél. : (416) 866-5982
Téléc. : (416) 866-7867
Courriel : investor.relations@scotiabank.com

Pour de plus amples renseignements

RELATIONS PUBLIQUES

Banque Scotia
44, rue King Ouest
Toronto (Ontario)
Canada M5H 1H1
Tél. : (416) 866-3925
Téléc. : (416) 866-4988
Courriel : corpaff@scotiabank.com

CENTRE SERVICE CLIENTÈLE
1 800 575-2424

En ligne

Pour obtenir des renseignements sur les produits et sur la société, de l'information financière et de l'information à l'intention des actionnaires : www.banquescotia.com et www.scotiicapital.com